

REPUBLIQUE GABONAISE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 1982

PERSPECTIVES 1983 - 1984



TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 1982

PERSPECTIVES 1983 - 1984

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1 ^o DIAGNOSTIC FIN 1982	6
2 ^o PERSPECTIVES 1983	7
 PREMIERE PARTIE	
ACTIVITE	9
1 - LES QUATRE GRANDS PRODUITS	12
1.1. LE PETROLE	12
1.1.1. LA PRODUCTION PETROLIERE	12
1.1.2. LE PRIX DU PETROLE	14
1.1.3. LE CHIFFRE D'AFFAIRES	16
1.1.4. LES INVESTISSEMENTS	16
1.1.5. LE RAFFINAGE	16
1.2. LES MINES	19
1.2.1. LE MANGANESE	19
1.2.2. L'URANIUM	20
1.3. BOIS ET FORETS	21
1.3.1. L'EXPLOITATION FORESTIERE	21
1.3.2. L'INDUSTRIE DU BOIS	22
2 - AUTRES ACTIVITES	24
2.1. AGRICULTURE	24
2.1.1. LES CULTURES VIVRIERES	24
2.1.2. LES CULTURES D'EXPORTATION	25
2.1.3. LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES	28
2.2. INDUSTRIE	30
2.2.1. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET CIGARETTES	31
2.2.2. INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DES METAUX	33
2.2.3. FORAGE ET RECHERCHE PETROLIERE	34
2.2.4. INDUSTRIE CHIMIQUE	34
2.2.5. INDUSTRIE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION	35
2.2.6. INDUSTRIE TEXTILE	36
2.3. BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	37
2.3.1. LA STRUCTURE DU SECTEUR	37
2.3.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DEPUIS 1976	37
2.3.3. LES PROBLEMES A RESOUDRE	38
2.4. ACTIVITES TERTIAIRES	38
2.4.1. COMMERCE	38
2.4.2. LES ACTIVITES DE TRANSPORT	40
2.4.3. ELECTRICITE - EAU	45
2.4.4. HOTELLERIE ET RESTAURATION	47
2.4.5. PAPIER - EDITION	47
2.4.6. LES INSTITUTIONS FINANCIERES	48
2.4.7. AUTRES SERVICES	51
 DEUXIEME PARTIE	
GRANDEURS MACROECONOMIQUES	53
1 - PRODUIT INTERIEUR BRUT	57
1.1. LES RESSOURCES DU PIB	57
1.1.1. LE SECTEUR PETROLIER	57
1.1.2. LES AUTRES SECTEURS	57
1.1.3. LES SERVICES ADMINISTRATIFS ET LES TAXES SUR IMPORTATIONS	58
1.2. LES EMPLOIS DU PIB	60
1.2.1. LA CONSOMMATION	61
1.2.2. LES INVESTISSEMENTS	61
1.2.3. LE SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	62
2 - BUDGET DE L'ETAT	63
2.1. EVOLUTION DES RESSOURCES	64
2.1.1. LES RESSOURCES PETROLIERES	64
2.1.2. LES RESSOURCES HORS PETROLE	64
2.2. EVOLUTION DES DEPENSES	65
2.2.1. LA DETTE	65
2.2.2. LE FONCTIONNEMENT	65
2.2.3. LES INVESTISSEMENTS	66

3 - LA MONNAIE ET LE CREDIT	68
3.1. LES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	70
3.1.1. LA MASSE MONETAIRE	70
3.1.2. LES RESSOURCES EXTRA-MONETAIRES	72
3.2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	72
3.2.1. LE CREDIT A L'ECONOMIE	73
3.2.2. LE CREDIT A L'ETAT	73
3.2.3. LES AVOIRS EXTERIEURS NETS	75
3.3. LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET	76
3.4. LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE PAR SECTEUR D'ACTIVITE	77
4 - LA BALANCE DES PAIEMENTS	78
4.1. LA BALANCE COMMERCIALE	78
4.1.1. LES EXPORTATIONS	79
4.1.2. LES IMPORTATIONS	80
4.2. LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES	82
4.3. LA BALANCE COURANTE	82
4.4. LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX	83
4.5. SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	83
5 - LES PRINCIPAUX INDICATEURS CONJONCTURELS	85
5.1. LES PRIX	85
5.2. LES SALAIRES	87
5.3. L'EMPLOI	89
TROISIEME PARTIE	
PERSPECTIVES ET SCENARIOS	91
1 - PERSPECTIVES INTERNATIONALES ET CONSEQUENCES POUR LE GABON	93
1.1. LA SITUATION EN 1982	93
1.2. PREVISIONS 1983-1984	93
1.3. CONSEQUENCES DIRECTES POUR LE GABON	94
2 - LE BUDGET PREVISIONNEL 1983-1984	98
2.1. LA POLITIQUE BUDGETAIRE MISE EN ŒUVRE	96
2.2. LE BUDGET PREVISIONNEL 1983-1984	99
2.3. SENSIBILITE DU BUDGET AUX ALEAS EXTERIEURS	103
3 - EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1983 et 1984	104
3.1. LE VOLUME DES INVESTISSEMENTS	104
3.2. LA CONSOMMATION	104
3.3. LE COMMERCE EXTERIEUR	105
CONCLUSION	107
10 ^o PAS DE REPRISE A ATTENDRE EN 1983 SANS REDRESSEMENT DE LA CONJONCTURE MONDIALE	108
20 ^o LES ATOUTS DU DEVELOPPEMENT	108
30 ^o LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE	109
ANNEXES (GRAPHIQUES)	111

INTRODUCTION

Le Plan Intérimaire de Développement Économique et Social arrivé à son terme à la fin de l'année 1982, s'était fixé pour principaux objectifs d'une part, d'assainir les finances de l'Etat par une politique de désendettement volontariste et, d'autre part, d'élargir les bases productives de notre économie.

Après les trois années d'exécution de ce Plan, les objectifs du Gouvernement ont été globalement atteints; toutefois, l'élargissement des activités productrices autonomes piétine depuis 1980. Pour y remédier, le Gouvernement a décidé de mettre en place une nouvelle politique susceptible de dynamiser le secteur productif non pétrolier. Pour cela, la Loi de Finances 1983 comporte des mesures économiques et fiscales destinées à favoriser le développement de l'activité et de l'investissement.

1^o DIAGNOSTIC FIN 1982 :

a) au niveau du contexte international :

— **Baisse de 4,5 % de la production industrielle** dans l'ensemble des sept grands pays industrialisés. Ce très net recul qui, dans certains secteurs et dans certains pays, a pris l'allure d'un effondrement (crise de la sidérurgie et du bâtiment aux Etats Unis) a entraîné une véritable récession. Le produit national dans l'ensemble de ces sept pays a baissé de 0,5 % en moyenne alors qu'il avait encore progressé de 1,3 % en 1981.

— **Maintien en 1982 des politiques budgétaires restrictives**. Celles-ci ont toute fois souvent été assouplies pour tenir compte de la gravité de la récession. C'est ainsi que des mesures ont été prises pour stimuler les investissements et l'emploi. Aussi les déficits publics des sept plus grands pays industrialisés se sont-ils nettement creusés en 1982, atteignant 4,1 % du PIB contre 2,5 % en 1981.

— **Net ralentissement de la hausse des prix** dans le monde en 1982. L'augmentation des prix n'était plus en fin d'année que de 7,2 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE, contre 10,4 % un an plus tôt.

— **Décruce générale des taux d'intérêts et variations importantes des taux de change**. Le niveau des taux d'intérêts a diminué sur toutes les places financières. Les placements en monnaie américaine, favorisant ainsi la montée du dollar, ont été soutenus jusqu'à la fin de l'année.

— **Réduction persistante de la consommation mondiale d'énergie** qui s'est concrétisée par une baisse des prix spot du pétrole qui sont maintenant largement en dessous du prix officiel fixé à 34 \$ / baril.

b) au niveau interne :

— **Progression du PIB de 11,9 % en francs courants :**

La contribution du secteur pétrolier baisse légèrement et passe de 47,1 % en 1981 à 46,8% en 1982, celle des Mines de 3,8 % à 3,1 %. Les autres secteurs stagnent ou augmentent, tels les industries de transformation et les B.T.P.

Le secteur public continue d'être le moteur de la croissance de l'économie. L'investissement public augmente de 32 % alors que les investissements privés sont en très nette perte de croissance (+9,5 % en 1982 contre +30 % en 1981), de même que la consommation publique (+7 % en 1982 contre +26 % en 1981).

— **Augmentation de la valeur des exportations pétrolières** : +12,2 % en 1982 par rapport à 1981 malgré la stagnation du prix officiel et de la production (+1 % / 1981), et en raison de la revalorisation du dollar (+21 % entre 1981 et 1982).

— **Excédent record de la Balance Commerciale** : Avec plus de 428 milliards, il augmente de 16 % par rapport à 1981. Le taux de couverture des importations par les exportations après avoir atteint 306 % en 1980, est passé à 261 % en 1981. Mais en 1982, il est remonté à 272 %.

– **Consolidation du solde positif de la Balance des Paiements:** Ce solde, devenu positif en 1980 avec le redressement financier du pays, se consolide d'année en année: +20,7 milliards en 1980, +34,2 en 1981 et +58,3 en 1982.

– **Progression régulière des ressources monétaires (environ 10 % /an) depuis 1980.** Les contreparties se caractérisent par la poursuite du mouvement de désengagement de l'Etat vis à vis du système bancaire (l'Etat était créancier de 63,6 milliards au 31 Août 1982) et par le ralentissement de la croissance des crédits à l'économie (+7,1 % entre Juin 1981 et Juin 1982, contre +27,2 % au cours de la période précédente).

– **Rigueur poursuivie dans les Finances Publiques :** le service de la dette a atteint 131 milliards en 1982; ceci réduit encore son concours, compte tenu d'une politique de non recours aux nouveaux emprunts.

2° PERSPECTIVES 1983

L'année 1983 sera marquée par une croissance en francs courants du PIB de l'ordre de 12 %, équivalente à celle observée en 1982 et par un effort particulier de l'Etat pour soutenir l'investissement privé.

Il faut d'autre part mentionner l'effet des facteurs suivants :

– **Ralentissement de la hausse des prix.** On s'attend chez nos principaux partenaires commerciaux à une atténuation de la hausse des prix qui se répercutera sur nos importations.

– **Budget 1983 : 562 milliards de F.** Les choix budgétaires sont axés sur la maîtrise des dépenses courantes et l'accélération de l'effort d'investissement de l'Etat, notamment vers le secteur productif.

– **Augmentation de la production de pétrole d'environ 5 %** dont l'effet positif sera probablement atténué par la baisse prévisible du prix du baril, le dollar quant à lui pouvant ne pas se maintenir à un cours aussi élevé.

– **Affaiblissement du secteur minier :** la crise des pays industriels se répercute sur le prix des matières premières, la baisse de la consommation et de la production provoquant une chute de la demande et donc une chute des cours.

Le présent document comporte trois grandes parties :

– La première partie saisit, pour les années 1981-1982, l'évolution de la conjoncture sectorielle de l'économie.

– La deuxième partie traite des grandeurs macroéconomiques: PIB, Finances Publiques, Monnaie et Crédit, Balance des Paiements, Prix, Salaires, Emploi.

– La troisième partie tente, à partir des dispositions de la Loi de Finances 1983, de dégager la tendance 1983-1984 en fonction des données extérieures de la conjoncture.

PREMIERE PARTIE

ACTIVITE

Les renseignements fournis sous cette rubrique résultent d'un effort de synthétisation, par la Direction Générale de l'Économie, d'une enquête de conjoncture réalisée en Novembre 1982, et complétée par de nombreux entretiens auprès d'opinions informées. L'enquête annuelle a porté sur un échantillon d'une centaine d'entreprises et sur l'ensemble des centres de décision économique gabonais.

Tous les secteurs d'activité ont été intégrés dans l'échantillon.

L'importance relative des différents secteurs n'est pas toujours fonction de ce qu'ils représentent actuellement, mais de ce qu'ils devraient représenter dans un proche avenir, tels l'Agriculture.

L'économie gabonaise a présenté une évolution contrastée en 1982 que retrace le tableau synthétique ci-dessous :

<p>QUATRE GRANDS PRODUITS</p> <p>— Evolution fortement influencée par la conjoncture internationale</p>	<p>Pétrole : Stabilisation de la production et du prix officiel, forte baisse des prix sur le marché spot compensées par la revalorisation du dollar de 21 %. Résultat : en 1982, accroissement des recettes pétrolières de l'État de 14 %.</p> <p>Uranium et Manganèse : Ralentissement des baisses de production (respectivement - 4,3 % et - 3,2 %) et cours élevé du dollar. Résultat : C.A. : + 13 %.</p> <p>Bois : 2ème recette d'exportation après le pétrole. Début de relance du secteur au 2ème semestre.</p>
<p>AGRICULTURE</p> <p>— Effort de l'État pour restructurer ce secteur</p>	<p>— Productions en hausse (cultures vivrières, café, cacao, etc) mais blocages structurels évidents (exode rural, absence de circuit de commercialisation, etc).</p> <p>— Maturité lente des projets.</p>
<p>INDUSTRIES</p> <p>— Bon comportement des unités en place mais pas de création nouvelle.</p>	<p>Alimentation, Boissons et Cigarettes : Progression satisfaisante malgré la forte concurrence étrangère.</p> <p>Transformation des métaux : Plus de 70 % du chiffre d'affaires pour le pétrole et les B.T.P.</p> <p>Chimie : Progression certaine de l'activité (C.A. +28 %), mais importations toujours très importantes.</p> <p>Matériaux de construction (ciment) : Prix + 10 %; production: + 15 % due au regain d'activité de la construction individuelle. Mais sous-utilisation de l'équipement en place.</p> <p>Textile : Faiblesse de la progression du C.A. (+6,8 %) due au blocage des prix de vente et à la limitation des débouchés sur le marché national et international. Très forte concurrence asiatique.</p>
<p>B. T. P.</p> <p>— Evolution dépendant essentiellement du niveau des investissements publics</p>	<p>— 2ème secteur de l'économie pour sa contribution au P.I.B.</p> <p>— Investissements publics : + 36 % ; C.A. : + 20 %</p>
<p>ACTIVITES TERTIAIRES</p> <p>— Evolution variable selon les secteurs</p>	<p>Commerce : Stagnation en termes réels. Perspectives incertaines dues au déblocage des prix.</p> <p>Transport : Ralentissement du volume des activités.</p> <p>Energie : Production accrue de 10,5 %. Croissance à vocation sociale et économique.</p> <p>Hotellerie : Malgré la concurrence accrue, niveau d'activité satisfaisant des unités; dichotomie entre Libreville et l'intérieur.</p>

1 - LES QUATRE GRANDS PRODUITS

1.1. LE PETROLE

La conjoncture internationale

L'évolution de l'activité pétrolière au Gabon et particulièrement des résultats comptables et financiers est étroitement liée à la conjoncture internationale. On assiste depuis 1981 à une baisse importante de la demande et donc de la production pour les raisons suivantes :

- la récession mondiale se traduit par une diminution de la demande d'énergie
- les énergies de substitution se sont développées : retour en force du charbon, progrès du gaz naturel et de l'énergie nucléaire. Cette dernière assure en 1982, 38 % de la production d'électricité en France.

D'autres facteurs viennent déséquilibrer le marché mondial, notamment :

- la montée en production de nouveaux pays producteurs hors OPEP : Mexique, Grande Bretagne, Egypte, etc...
- la décision de certains États producteurs de brader leur pétrole pour faire face aux exigences de leur trésorerie.

Le marasme du marché se traduit par une diminution sensible de la production de l'OPEP : - 16 % en 1981, - 18 % en 1982 et par une perte du leadership : l'OPEP n'assure plus en 1982 que 48 % de la production des pays à économie libérale contre 60 % en 1980.

Face à ces difficultés, des divergences sont apparues entre les pays membres : les quotas de production qui leur ont été imposés (17,5 millions de barils/jour en avril 1982) pour tenter d'enrayer la chute des prix, ne sont pas toujours respectés et entretiennent la pression à la baisse depuis mai 1981.

1.1.1. LA PRODUCTION PETROLIERE

a) Le niveau de production

Pour la première fois depuis 1976, la production de pétrole s'est stabilisée en 1982, pour se situer à 7,723 millions de tonnes, soit en légère augmentation par rapport à 1981 où elle avait été de 7,652 millions de tonnes.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Production (millions de T)	11,324	11,267	10,6	9,799	8,895	7,652	7,723

Cette stabilisation est due à :

- la remise en production d'anciens puits
- la stabilisation de la production des puits Anguille, Barbier et Brème et l'amélioration des rendements de Lucina Sud, de Mbya et Ayol.
- l'entrée en production de nouveaux puits tels que Baudroie Nord et Mbya Sud.

D'autre part, les découvertes de l'année 1982 : (Torpille Nord-Est, Lucina, Barbier Sud-Est...) et l'entrée en production en 1983 d'Amoco, Koanzy et de G. Mbya laissent espérer une reprise de la production à partir de 1983 pouvant se situer au-delà de 8 millions de tonnes, tout en maintenant les réserves prouvées aux environs de 60 millions de tonnes. En 1981, les gisements marins ont fourni 82 % de la production contre 18 % pour les gisements terrestres.

En ce qui concerne la production de gaz, elle a été de 77 millions de m3 en 1981 en provenance des champs d'Anguille Nord-Est, de Torpille et du puits CL 13; elle sera probablement de 82 millions de m3 en 1982.

EN MILLIONS M3	1979	1980	1981	1982
M3 de gaz commercialisés	60,8	72	77	82

b) La répartition de la production

Malgré l'intervention de nouvelles sociétés telles que WED, et le développement des sociétés comme MITSUBISHI et HISPANOIL qui ont plus que doublé leur production en 1981, les parts de ELF, SNEA, SHELL ont encore totalisé plus de 91 % de la production pétrolière en 1982, contre 90 % de la production en 1981, 93 % en 1980 et 94 % en 1979.

Le tableau de l'annexe n° 2 donne la répartition de la production pétrolière en 1979, 1980 et 1981.

c) La commercialisation

Le pétrole brut gabonais est commercialisé par les compagnies productrices par l'intermédiaire de leurs filiales de commercialisation (SOCAP pour ELF et SHELL INTERNATIONAL TRADING pour SHELL GABON) et par la Société Nationale Pétrolière Gabonaise (PETROGAB) qui commercialise le quart de la production, soit 2 millions de tonnes en 1980 et 1981.

Entre 1980 et 1981, les exportations totales ont baissé de 22 %, passant de 7,7 millions de tonnes à 6,3 millions de tonnes; elles se sont stabilisées à 6,55 millions de tonnes en 1982.

En 1980 et 1981, les exportations de brut ont été les suivantes :

DÉBOUCHES	1980	1981	DEBOUCHÉS	1980	1981
France	17,6 %	14 %	Gibraltar	1,9 %	3,4 %
U.S.A	14,1 %	23,4 %	Taiwan	0,9 %	3,3 %
Brésil	14 %	12,8 %	Italie	4,5 %	2,5 %
Pays-Bas	1,9 %	9,3 %	Iles Canaries	—	1,6 %
Chili	13,6 %	8,6 %	Singapour	—	1,6 %
Caraïbes	5,8 %	5,3 %	Sénégal	—	0,8 %
Espagne	7,7 %	5,1 %	R.F.A	10,2 %	—
Iles Vierges	3,7 %	4,7 %	Bahamas	2,7 %	—
Suisse	—	4,2 %	Antilles Néerl.	0,8 %	—
			Roumanie	0,6 %	—
TOTAL EXPORTE 1980	7,68 MILLIONS DE TONNES				
TOTAL EXPORTE 1981	6,3 MILLIONS DE TONNES				

1.1.2. LE PRIX DU PETROLE

a) Prix officiels

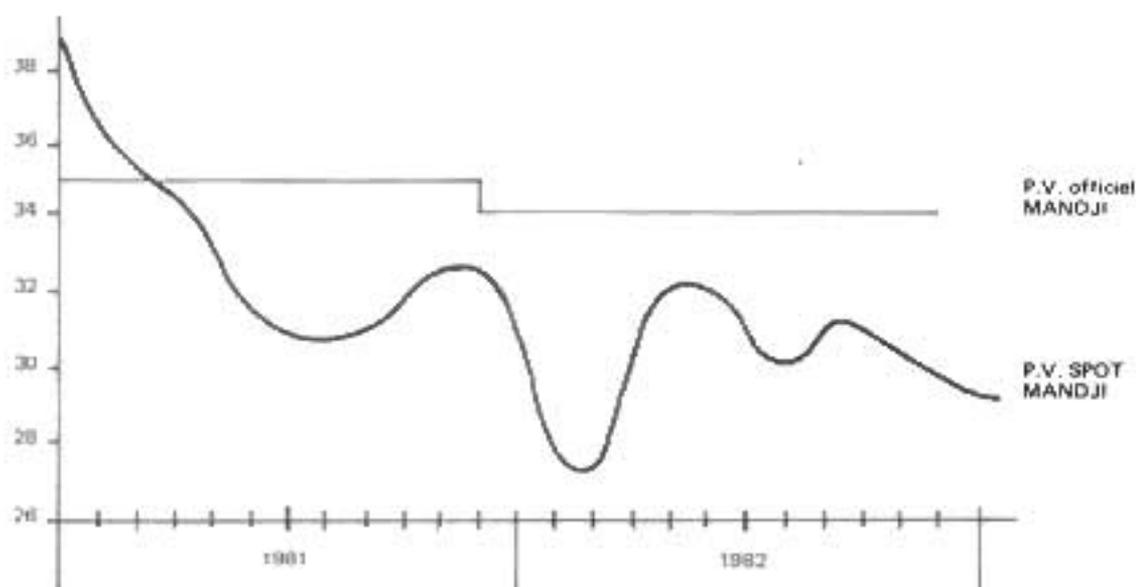
Après l'augmentation considérable des prix du pétrole survenue lors des chocs pétroliers de 1974, 1979, 1980, on a assisté pour la première fois en novembre 1981 à une baisse du prix de vente officiel de 1 dollar par baril.

PRIX DE VENTE FOB DU PETROLE GABONAIS \$ / BARIL	Mandji	Gamba	Lucina
Janvier 1980	28	29	30
Février 1980	30	31	32
Mai 1980	32	33	34
Janvier 1981	35	36	37
Novembre 1981	34	35	36
Année 1982	34	35	36

En 1982, le prix de vente du Mandji est identique au prix de l'Arabian Light de référence. Pour 1983, compte tenu de la morosité du marché, il paraît réaliste d'envisager une nouvelle baisse de 1 à 1,5 dollar par baril, ce qui modifierait en conséquence le prix du pétrole gabonais.

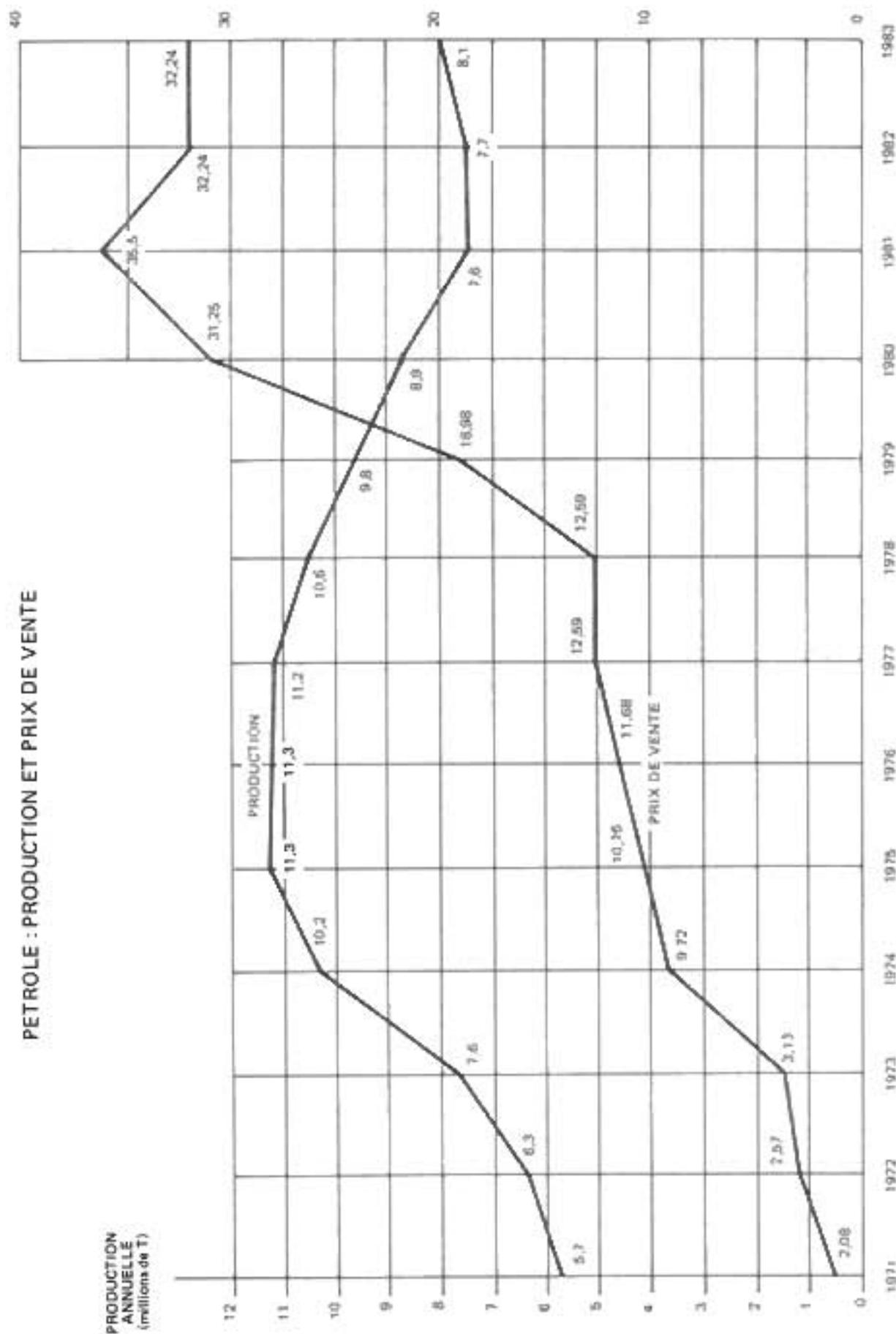
b) Prix spot

Les conséquences de la mauvaise conjoncture pétrolière se reflètent directement sur les prix des marchés spot, qui sont en dessous des prix officiels depuis mai 1981:



PRIX DE VENTE F.O.B.
EN DOLLARS PAR BARIL

PETROLE : PRODUCTION ET PRIX DE VENTE



1.1.3. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La poursuite de la remontée du dollar en 1982 (327 FCFA en moyenne) a été encore un facteur favorable déterminant dans la réalisation du chiffre d'affaires des entreprises pétrolières. Cette année, contrairement à 1981, cette tenue du dollar a été accompagnée d'une légère reprise de la production. Ce qui a permis d'aboutir à un chiffre d'affaires de près de 584 milliards F.

	1980	1981	1982	Variation 81/80	Variation 82/81
Production (millions de tonnes)	8,895	7,652	7,723	- 14 %	+0,93 %
Prix de vente FOB (\$/baril)	31,25	35,05	32,24	+ 12 %	- 8 %
Prix de vente F CFA/Tonne	47 500	67 900	76 400	+43 %	+ 13 %
Chiffre d'affaires (milliards F)	429, 5	519	584	+ 19 %	+ 13 %
Valeur ajoutée (milliards F)	412,7	470, 8	523	+ 14 %	+ 11 %

1.1.4. LES INVESTISSEMENTS

L'effort d'investissement a été en 1982 très important. Il a porté essentiellement sur le développement d'anciens puits, la mise en production et la réalisation des premiers tests pour les nouveaux puits.

INVESTISSEMENTS (en milliards de F)	1980	1981	1982
Recherche et exploration	20,6	33,7	40
Investissements de production	48,6	97	115
<u>TOTAL</u>	69,2	130,7	155

En 1983, les investissements devraient encore progresser si le marché se maintient au niveau actuel. Ils représenteraient environ 190 milliards, soit +25 % par rapport à 1982.

C'est qu'en plus de la recherche et du développement, les entreprises comptent renouveler certains de leurs équipements et améliorer le matériel existant.

1.1.5. LE RAFFINAGE

Deux raffineries sont étroitement imbriquées sur le même site à Port-Gentil : celle de la SOGARA (1968) et celle de la COGER (1976), avec une capacité de raffinage d'un million de tonnes pour chacune d'elles. Initialement destinées à satisfaire les besoins du marché intérieur et des pays limitrophes de l'UDEAC, elles ont perdu ce dernier marché suite à la mise en route des nouvelles raffineries de Victoria au Cameroun en 1981, et de Pointe-Noire au Congo en 1982.

Dans ce contexte, et compte tenu de l'importante surcapacité de raffinage existante au niveau mondial, l'activité a de nouveau baissé en 1982 par rapport à l'année précédente, comme le montre le tableau ci-dessous :

	1980	1981	1982	Variation 81/80	Variation 82/81
Pétrole brut traité (tonnes)	1.292.190	1.199.200	1.070.000	- 7,2 %	- 10,8 %
Vente de produits raffinés (tonnes)	1.245.400	1.151.600	1.061.000	- 7,5 %	- 7,9 %
Chiffre d'affaires (millions de F)	62.755	82.218	82.500	+31 %	+0,3 %

Un examen de l'évolution respective des prix d'achat du brut et des prix moyens de vente des produits raffinés montre que la marge entre ces deux prix n'est pas suffisamment importante, ce qui conduit à une valeur ajoutée et donc à des résultats d'exploitation largement négatifs pour cette activité.

	1980	1981	1982
Prix d'achat moyen du pétrole brut (F/T)	47 500	67 900	76 400
Prix de vente moyen des produits raffinés (F/T)	50 400	71 400	77 800
Valeur ajoutée du secteur raffinage (millions de F)	+650	- 2 780	- 3 320

Ces chiffres mettent en évidence les problèmes de l'industrie du raffinage au Gabon, qui se trouve soumise à deux butoirs : le pétrole brut est acheté au prix officiel du brut gabonais, tandis que le prix de vente des produits raffinés dépend des décisions gouvernementales pour le marché intérieur, et des cotations internationales pour l'exportation. Il est à noter sur ce point précis que le niveau atteint en 1982 des prix à l'exportation est inférieur de 33 % aux prix pratiqués sur le marché intérieur. La marge de manœuvre commerciale des raffineries s'en trouve limitée.

Le tableau suivant donne pour quelques produits, l'évolution du prix de vente moyen au Gabon des produits finis raffinés. On remarque que les augmentations de prix ont été plus fortes sur les produits blancs (essence, gas-oil) que sur les produits noirs essentiellement destinés à alimenter en énergie les industries de transformation locales.

PRIX DE VENTE MOYEN AU GABON DÉPART USINE	1980 janvier	1981 janvier	1982 janvier	1983 janvier	% d'augmentation		
					81/80	82/81	83/82
Super : F/hl	3 708	7 004	9 009	11 687	+89 %	+29 %	+30 %
Gas-oil : F/hl	3 491	6 574	8 801	11 566	+88 %	+34 %	+31 %
Fuel 1 500 : F/T	36 757	52 114	59 346	65 281	+42 %	+14 %	+10 %

Depuis le 10 janvier 1983, les prix du super et du gas-oil à la pompe à Libreville sont respectivement de 230 F/litre et de 125 F/litre. Il apparaît nettement que le gas-oil est distribué quasiment à son prix d'achat départ usine (125 F/116 F) alors que le super est vendu deux fois plus cher (230 F/117 F). C'est le fait de l'intervention de la Caisse de Péréquation des Hydrocarbures dont l'un des objectifs est de soutenir l'activité économique, à travers un allègement des coûts des carburants.

Le marché intérieur absorbe 37 % de la production de 1982 et représente 387 000 tonnes de produits raffinés, sans compter les 40 000 tonnes de carburant livrées aux bateaux en soutes internationales :

Gas-oil	218 000 tonnes
Kérosène	75 000 tonnes
Super	41 000 tonnes
Essence	16 000 tonnes
Fuel	25 000 tonnes
Bitume	7 000 tonnes
Butane	5 000 tonnes
Total marché intérieur	387 000 tonnes

Le reste de la production, 63 %, est exporté aux Caraïbes, en Amérique du Nord, en Europe et pour de faibles quantités en Afrique. Notons que ces exportations comprennent une production fatale de fuel liée au raffinage des produits destinés au marché intérieur. Les autres produits exportés sont essentiellement le gas-oil, le naphta et le kérosène. Avec la perte des marchés congolais et camerounais, il n'y a plus de barème des prix de vente des produits raffinés hors Gabon, ceux-ci étant dorénavant soumis aux fluctuations du marché. Il est à noter que les prix consentis à l'exportation n'arrivent même pas, et de loin, à couvrir le coût du pétrole brut utilisé.

Dans ce contexte difficile, et compte tenu de la capacité de production disponible, les investissements réalisés se limitent au minimum indispensable pour assurer la sécurité et le maintien de l'outil de travail :

	1980	1981	1982
Investissements (millions de F)	525	300	300

Bien que les effectifs employés restent stables : 345 salariés en 1980, 337 en 1981 et en 1982, les frais de personnel pèsent de plus en plus lourdement sur les charges d'exploitation en raison des hausses importantes intervenues en 1981, et surtout au début de l'année 1982 : les frais de personnel, qui représentaient 2,9 % du chiffre d'affaires en 1980, en représentent 3,6 % en 1982.

Les perspectives d'activité pour 1983 devraient se situer au même niveau qu'en 1982, et il faut s'attendre à la poursuite, voire à l'augmentation des difficultés financières de notre industrie du raffinage. Un rétablissement de l'équilibre financier est difficilement envisageable dans l'immédiat, compte tenu de la mauvaise conjoncture mondiale de cette industrie; toutefois, s'il n'est pas possible d'influencer les prix de vente cotés pour l'exportation, il faut s'attendre à des augmentations des prix de vente au détail sur le marché intérieur de façon à rétablir l'équilibre d'exploitation nécessaire au maintien de cette activité. Comme indiqué ci-dessus, une première hausse est intervenue le 10 janvier 1983.

D'autre part, il conviendrait de mieux adapter les spécifications techniques des produits raffinés gabonais aux normes internationales. En effet celles-ci répondent à des normes techniques supérieures et leur adaptation réduirait le prix de revient de beaucoup de produits raffinés.

On devra enfin envisager une restructuration du processus industriel pour concentrer sur l'outil le plus récent et le plus performant l'ensemble du raffinage.

1.2. LES MINES

La COMILOG (Compagnie Minière de l'Ogooué) et la COMUF (Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville) assurent l'exploitation du manganèse et de l'uranium, principaux minerais exploités à ce jour.

Le chiffre d'affaires du secteur qui était de 55 844 millions de francs en 1981 est passé à 63 141 millions en 1982 (soit une hausse de 13 %).

La valeur ajoutée a baissé de 7,6 % en 1982 par rapport à 1981 (35,2 milliards de francs en 1982 contre 38,1 milliards en 1981). Alors qu'en 1981, elle représentait 68 % du chiffre d'affaires, en 1982, elle n'en représente plus que 56 %; cette chute est imputable essentiellement à l'augmentation du coût des matières premières consommables.

1.2.1. LE MANGANESE

La baisse de la production observée dès 1980 s'est légèrement ralentie en 1982 :

	1979	1980	1981	1982	Variation 81/80	Variation 82/81
Production (1 000 T)	2300	2 147	1 490	1 443	- 30,6 %	- 3,2%
Exportations	2 308	2 137	1 543	1369	- 27,8 %	- 11,3 %

La baisse des exportations, encore importante en 1982 (- 11,3 % par rapport à 1981) est imputable à plusieurs facteurs :

- l'abondance du ferromanganèse sur le marché international,
- la réduction importante de l'activité des sidérurgistes (ex : - 40 % pour US. STEEL) et les économies de consommation de minéral par tonne d'acier produite (il y a quelques années, il fallait 6 kg de ferromanganèse pour fabriquer une tonne d'acier; aujourd'hui, il n'en faut plus que 4),
- la forte concurrence de l'Afrique du Sud et de l'Australie,
- les difficultés économiques et financières dans lesquelles sont plongés certains pays, ceux d'Europe de l'Est notamment.

Le chiffre d'affaires pour 1982 est d'environ 36 milliards de francs (- 1,1 % par rapport à 1981), le cours élevé du dollar ayant quasiment compensé la régression de la production physique (la production de bioxydes, dont la principale utilisation est la fabrication des piles électriques, chute de 21,3 % en 1982).

MILLIONS DE F	1980	1981	1982	Variation 82/81
Chiffre d'affaires	34 060	36 390	36 000	- 1,1 %
Valeur ajoutée	23 525	25 433	18 400	- 27,6 %
Investissements	3 165	3 842	3 000	- 21,9 %

Les investissements qui étaient de 3,8 milliards de francs en 1981, répondaient à un effort d'augmentation de la capacité de production et d'amélioration du rendement sur le matériel existant (accélération du téléphérique, achat d'engins plus performants, etc). En 1982, ils baissent de 22 %, les travaux à effectuer devenant moins importants (renouvellement du matériel de transport et de bureau). En 1983, la baisse serait de l'ordre de 53 %.

1.2.2. L'URANIUM

La baisse de l'activité constatée en 1980, s'est ralentie en 1982.

(Tonnes)	1979	1980	1981	1982	Variation 81/80	Variation 82/81
Production de concentré	1 488	1 381	1 361	1 302	- 1,4 %	- 4,3 %
Production en uranium métal	1 101	1 033	970	976,3	- 6,1 %	+0,6 %
Exportation de concentré	1 438	1 355	1 255	1 320	- 7,4 %	+5,2 %
Exportation de métal	1 060	999	960	976	- 2,9 %	+0,6 %

Le volume des exportations a augmenté en 1982 et représente maintenant la totalité de la production de l'année, c'est à dire 976 tonnes d'uranium-métal; ceci reflète bien la volonté qu'a la COMUF de limiter sa production au niveau de la demande.

Le chiffre d'affaires s'est accru de 39,5 % en 1982 (27,1 milliards de francs contre 19,4 en 1981) en raison du cours élevé du dollar; les prix de la Compagnie Générale Française des Matières Nucléaires (COGEMA) sont passés de 19 500 F/kg d'uranium-métal en 1981, à 24 000 francs en 1982 (prix plafond fixé quelque soit le cours du dollar), soit une hausse de 23 %.

Le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et les investissements de la COMUF ont évolué comme suit :

MILLIONS DE F	1980	1981	1982	Variation 82/81
Chiffre d'affaires	23 788	19 454	27 141	+ 39,5 %
Valeur ajoutée	18 275	12 567	16 812	+ 33,8 %
Investissements	7 347	11 752	5 352	- 54,5 %

Le montant des investissements diminue de moitié en 1982 par rapport à 1981, les dépenses pour la nouvelle usine (inaugurée en juin 1982) ayant été effectuées essentiellement en 1981.

A fin 1982, aucun signe d'amélioration du marché de l'uranium n'est perceptible et les perspectives de production basées sur l'évolution probable des programmes électronucléaires dans le monde ne permettent pas d'espérer une reprise sensible de la demande avant 1985.

1.3. BOIS ET FORETS

La forêt a toujours été et reste un atout important dans l'économie gabonaise par son concours aux exportations. Pour 1982, elles sont estimées à 52 milliards de F, soit 7,6 % des exportations totales, devant le manganèse 4,9 % et l'uranium 4 %.

La part dans le P.I.B. de l'exploitation forestière et de l'industrie du bois réunies est restée stable à 3,1 % durant les années 1981 et 1982.

Les perspectives pour ce secteur sont favorables et, avec l'arrivée du chemin de fer à Booué en janvier 1983, la troisième zone d'exploitation forestière alors désenclavée, entrera dans sa phase de plein rendement.

1.3.1. L'EXPLOITATION FORESTIERE

Après la situation difficile connue en 1981, le secteur a quelque peu redémarré en 1982 :

(en milliards de F)	1980	1981	1982	Variation 82/81
Chiffre d'affaires	33,3	30,9	33	+ 7 %
Valeur ajoutée	20	18	19,8	+ 10 %
Investissements	13,3	5,5	9,6	+ 74 %

Le recul des activités forestières observé en 1981 et qui s'est poursuivi au premier semestre 1982, ne s'est pas prolongé tout au long de l'année. Les statistiques de production, ventes locales et exportations de bois établies par la S.N.B.G. montrent en effet un renversement de tendance à partir de Juillet :

EN M3	PRODUCTION		VENTES LOCALES		EXPORTATIONS	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982
1er trimestre	236 367	218 126	12 234	15 115	259 764	226 518
2è "	249 202	242 884	12 152	15 343	240 022	203 487
3è "	261 853	285 626	13 218	13 785	199 287	224 951
4è "	232 434	249 364*	13 241	14 757*	264 899	228 324*
TOTAL	979 856	996 000	50 845	59 000	963 972	883 280

* Estimation D.G.E.

Les exportations totales de grumes (toutes essences confondues: okoumé, ozigo et bois divers) devraient atteindre 1 300 000 m3 en 1982 contre 1 200 000 m3 en 1981, soit un accroissement de 8 %.

Cette reprise peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- un élargissement du marché vers Taïwan et les pays du Bassin Méditerranéen,
- une diversification des essences commercialisées. Les bois divers commencent à prendre de l'importance : en 1982, près de 100 000 m3 ont été vendus à l'extérieur par la S.N.B.G.; les autres grandes entreprises en ont vendu directement près de 250 000,
- une politique des prix rémunératrice. En 1982, deux hausses successives des prix ont été décrétées: l'une en avril et l'autre en octobre (cette dernière ne s'applique qu'à l'okoumé).

	en F / m3	Avant Avril 1982	Avril 1982	Octobre 1982
PRIX "Plage"	LM	33 200	34 850	34 850
	Okoumé			
	CI	23 050	24 200	24 600
	LM	23 750	26 900	26 900
	Ozigo			
	CI	11 650	13 200	13 200
PRIX "F.O.B."	LM	48 400	49 850	49 925
	Okoumé			
	CI	34 700	36 100	36 850
	LM	29 900	33 250	33 250
	Ozigo			
	CI	14 850	16 500	16 500

LM : Loyal Marchand
CI : Choix Industriel

Malgré cela, les entreprises forestières ont beaucoup de problèmes, tant externes qu'internes au Gabon :

- la production et les ventes du bois gabonais, comme celles des bois tropicaux en général, dépendent fortement de la conjoncture économique internationale,
- le coût élevé de la main d'œuvre dans ce secteur qui est un des tous premiers employeurs du Gabon (le second après les Bâtiments et Travaux Publics),
- les hausses des prix du gas oil et du transport en général,
- les coûts exorbitants d'acquisition et de maintenance du matériel de production. Le coût d'acquisition d'un caterpillar en m3 d'okoumé a plus que doublé en 7 ans (3 900 m3 en 1982 contre 1 800 en 1975).

1982 aura été une année charnière entre la période creuse de 1981 et ce qui devrait être la véritable relance en 1983.

Les mesures de réduction des droits de douane sur les importations de matériels d'exploitation forestière autres que ceux fabriqués localement doivent permettre une reprise de l'investissement en 1983. Les matériels concernés sont : les tracteurs, les engins de terrassement, les treuils, les tronçonneuses, les scies.

1.3.2. L'INDUSTRIE DU BOIS

En général, le comportement de l'industrie du bois s'identifie à celui de l'exploitation forestière. C'est ainsi que le chiffre d'affaires du secteur a atteint en 1982, 23,8 milliards de francs contre 21,2 en 1981, soit un accroissement de 12 %. La valeur ajoutée s'est accrue dans des proportions quasi-équivalentes : de 12,5 milliards en 1981, elle est passée à 14,3 milliards en 1982 :

(en milliards de F)	1980	1981	1982
Chiffres d'Affaires	24,9	21,2	23,8
Valeur Ajoutée	14,5	12,5	14,3
Investissements	1,8	0,9	1,6

La production de bois transformés (contreplaqués et autres produits comme les panneaux ébénisterie, panneaux lattés et portes) a connu l'évolution suivante :

(en m3)	1980	1981	1982
Contreplaqués	72 068	69 872	75 000
Portes (unités)	2 480	7 885	7 000
Autres produits	20.614	19 671	14 300

Source C.F.G.

La vente de ces produits a été assurée, en dépit de la stagnation du marché européen et de la concurrence des produits asiatiques qui s'estompe heureusement.

Une décision sur l'avenir du projet SOGACEL (usine de pâte à papier) pourrait intervenir en 1983.

L'insuffisance de débouchés internes et son manque de compétitivité internationale font que l'industrie du bois est encore insuffisamment développée compte tenu des potentialités offertes par le niveau actuel de l'exploitation forestière.

2 - AUTRES ACTIVITÉS

2.1. AGRICULTURE

L'agriculture a jusqu'ici très peu participé à l'essor économique national (4,6 % du PIB total depuis 1980), le Gabon restant encore très dépendant, pour son approvisionnement alimentaire, des importations.

En 1982, les importations de produits alimentaires, boissons et tabacs ont atteint 37,9 milliards de francs, soit 15 % des importations totales.

Afin de limiter le niveau de cette dépendance alimentaire et de préparer "l'après-pétrole", l'État accentue encore son effort de structuration du secteur visant à développer aussi bien la production vivrière que les productions destinées à l'exportation.

2.1.1. LES CULTURES VIVRIERES

a) les productions traditionnelles

La production vivrière de subsistance est très diversifiée; elle concerne autant les ignames, manioc, bananes, arachides, maïs, etc, que tout autre produit entrant dans la composition de l'alimentation de base des populations.

Le tableau suivant retrace l'évolution de la production vivrière de ces cinq dernières années :

PRINCIPAUX PRODUITS (Tonnes)	1977	1978	1979	1980	1981	Variation 81/77
- Manioc	216 000	229 000	239 000	250 000	237 000	+10 %
- Banane Plantain	138 000	151 800	163 000	175 200	157 000	+14 %
- Igname, Taro	67 100	73 140	74 670	78 940	85 100	+27 %
- Maïs	8 600	9 290	9 620	9 980	9 520	+11 %
- Arachides (non décortiquées)	5 600	6 300	7 700	7 200	6 700	+20 %
- Riz	470	600	950	850	967	+106 %

Source : Ministère de l'Agriculture

En 1982, la production totale vivrière a dû dépasser 600 000 tonnes, quasiment la moitié de ce tonnage étant constitué par le manioc.

Mais la contribution quantitative et qualitative des cultures vivrières à l'alimentation et plus généralement, à l'économie du pays, est difficile à déterminer car l'énorme majorité de cette production est autoconsommée.

Pour le manioc, la banane plantain et le taro, tous les centres de l'intérieur sont approvisionnés par la production locale. Seuls les deux principaux centres du pays : Libreville et Port-Gentil connaissent quelques importations de bananes et de taros venant des pays voisins. Ces infiltrations ne sont pas la conséquence d'un déficit de la production locale, mais plutôt la conséquence de l'absence de structures de collecte et de commercialisation.

Par contre, les produits dérivés comme la farine de manioc, la farine de maïs, le maïs en grains, le tapioca, etc, viennent tous de l'extérieur. Cette dépendance est essentiellement liée à l'absence sur place de petites unités de transformation comme il en existe au Cameroun, au Nigéria et en Côte d'Ivoire.

D'autres problèmes de structures viennent entraver encore le développement des cultures vivrières au Gabon, entre autres :

- l'absence d'un système de commercialisation organisé
- la médiocrité du matériel végétal de production
- la faiblesse de l'encadrement technique
- l'insuffisance de moyens financiers
- le mauvais état des routes
- l'exode rural

b) Les productions agro-industrielles

AGRIPOG, Société Agricole de Port-Gentil créée dans le cadre de la Provision pour Investissements Diversifiés (PID) par Elf Gabon et l'Etat Gabonais, dispose d'une soixantaine de serres de cultures maraichères hydroponiques.

Les résultats pour 1982 portent sur une production de près de 400 tonnes (290 tonnes en 1980) correspondant à un chiffre d'affaires de 258 millions de francs (contre 174 millions en 1980), soit une augmentation de 48 % en deux ans.

Les productions ont été les suivantes :

PRODUITS	1981	1982
- Salades (poche)	301 878	290 320
- Tomates (Kg)	122 227	152 753
- Concombres (Kg)	62 162	78 075
- Melons (Kg)	43 419	45 336
- Aubergines (Kg)	25 791	18 500

Malgré ces résultats satisfaisants, AGRIPOG rencontre de nombreux problèmes :

- les prix de revient sont supérieurs d'environ 10 % aux prix de vente fixés par décret.
- la protection des produits locaux n'est pas assurée vis à vis des légumes importés
- la commercialisation est très difficile et onéreuse.

La Société Agricole de Port-Gentil ne participe que pour 10 % à l'approvisionnement du marché national, 90 % sont donc encore à couvrir.

C'est ainsi que l'Etat, dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, a décidé de mettre en place en 1983 un mécanisme de financement et d'encadrement approprié englobant tous les stades de production et de commercialisation.

D'autres expériences sont tentées : Okoloville, Sosuho, etc ...

2.1.2. LES CULTURES D'EXPORTATION

Le cacao et le café constituent encore les principales cultures d'exportation du Gabon, en attendant l'exploitation dans une dizaine d'années de l'Hévéa planté au Nord du pays.

2.1.2.1. Le café

Après avoir baissé pendant plusieurs années, la production caféière reprend peu à peu depuis 1978 grâce aux efforts déployés, tant au niveau de la production qu'au niveau de la commercialisation, par la Direction Générale des Caisses de Stabilisation et de Péréquation :

	Campagne 77/78	Campagne 78/79	Campagne 79/80	Campagne 80/81	Campagne 81/82	Campagne 82/83 *
Prix d'achat au Planteur F/Kg Café Cérise	120	160	180	180	180	200
Production Café Marchand (tonnes)	268	319	635	836	925	950
Quantité Exportée Café Marchand (tonnes)	201	234	599	797	797	800

* Estimation DGE

Rappelons que les campagnes caféières et cacaoyères vont du 1er Octobre au 30 Septembre.

Les prix d'achat au planteur, restés stables durant trois campagnes, ont augmenté en octobre 1982 : les achats de café cérise (non décortiqué) sont dorénavant effectués aux prix de 200 F/kg dans les villages et 220 F/kg lorsqu'il est livré dans les centres d'achat (Bitam, Oyem, Makokou...), les 20 F supplémentaires rémunérant le transport.

Le café est ensuite décortiqué dans les 4 usines qui appartiennent à la Caisse Café (Franceville, Makokou, Okondja, Oyem) puis il est, presque en totalité, exporté vers l'Europe. Durant la campagne 1981, 10 tonnes ont été vendues sur le marché local pour un torréfacteur de Libreville et la répartition des exportations par pays a été la suivante :

Hollande :	55 %
France :	36 %
Italie :	9 %

C'est au cours de l'année 1983, que devraient se tenir les assises chargées d'évaluer et d'apprécier les résultats issus du séminaire tenu à Franceville en avril 1981 sur la politique caféière à l'horizon 1990. Les conclusions de ce séminaire approuvées en Conseil des Ministres prévoient une production de 3 000 tonnes dans 10 ans.

Le projet Café d'Okondja de la SONADEC se compose de 3 volets :

- . création d'un centre de bouturage café et d'une unité de recherche d'accompagnement.
- . création d'un bloc agro-industriel de 250 ha ou de 5 blocs villageois de 50 ha.
- . action de régénération des vieilles plantations existantes.

Il a effectivement démarré en juin 1982. L'objectif est d'atteindre 750 tonnes par an en vitesse de croisière.

2.1.2.2. Le cacao

Le cacao est la plus importante des cultures de rente du Gabon; elle intéresse exclusivement la province du Woleu-N'tem qui produit 95 % du cacao gabonais (4,5 % : Ogooué - Ivindo; 0,5 % : Ogooué Lolo).

	Campagne 77/78	Campagne 78/79	Campagne 79/80	Campagne 80/81	Campagne 81/82	Campagne 82/83 *
Production achetée (tonnes)	3 720	3 795	3 814	2 849	3 353	3 500
Prix d'achat au planteur qualité supérieure F./kg	230	300	320	320	320	345
Exportations (tonnes)	3 150	4 380	3 460	2 875	2 900	3 000

* Estimation DGE

Depuis la campagne 80/81 où elle avait enregistré une forte baisse, la production de cacao semble amorcer une certaine reprise.

A la suite du séminaire sur la politique cacaoyère qui s'est tenu à Oyem au mois d'avril 1982, des efforts vont être entrepris pour accroître la production du cacao, ressource renouvelable pouvant contribuer à l'après-pétrole. Pour atteindre l'objectif fixé (10 000 tonnes à réaliser à l'issue des 10 années à venir), les actions suivantes seront menées :

- . création de blocs agro-industriels
- . création de blocs villageois
- . maintien de l'assistance actuelle
- . renforcement du C.M.C.E. (Centre de Multiplication des Cacaoyers d'Élite)
- . renforcement des moyens améliorant la qualité.

Mais certains éléments défavorables persistent :

- la vieillesse des arbres : leur rentabilité ayant déjà atteint le niveau optimum, commence à décliner,
- l'exode rural : les jeunes susceptibles de remplacer les planteurs dont la moyenne d'âge est de 55 ans, sont surtout attirés par les centres urbains.

Fin 1982, deux opérations dirigées par la SONADEC (Société Nationale de Développement des Cultures Industrielles) sont en cours :

. Opération de développement de la cacaoculture dans le Woleu-N'tem :

Ce projet comprend dans sa réalisation deux volets :

a) Le programme agricole où deux actions sont en cours :

- une action extension dont le but est la création de nouvelles plantations hautement productives.
- une action régénération visant à augmenter la production des cacaoyères existantes.

Le tableau suivant fait le bilan des plantations nouvelles réalisées ces dernières années dans le Woleu-N'tem :

(en hectares)	78/79	79/80	80/81	81/82
Plantations nouvelles	99,6	200,7	298,2	426
Objectifs du Plan	60	300	600	600

La principale action de régénération est la lutte contre la pourriture brune, responsable de la perte d'au moins 50 % de la production. Malgré les efforts entrepris par la SONADEC (fourniture gratuite de pulvérisateurs et de fongicides), l'intérêt des planteurs pour ces traitements reste très faible (8 à 10 traitements par an étant nécessaires et chaque traitement demandant 150 litres par hectare, cet effort est souvent trop important pour les planteurs très âgés).

b) Le programme pistes

Il s'agit de contribuer au développement de la production du cacao dans le Woleu-N'tem par la création, la rénovation et l'entretien des pistes d'accès aux blocs cacaoyers.

Le bilan du programme au cours des trois dernières années est le suivant :

NATURE DES TRAVAUX	79/80	80/81	81/82	Totaux
Ouverture de pistes (Km)	45,8	44,9	39,8	130,5
Réhabilitation pistes (Km)	68,2	30,9	56,8	155,9
Entretien (Km)	95,3	47,8	N.D.	-

Réalisation du bloc cacaoyer industriel de Ndjolé (Koulamoutou) :

Ce projet, confié à la SONADECI en avril 1980, coûtera 2 milliards de francs et concernera dans une première phase, 250 hectares de cacaoyers.

(en hectares)	1981	1982	1983
Réalisation	50	70	40*
Objectif	65	65	65

* Estimation DGE

2.1.3. LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Les gros investissements agricoles en cours de réalisation sont assurés par les sociétés AGROGABON, SONADECI, et HEVEGAB.

2.1.3.1. AGROGABON a trois pôles d'activité:

- a)- le département palmier
- b)- le département cocotier
- c)- le département élevage

a) – Le département palmier

(1) Projet palmier à huile : 6.000 ha

(En millions de F.)	Antérieurs à 1980	1980	1981	1982	1983 (Loi de Finances)
Investissements de l'Etat (y compris charges financières)	3 356	2 849	4 499	4 889,6	5 840

Le volume global des investissements réalisés dans la phase de création de ce département a été plus important que celui prévu initialement par le Plan.

Le régime de croisière sera atteint vers 1989 (avec une production de 92 000 tonnes de régimes qui donnera 20 000 tonnes d'huile et 4 000 tonnes de palmistes) soit une dizaine d'années après le début des investissements.

La nouvelle usine de Makouké sera inaugurée fin janvier 1983. A titre d'essai, elle fonctionne déjà depuis novembre 1982.

(2) Projet palmier à huile de Moabi

(en millions de F)	1981	1982	1983
Investissements	200	300	400

En 1980, le Gouvernement a confié à AGROGABON la mise en valeur de la palmeraie de Moabi. Les investissements ont essentiellement porté jusqu'à maintenant sur la restructuration de la palmeraie et la construction de l'usine de traitement (terminée en 1981).

b) Le département cocotier

Ce projet de 5 000 hectares dans la région de Mayumba a été mis en veilleuse en 83; il pourrait redémarrer en 1984.

c) Le département élevage

Deux ranches d'élevage bovin (Nyanga-Lekabi) d'un total de 45 000 têtes sur 150 000 hectares sont en cours de réalisation.

(en millions de F)	Antérieurs à 1980	1980	1981	1982	1983
Investissements réalisés	180	442	1 664	1 450	2 340*
Investissements prévus par le Plan	180	442	1 657	1 462	—

*Prévision

Le programme important d'investissements prévu pour 1983 (+ 61 % par rapport au montant d'investissements réalisés en 1982) est dû essentiellement au lancement d'un troisième ranch dans la Ngounié (vitesse de croisière prévue : 7 000 têtes sur 35 000 hectares).

Les deux ranches possèdent actuellement 3 655 têtes de bétail (2 550 dans la Nyanga et 1 105 à Lekabi) contre 2 285 à fin 1981.

2.1.3.2. SONADEC I

En dehors des projets cacaoyers et caféiers, la SONADEC I a d'autres projets en cours, dont les principaux sont :

— bananeraie de N'toum

Ce projet, arrêté sur décision gouvernementale en avril 1981 à la suite de nombreux problèmes (dont l'apparition d'un parasite, le "Cercospora Noir") devrait être transformé en centre d'appui technique; mais son inscription au budget 1983 n'a pas été retenue. La production de bananes a baissé de 17 % en 1982 (700 tonnes contre 833 en 1981).

Trois facteurs sont à l'origine de cette chute de la production :

- le déblocage tardif des subventions budgétaires
- la rupture des stocks d'engrais et de pesticides
- le manque de matériel d'irrigation.

— projet vivrier et fruitier d'Okoloville

Les investissements de 1982 qui devaient terminer la réalisation du projet n'ont pu se faire, faute de moyens financiers. Néanmoins, la production a débuté en 1981 :

	1981	1982
— bananes (tonnes)	20	250
— agrumes (tonnes)	—	7
— goyaves (tonnes)	—	10

Les perspectives de production fruitière rendent très urgente l'installation d'une unité de transformation des fruits; c'est ainsi qu'un projet financé par le FED a été élaboré et remis au Gouvernement fin 1982.

— riziculture de N'dende

Le projet définitif remis en novembre 1982, montre que la surface cultivable en périmètre irrigué ne dépasse pas 200 hectares (au lieu des 500 hectares espérés) à cause du relief très accidenté. Ainsi donc le Gouvernement a demandé à la SOGREAH (Société Grenobloise d'Etudes et d'Applications Hydrauliques) de refaire son projet en combinant irrigation par submersion et irrigation par aspersion afin d'augmenter la surface utilisable et de diminuer sensiblement le prix de revient.

— Opérations Zonales Intégrées (Estuaire, Ogooué-Lolo, Woleu-N'tem et Ogooué-Maritime).

L'opération zonale intégrée consiste à prendre en charge d'une part l'augmentation des productions agricoles et d'autre part une partie de l'équipement du monde rural, l'objectif final étant de freiner l'exode rural.

Ces opérations zonales intégrées devraient rentrer en 1983 dans une phase d'activité réelle mais leur développement risque d'être freiné par l'insuffisance des dotations budgétaires accordées.

2.1.3.3. HÉVEGAB

Le projet "Hévéas" de Mitzic est exécuté par la société d'économie mixte, HÉVÉGAB, dont le capital est détenu pour 95 % par l'Etat Gabonais.

Les 10 000 ha prévus dans l'étude initiale ne seront mis en place que progressivement. La première phase de réalisation qui concerne 3 300 ha débutée en octobre 1981, est largement entamée :

BILAN FIN DECEMBRE 1982

Abbatage -	1 072 ha
Planting :	220 ha
Construction Routes :	
- Routes de liaison :	18 km
- Pistes :	20 km

Le rendement moyen attendu en période d'exploitation stabilisée est de 2,35 tonnes/ha de caoutchouc sec.

Le montant global de l'opération, réparti sur 16 ans, s'élève à 14 976 millions de francs (francs 1981). La tranche des cinq premières années, jusqu'à la fin du planting des 3 300 ha, s'élèvera à 9 643 millions de francs.

Les intérêts du projet pour l'économie nationale sont nombreux et variés :

- Production d'une matière première reproductible, hautement stratégique, correspondant à la préoccupation des autorités gabonaises de préparer "l'après-pétrole".

- Production entièrement destinée à l'exportation donnant une balance en devises très favorable.

- Création d'une importante activité agro-industrielle dans le Woleu-N'tem nécessitant environ 1 300 emplois en période de croisière.

- La nécessité d'approvisionner ce complexe en nourriture aura des effets induits sur le tissu économique de la région.

- A la réalisation des 3 300 ha de plantations industrielles doivent être adjoints 250 ha de parcelles villageoises satellites : la récolte du caoutchouc permettra aux paysans d'obtenir des revenus mensuels complétant les revenus des récoltes de campagne annuelle (cacao).

2.2. INDUSTRIE

La part de la valeur ajoutée du secteur industriel (raffinage + industrie du bois + industries de transformation) dans l'ensemble du PIB est passée en 1982 à 4,4 % avec 49,5 milliards de francs.

Toutefois, ces résultats encourageants sont plus le fait du comportement satisfaisant des industries déjà en place, que de la création d'unités nouvelles.

Actuellement, l'essentiel de la production industrielle, hors industries extractives, est assuré par les industries alimentaires, de transformation des métaux, de forage et recherche pétrolière, chimiques, des matériaux de construction et textiles.

2.2.1. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET CIGARETTES

Le développement de ce secteur est dans l'ensemble très satisfaisant; son chiffre d'affaires est de l'ordre de 33 milliards en 1982. Néanmoins, en dehors de certains produits (comme les œufs et le sucre) qui sont protégés par l'État, les autres produits subissent une très vive concurrence étrangère.

	1980	1981	Variation 81/80	1982	Variation 82/81	1983 *
Oeuf (millions) SMAG	13,5	14,8	+9,6 %	19,8	+33,8 %	25,2
Farine (tonnes) SMAG	17 000	18 774	+10,4 %	20 000	+6,5 %	22 000
Pain (tonnes de farine panifiée) SMAG	4 931	5 505	+11,6 %	5 750	+4,5 %	6 240
Pâtes (tonnes) SMAG	95	113	+19 %	120	+6,2 %	120
Huile de Palme (tonnes) AGROGABON	1 100	1 000	-9 %	600	-40 %	1 845
Sucre (tonnes) SOSUHO	13 000	14 000	+7,7 %	13 500	-3,6 %	14 500
Bière (100 hl)	375	396	+5,6 %	441	+11,4 %	485
Cigarettes (millions de paquets)	15,2	13,1	-14 %	14,4	+10 %	16,4

* Estimation DGE

2.2.1.1. Les industries alimentaires

Elles sont encore peu nombreuses et comprennent essentiellement :

- une minoterie, une usine de pâtes alimentaires et un élevage de poules (SMAG), auxquels il faut adjoindre quelques boulangeries industrielles
- un élevage de poulets (SIAEB)
- une sucrerie-raffinerie (SOSUHO)
- quatre huileries ou raffineries d'huile (SEPOGA, Palmévée, O.Z.I. Moabi, Makouké)
- trois fabriques de yaourts
- une torréfaction de café...

- La SMAG (Société Meunière et Avicole du Gabon)

Le chiffre d'affaires de la SMAG (pour l'ensemble de ses activités industrielles et avicoles) a progressé de 4,5 % en 1982 (5,630 milliards de francs contre 5,389 en 1981). Les différentes productions ont toutes augmenté en 1982, mais c'est celle des œufs qui est la plus spectaculaire : + 33,8 % entre 1981 et 1982; et l'on s'attend à une hausse d'encore 27 % en 1983. Cette forte progression est consécutive à la limitation des importations d'œufs en 1981. La SMAG devra, petit à petit, couvrir le marché national. C'est ainsi que ses investissements ont atteint 500 millions en 1982 (contre 370 en 1981) : installation du deuxième élevage de poules à Nkoltang.

La production de pain de la SMAG quant à elle, n'augmente que très légèrement en 1982 (+ 4,5 % / 1981) en raison de la très vive concurrence dans ce secteur.

– La SIAEB (Société Industrielle d'Agriculture et d'Élevage de Boumango)

Comme elle l'avait prévu, la SIAEB a mis sur le marché ses premiers poulets à la fin de l'année 1982. La production est à l'heure actuelle de 25 tonnes/semaine. La vitesse de croisière, soit 45 tonnes/semaine, sera atteinte en mars 1983; le marché national sera alors totalement couvert. Les poulets sont nourris uniquement de maïs et de soja plantés par la SIAEB elle-même.

– La SOSUHO (Société Sucrière du Haut-Ogooué)

L'État Gabonais ayant pris la décision de protéger le marché national en interdisant les importations de sucre, la SOSUHO a vu son marché se développer depuis trois ans sans concurrence étrangère.

Malgré cela, la sucrerie-raffinerie dont la capacité est de 30 000 tonnes/an, a un taux d'utilisation de seulement 50 %, les deux facteurs suivants entrant en ligne de compte :

- l'étroitesse du marché local : la consommation locale, après avoir stagné de 1976 à 1980, augmente d'environ 800 tonnes/an depuis 1981. Une diversification des productions pourrait néanmoins accroître sensiblement cette capacité d'absorption du marché local.

- les prix de revient élevés au Gabon sont supérieurs au cours mondial du sucre, ce qui limite beaucoup les exportations.

La SOSUHO devrait cependant atteindre sa capacité maximum suivant le schéma suivant :

(en tonnes)	1982	1985	1990	1995
Ventes locales	8 000	12 000	18 000	24 000
Exportations	5 500	6 000	6 000	6 000
Total	13 500	18 000	24 000	30 000

Cette société mise dorénavant sur la diversification de ses activités :

- ananas : pour 1983, 500 tonnes en production (350 tonnes en frais et 150 tonnes en confitures et tranches en boîte)

- sucre : fabrication de sachets de 10 grammes pour AIR GABON et collectivités

- cultures maraîchères : mise en route sur 3 ans de 84 serres de cultures hydroponiques et de 4 hectares de cultures en pleine terre.

– LES HUILLERIES DE PALME

Trois projets ou opérations sont en cours :

- Palmévée : les palmiers étant vieux, l'exploitation est à bout de souffle (600 tonnes d'huile de palme produites en 1982). Mais en 1983, un programme de replanting (800 hectares) et de planting nouveau (540 hectares) va démarrer.

- Lambaréné : réalisation d'un programme palmier de 15 000 hectares

- 1er projet de 6 000 hectares : au 31 décembre 1982, 5 000 hectares ont déjà été plantés et d'ici septembre 1983, les 6 000 hectares seront plantés. En 1983, la production pourrait atteindre 1 425 tonnes d'huile.

- 2ème projet de 9 000 hectares : sa mise en route, dépendant des possibilités de financement, pourrait intervenir en 1984.

La nouvelle usine de Makouké (dont la vitesse de croisière, soit 30 tonnes à l'heure, sera atteinte en 1987), traitera les régimes provenant de Lambaréné et de Palmévée.

- Opération Zonale Intégrée de Moabi : Agrogabon réhabilite petit à petit la palmeraie naturelle de Moabi (pistes, layons, blocs industriels, etc).

Une usine de traitement est installée depuis août 1981.

2.2.1.2. Les industries des boissons et du tabac

Elles sont représentées par quatre sociétés :

- la SOBRAGA (4 brasseries)
- la SEBOGA (1 limonaderie)
- SOVINGAB (conditionnement de vin)
- la SOCIGA (manufacture de cigarettes)

- Le chiffre d'affaires du secteur boissons a atteint 15 milliards en 1982, contre 13,3 milliards en 1981, soit une augmentation de 12,8 %. La SOBRAGA, qui représente 60 % de ce chiffre, compte encore développer son activité avec la fabrication de bières en boîte qui va démarrer en 1983 et l'ouverture d'une cinquième brasserie courant 1984 à Mouila. Ses investissements ont presque doublé entre 1980 et 1982 (550 millions contre 220 millions en 1980), ce qui porte l'ensemble des investissements réalisés par la société à 5,2 milliards de francs.

L'ensemble de la production de boissons gazeuses est estimé pour l'année 82 à 173000 hectolitres (+ 8 %/81) dont les deux tiers sont fournis par la SEBOGA qui a accru son chiffre d'affaires de 16 % en 1982.

- La SOCIGA a également obtenu de bons résultats :

(en millions de F. et millions de paquets)	1981	1982	Variation 1982/1981	83 *
Chiffre d'affaires	1 004,4	1 472,9	+47 %	2 054
Valeur ajoutée	594,5	826,6	+39 %	983,3
Production	13,1	14,4	+ 10 %	16,4

* Estimation D.G.E.

La diversification des produits lancée en 1982 (cigarettes blondes, paquets king size souples et rigides) devrait permettre de résister à l'offensive de plus en plus forte des marques étrangères qui ont des moyens publicitaires importants.

Malgré les hausses importantes du prix d'achat des matières premières (en particulier du sucre et du tabac) et l'âpreté de la concurrence extérieure, le développement du secteur "boissons et cigarettes" est satisfaisant.

2.2.2. INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DES METAUX

Le secteur de la transformation des métaux recouvre des branches d'activité diverses dont les principales sont la construction des structures métalliques, la construction et la réparation navales, la chaudronnerie...

Cette industrie est fortement dépendante de l'activité dans le pétrole et les B.T.P. qui, à eux seuls, induisent plus de 70 % du chiffre d'affaires sectoriel.

a) Construction des structures métalliques

La situation en 1982 n'est guère différente de celle de 1981, le renchérissement des coûts des matières premières, et la montée du cours du dollar n'ont fait qu'aggraver une situation financière compromise depuis près de deux ans. C'est ainsi qu'un bon nombre des marchés échappe aux unités locales, soit par l'effet des conventions d'établissement et autres avantages douaniers et fiscaux, soit aussi par la faiblesse des surfaces financières de ces entreprises qui ne peuvent financer ou exécuter dans les délais exigés certaines commandes.

b) La construction et la réparation navales

Les difficultés des années antérieures demeurent en 1982, et sont loin de s'estomper.

Le secteur forêt, traditionnel client de la branche et le secteur bâtiment et travaux publics connaissent depuis quelques années une situation morose qui se répercute au niveau des activités de la branche. Ainsi l'évolution du chiffre d'affaires des deux principales sociétés de la branche est très lente : de 4,5 milliards de francs en 1981, il est passé à seulement 4,6 milliards en 1982, soit une progression de 2,2 %.

Les commandes sont rares et beaucoup sont orientées vers les chantiers européens, en particulier hollandais, qui affichent des prix plus attrayants et plus compétitifs grâce aux nombreux avantages concédés à ces entreprises par leur gouvernement.

Les investissements au niveau de l'ensemble du secteur dépendent :

– d'une part du niveau de la relance des activités dans les secteurs Bâtiments et Travaux Publics, forêt, armement naval, trafic portuaire, pêche et transport maritime

– et d'autre part, des mesures que pourraient prendre les pouvoirs publics au niveau de la limitation des importations et de l'aide en matière de recherche des sources de financement et d'octroi des marchés publics. Dans ce cadre, le Gouvernement a décidé une réduction des droits de douane sur les matériels forestiers, autres que ceux fabriqués localement (remorques de grumiers, barges et remorqueurs).

2.2.3. FORAGE ET RECHERCHE PETROLIERE

C'est un secteur dont l'activité est liée presque entièrement à celle du secteur pétrolier. On remarque deux situations différentes entre d'une part les entreprises d'équipement électrique qui se portent relativement bien et, d'autre part, celles réalisant les forages pétroliers dont l'activité chute d'une manière inquiétante :

Nombre d'appareils de forage en activité au Gabon :

début 1982	:	14
fin 1982	:	10
prévision fin 1983	:	12

Alors que le chiffre d'affaires global a progressé de 18 % en 1982 par rapport à 1981, il est prévu une chute de 8 % en 1983. Il pourrait ne plus se situer qu'à 37 milliards de francs (contre 40 milliards en 1982).

La valeur ajoutée, qui était de 15 milliards en 1980, approche les 22 milliards en 1982, mais redescendra probablement à 19 milliards en 1983. Cette conjoncture est la conséquence de la réduction des activités constatée dans les entreprises qui ont répondu à notre enquête de conjoncture.

2.2.4. INDUSTRIE CHIMIQUE

Le secteur des industries chimiques est dans cette étude volontairement amputé de la branche "Raffinage", directement rattachée au secteur pétrolier.

Bon nombre de produits du secteur chimique ne sont encore ni produits, ni transformés au Gabon. Il s'agit notamment des :

- . produits pharmaceutiques
- . désinfectants, insecticides
- . explosifs
- . engrais
- . produits photos

Ainsi en 1982, on a importé pour 18,4 milliards de ces produits.

Les 20 milliards d'importations supplémentaires pour le secteur concernent des produits qui sont, soit directement consommés, soit transformés ou conditionnés sur place dans les activités suivantes que sont :

- air liquide, oxygène, acétylène, azote (GABOA)
- peinture (G.P.L., CHIMIE-GABON, ABA)
- plastiques de bâtiment, d'emballage ou de ménage (ABA)
- lubrifiants (PIZOLUB)
- produits de parfumerie et colles (ABA)
- rechappage de pneus.

Le chiffre d'affaires du secteur s'est accru de 28 % en 1982 (6,8 milliards de francs contre 5,3 en 1981); cet accroissement reflète aussi bien l'augmentation en volume de la production que la diversification des produits, les prix n'ayant que légèrement augmenté au cours de l'année 1982.

Cette relative performance ne doit pas masquer un certain nombre de difficultés inhérentes au secteur, entre autres :

- les coûts salariaux très élevés (ceux-ci peuvent atteindre une moyenne de 4 millions par an et par employé dans certaines entreprises)
- la grande diversité des produits nécessiterait une multitude de chaînes productrices de petite dimension. Pour les produits actuellement satisfaits, la capacité productive est surdimensionnée
- la compétitivité difficile à assurer aussi bien sur le marché local que sur le marché international.

2.2.5. INDUSTRIE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

L'essentiel de l'activité du secteur se limite à la fabrication de ciment, assurée par la Société des Ciments du Gabon. Depuis 1981, celle-ci détient le monopole du marché national.

La Société des Ciments du Gabon est un ensemble de trois unités de production :

- une usine de fabrication de clinker à N'toum (capacité : 350 000 tonnes de clinker/an)
- deux unités de broyage du clinker : Owendo et Franceville (capacités respectives : 270 000 et 150 000 tonnes de ciment/an).

La consommation de ciment qui avait beaucoup baissé après les grands travaux entrepris lors des préparatifs des assises de l'OUA, semble amorcer une légère reprise depuis 1980 comme l'illustre le tableau ci-dessous :

(en milliers de tonnes)	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Consommation nationale	291	275	153	116	124	150	172

Dont :

- Production	107	161	134	96	109	150	172
- Importation	184	114	19	20	15	-	-

Cette reprise à partir de 1980 est imputable aux travaux d'embellissement de la ville de Port-Gentil effectués pour les fêtes de l'Indépendance du mois d'août 82, et à une consommation diffuse dont il faut de plus en plus tenir compte. En effet, si l'on constate un ralentissement de l'activité au niveau des grandes entreprises du secteur "Bâtiment et Travaux Publics", on observe par contre un regain d'activité de la construction individuelle, les particuliers manifestant de plus en plus le désir d'auto-construire.

Les plus gros clients des Ciments du Gabon restent toujours en 1982 les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué Maritime, mais un accroissement de la consommation est attendu dans les provinces de la Ngounié, du Moyen-Ogooué et de la Nyanga, qui vont abriter les prochaines fêtes de l'Indépendance.

Le chiffre d'affaires est passé de 5,1 milliards de francs en 1981 à 6,3 milliards en 1982, soit une augmentation de 23 %. Cet accroissement est dû :

- à l'augmentation de la production (+ 15 % en 1982 par rapport à 1981)
- à l'augmentation de 10 % des prix de vente intervenue fin juillet 1982 : le prix d'une tonne de ciment à Owendo est passé de 29 600 à 32 600 francs.

(en Francs)	1980	1981 (Décret du 1 Février)	1982 (Décret du 17 juillet)
Prix d'une tonne de ciment à Owendo	26 000	29 600	32 600
Prix d'une tonne de ciment à Franceville	67 600	67 600	67 600

L'ensemble des équipements reste encore sous-utilisé, le potentiel d'activité représentant le double de la demande actuelle.

Les taux d'utilisation de chaque unité ont été les suivants en 1982 :

OWENDO : 57 %
N'TOUM : 45 %
FRANCEVILLE : 17 %

L'exportation permettrait de mieux utiliser ce potentiel mais, les prix de revient trop élevés d'une part, et les coûts du fret maritime des navires aptes à accoster à l'apportement de l'usine d'autre part, rendent impossible l'accès au marché international où la concurrence est très forte.

2.2.6. INDUSTRIE TEXTILE

Deux unités représentent l'ensemble du secteur textile : l'une d'impression de tissus (SOTEGA) et l'autre de confection (SOVEMAN).

Le chiffre d'affaires global a progressé de 6,8 %, passant de 5,59 milliards de francs en 1981 à 5,97 milliards en 1982. La faiblesse de cette progression est imputable au blocage des prix de vente et à la limitation des débouchés sur le marché national et international. Bien que légèrement atténuée par la hausse du dollar, la concurrence asiatique est toujours importante, aussi bien sur le marché local qu'à l'étranger.

La valeur ajoutée s'établit à environ un quart du chiffre d'affaires malgré le blocage des prix de vente sur le marché intérieur.

(en milliards de F).	1981	1982	1983*
Chiffre d'affaires	5,59	5,97	7,22
Valeur ajoutée	1,36	1,53	2,24

* Estimation D.G.E.

En 1982, les investissements ont été supérieurs de 84,5 % à ceux réalisés en 1981 (1 256 millions de francs contre 681 millions de francs). Ceci est dû essentiellement à la mise en service en mars 1982 par la SOTEGA d'une chaîne de blanchiment et à la construction par SOVEMAN d'un dépôt lui permettant d'augmenter sa capacité de stockage des matières premières.

Les mesures économiques qui accompagnent la Loi de Finances 1983 devraient permettre une amélioration de la compétitivité du secteur, tant au niveau de l'UDEAC (SOTEGA réalise déjà plus de 70 % de son chiffre d'affaires dans l'UDEAC), que de la future Communauté Economique des États d'Afrique Centrale.

2.3. BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

2.3.1. LA STRUCTURE DU SECTEUR

Le secteur des Bâtiments et Travaux Publics dépend fortement du budget de l'État. Il est le deuxième secteur de l'économie pour sa contribution au P.I.B., juste avant les Mines et le Commerce.

La structure du secteur est la suivante :

– d'un côté, une multitude de petites unités mal structurées et très mobiles, rassemblant plusieurs tâcherons de divers corps de métiers; elles assurent une part non négligeable de la construction individuelle

– de l'autre côté, une trentaine d'entreprises bien structurées, dont une vingtaine est affiliée au Syndicat des Bâtiments et des Travaux Publics. Leur répartition dans les différentes branches d'activités au cours des deux dernières années s'établit comme suit :

- . Bâtiment et Génie civil : 6 entreprises
- . Bâtiment seulement : 17 entreprises
- . Génie civil seulement : 10 entreprises

Parmi ces trente entreprises, une quinzaine d'entreprises couvre presque la totalité du marché et seulement quelques unes sont associées à l'exécution des grands projets.

Il est à noter que le nombre d'entreprises de B.T.P. n'a pas baissé depuis 1978, alors que le chiffre d'affaires nominal a été divisé par deux. En 1982, la sous-utilisation du capital existant a encore été de près de 40 % et des mouvements sont à prévoir dans le sens d'un regroupement lors des appels d'offres ou dans le sens d'un retrait pur et simple du secteur des entreprises les moins performantes.

2.3.2. L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DEPUIS 1976

Le tableau suivant retrace depuis 1976, l'évolution de l'activité du secteur, et parallèlement celle du niveau des investissements publics et privés.

MILLIARDS DE FRANCS	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Investissements publics (moins OCTRA)	269	160,5	87,7	54	66	98,7	134,8
OCTRA	NC	NC	NC	23	29,7	39,2	47
Investissements privés	166,5	177,5	109,5	126	149	195	213,7
Chiffres d'affaires B.T.P.	240	185	92	102	104,9	113,6	136
Valeur ajoutée B.T.P.	107	72	39	43	54	59,7	78,7
P.I.B.	719	690	539	628	890,4	998,9	1118
% P.I.B.	23	13	7	7,6	6,1	6	7

L'examen du tableau met en évidence deux phases :

– une phase descendante qui correspond à la fin des grands travaux entrepris lors des assises de l'OUA. Le chiffre d'affaires, à la suite de la chute des investissements publics, a été divisé par 3. Cette réduction d'activité s'est accompagnée de nombreux licenciements faisant passer le nombre d'emplois du secteur de 44 000 en 1976 à 15 000 en 1979.

– une phase ascendante qui démarre lentement en 1979 : le chiffre d'affaires s'accroît de 11 % en 1979, 3 % en 1980, 8 % en 1981, 20 % en 1982.

Parallèlement, la contribution du secteur à la formation du Produit Intérieur Brut a considérablement baissé de 1976 à 1978 (de 23 % à 7 %), et le coefficient d'intégration du secteur est tombé à 30 %. Depuis, la reprise constatée ne fait que

suivre l'évolution de l'activité globale, sauf en 1982 où elle s'est plus fortement accrue. Elle est surtout le fait :

- de la montée du dollar au cours de ces deux dernières années, monnaie dans laquelle sont souvent négociés les financements du secteur
- de la hausse importante des investissements publics depuis 1980 : + 49 % de 1980 à 1981, + 36,6 % de 1981 à 1982; or celui-ci fournit 80 % du chiffre d'affaires du secteur.

Toutefois, malgré cette croissance nouvelle, le secteur connaît encore en 1982 une sous utilisation de l'outil de production et les perspectives des années à venir sont médiocres, compte tenu du ralentissement de la progression des investissements publics hors OCTRA et des hésitations du secteur privé en matière d'investissements. On peut cependant s'attendre à l'importance accrue de la branche bâtiment sous l'effet de la volonté de construction individuelle chez les nationaux et de la nouvelle politique de l'habitat social suivie par le Gouvernement.

2.3.3. LES PROBLEMES A RESOUDRE

En 1982, bon nombre de facteurs limitent encore la rentabilité du secteur, à savoir :

- les structures actuelles sont trop lourdes et cachent des situations extrêmes d'entreprises performantes et d'autres en grande difficulté
- les difficultés de transport, le coût élevé des carburants et des matériaux, l'insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée accroissent considérablement les charges et entretiennent en hausse un prix de revient déjà supérieur aux pays voisins.

En ce qui concerne le cas particulier des marchés de l'État,

- les prévisions sont insuffisantes du fait de la connaissance tardive des projets à réaliser,
- l'absence d'échéancier des crédits soumet le réalisateur du projet à des discontinuités dans l'exécution des projets,
- les difficultés de trésorerie font suite au règlement souvent tardif des travaux réalisés et au coût des concours bancaires.

Ces problèmes sont aggravés par les difficultés de gestion de certaines entreprises et ne pourront être résolus que dans le cadre d'une restructuration de la profession autour d'entreprises plus performantes et mieux adaptées aux nécessités du marché local.

Le développement de la concurrence constaté depuis 1980, aussi bien du côté des fournisseurs de matériaux de base que du côté des entreprises de B.T.P., constitue déjà un espoir pour une meilleure maîtrise des prix. D'ores et déjà, les petites entreprises de bâtiment recueillent une part croissante du marché.

2.4. ACTIVITÉS TERTIAIRES

2.4.1. COMMERCE

L'activité commerciale pour l'année 1982 s'apprécie dans un contexte international dominé par une inflation de 8 % (moyenne des 6 pays les plus industrialisés). En France, d'où nous importons environ 55 % de nos produits, on s'achemine vers un taux d'inflation annuel légèrement inférieur à 10 % (9,7 - 9,8 %).

Les entreprises retenues pour l'enquête commercialisent presque exclusivement des produits importés et les principaux indicateurs sectoriels qui s'en dégagent doivent être abordés avec prudence : entre 1981 et 1982, le chiffre d'affaires a progressé de 14,5 %, la valeur ajoutée de 9 %, les marges se maintenant difficilement aux alentours de 23 %.

Cependant, l'activité commerciale s'appréhende mieux en différenciant l'évolution du commerce de détail de celle du commerce des biens d'équipement.

a) Le commerce de détail

Le tableau suivant nous donne la progression des ventes en 1982, pour un échantillon d'entreprises :

C.A. (milliards de F)	1981	1982	Variation 82/81
Alimentation-Boissons	26,2	29,6	+ 13 %
Textile-Habillement	6,4	6,7	+ 4,7 %

Le commerce de détail n'a progressé que de 11 % en valeur en 1982. Plusieurs facteurs peuvent expliquer la faiblesse de cette progression :

- le blocage des prix instauré en 1982 ne permet pas de répercuter sur les prix de vente le renchérissement de tous les produits dû à la faiblesse du franc français et aux ajustements de tarif des fournisseurs
- la concurrence que se livrent les points de vente toujours plus nombreux, exerce une certaine pression sur les prix de vente et engendre le tassement des marges bénéficiaires
- la stabilité en 1982 des salaires de la Fonction Publique,
- la faible consommation du milieu rural (55 % de la population) qui se trouve souvent en dehors du circuit économique.

Le secteur alimentaire s'est cependant mieux comporté que le secteur "textile-habillement" (respectivement + 13 % et + 4,7 % en 1982 par rapport à 1981).

Les prévisions pour l'année 1983 portent sur une progression de seulement 7-8 %; le déblocage des prix pourrait jouer un effet dissuasif sur le niveau général de la consommation des ménages.

b) Le commerce des biens d'équipement

Globalement, le commerce des biens d'équipement a progressé de 6 % en valeur en 1982. Compte tenu du niveau d'inflation, c'est d'une baisse en termes réels qu'il s'agit.

Le tableau suivant nous donne la progression des ventes en 1982, pour un échantillon d'entreprises :

C.A. (en milliards de F)	1981	1982	Variation 82/81
Produits sidérurgiques et Matériaux de construction	5,5	6,6	+ 20 %
Quincaillerie-Outillage-Machines	11,1	12,6	+ 13,5 %
Engins	10,7	9,8	- 8,4 %

L'augmentation a concerné surtout les "produits sidérurgiques et matériaux de construction" (+ 20 %/1981), secteur qui bénéficie de l'effort soutenu des particuliers pour la construction individuelle. Le secteur "quincaillerie-outillage-machines" s'est également bien comporté (+ 13,5 %/1981).

Par contre, la vente d'engins de terrassement et de déforestation subit une diminution importante (- 8,4 % en 1982 par rapport à 1981). Ceci est dû en particulier :

- à la forte augmentation des prix du matériel d'équipement importé.
- aux difficultés de certains secteurs (forêt, B.T.P.) qui entraînent des reports de décision d'achats et de règlements.

Après cette contre-performance en 1982, la vente d'engins devrait s'améliorer en 1983, en raison des mesures fiscales prises par le Gouvernement en faveur du secteur forestier.

Globalement, l'activité commerciale, après avoir marqué une certaine stagnation en termes réels en 1982, devrait s'améliorer légèrement en 1983.

c) Quelques caractéristiques du marché de l'automobile au Gabon

La morosité du marché de l'automobile qui a débuté en 1981, n'a fait que s'accroître en 1982 : 6 660 véhicules vendus contre 7 012 en 1981, soit une baisse de 5 %.

Le tableau suivant fait ressortir la baisse des ventes de tous les types de véhicules en 1982 :

TYPES DE VÉHICULES	1980	1981	1982	Variation 82/81	Part dans Total 1982	1983 *
Voitures de tourisme	3 731	3 503	3 372	- 3,7 %	50,6 %	3 300
Voitures utilitaires	2 345	2 876	2 752	- 4,3 %	41,3 %	2 710
Poids lourds	345	473	386	- 18,4 %	5,8 %	350
Cars	203	160	150	- 6,3 %	2,3 %	140
TOTAL VENTES	6 624	7 012	6 660	- 5 %	100	6 500

* Estimation D.G.E

Les graphiques de l'annexe n° 6 retracent depuis 1977 la répartition du marché automobile gabonais par pays fournisseur.

Il apparaît que la concurrence japonaise se fait de plus en plus forte puisque les véhicules japonais détiennent 80,9 % du marché total gabonais en 1982, contre 40 % en 1977. Par contre, les véhicules français qui représentaient 42 % du marché total en 1977, n'en représentent plus que 13,9 % en 1982.

Cependant, pour les voitures de tourisme uniquement, la part du Japon a baissé en 1982, comme le montre le tableau suivant :

PAYS FOURNISSEUR	1981	1982	1983 *
- Japon	85,4 %	80,1 %	84,9 %
- France	12,2 %	15,6 %	12,7 %
- Divers	2,4 %	4,3 %	2,4 %
Total véhicules du tourisme	100 %	100 %	100 %

* Estimation D.G.E

Cette baisse de 5 points en 1982 de la part des véhicules japonais dans le marché des véhicules de tourisme est due à l'importation de "Renault 12" fabriquées en Turquie; cette importation devrait cesser en 1983 et l'on devrait voir la part des Japonais remonter.

2.4.2. LES ACTIVITES DE TRANSPORT

En 1982, les activités de transport ont enregistré un sensible ralentissement en volume dû en particulier :

- à la baisse du fret aérien (- 25 %),
- à la baisse du tonnage colis (- 16 %) et du nombre de voyageurs (- 4 %) trans-

portés par le Transgabonais, que n'ont pas compensé les résultats encourageants de la clientèle "passagers" du transport aérien (+ 4 %) et la stabilité du trafic portuaire.

Mais compte tenu des augmentations des prix intervenues au cours de l'année 1982, notamment au niveau du transport aérien, la valeur ajoutée a quelque peu augmenté (46 milliards contre 41,3 en 1981). La part des activités de transport dans le PIB est, quant à elle, demeurée stable aux environs de 4 %.

a) Routes et transports routiers

Le réseau routier demeure encore insuffisant (densité km/km² : 0,0276) malgré les efforts consentis par le Gouvernement dans ce domaine.

En 1981, on dénombrait 7 374 km de routes et pistes, dont 603 km de routes bitumées.

A la fin 82, on compte 7 417 km de routes et pistes (soit une évolution globale du réseau de + 0,6 %) dont 506 km de routes bitumées (97 km se sont donc détériorées par rapport à l'an dernier et ne peuvent plus être considérées comme bitumées).

Le tableau ci-après donne l'évolution du réseau routier par types de routes au cours de ces trois dernières années :

(KM)	1980	1981	1982	Km réalisés en 1982
Routes Nationales	2 891	2 927	2 939	+ 12
Routes Régionales	1 597	1 591	1 543	- 48
Routes locales	692	690	787	+ 97
Routes non classées	828	1 070	932	- 138
Routes secondaires et diverses	1 074	1 096	1 216	+ 120
TOTAL	7 082	7 374	7 417	+ 43

Contrairement à l'année 1981 où l'accent avait été mis sur les routes non classées et les routes nationales, en 1982 cet effort est porté sur le développement des routes secondaires et diverses et sur les routes locales. Ce développement se fait au détriment des autres routes (routes non classées et régionales) qui, sans entretien, se dégradent très vite et changent donc de catégorie.

b) Les transports ferroviaires

Depuis le 2 janvier 1979, date de la mise en exploitation du tronçon Owendo-N'Djolé du Transgabonais, les mouvements globaux de personnes et de marchandises ont plus que triplé.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du trafic ferroviaire depuis la mise en exploitation du premier tronçon :

	1979	1980	1981	1982	Variation 81/80	Variation 82/81
Nombre de voyageurs	49 000	70 687	94 229	90 478	+ 33 %	- 4 %
Tonnage colis (en tonnes)	230	395	544	457	+ 38 %	- 16 %
Tonnage wagon (en tonnes)	61 000	312 135	309 670	411 308	- 0,8 %	+ 33 %
- dont bois	25 000	56 869	59 058	101 198	+ 4 %	+ 71 %

Source OCTRA - N.B. Le tonnage n'est pas pondéré par le kilométrage effectué

Quelques remarques significatives se dégagent de ce tableau :

– le nombre de voyageurs transportés, après avoir augmenté régulièrement en 1980 et 1981, diminue de 4 % en 1982. Dans l'état actuel des échanges économiques et touristiques Libreville-N'Djolé, les mouvements de personnes plafonnent toutefois. Avec l'arrivée du chemin de fer à Booué (janvier 1983), puis à Franceville, on peut s'attendre à une augmentation prochaine aussi spectaculaire que celles des années passées.

(en Francs)	1 ère classe	2ème classe
Tarifs Libreville-N'Djolé	6 450	3 700

Ces tarifs en augmentation de 15% sont applicables depuis le 1/12/82

– le tonnage colis a baissé en 1982 (- 16 % par rapport à 1981). Le développement des localités traversées par le chemin de fer apporte avec lui un meilleur approvisionnement de celles-ci, ce qui limite d'autant la pratique des bagages accompagnés.

– l'augmentation du tonnage wagon (+ 33 % entre 81 et 82) s'explique par la forte hausse du tonnage de bois transporté (soit 25 % du total du tonnage wagon, le reste se partageant entre le clinker pour l'usine des ciments de Franceville, le fuel, les gravillons et l'autotransport de l'OCTRA).

Les investissements de l'État inscrits au Budget 1983 pour l'OCTRA sont de l'ordre de 74 milliards de francs, soit en augmentation de 57,5 % par rapport à 1982 où 47 milliards d'investissements ont effectivement été réalisés.

c) Les ports et les transports maritimes

Les transports maritimes sont assurés d'une part par les armements étrangers, et d'autre part, par deux sociétés nationales :

- la Société Nationale de Transports Maritimes (SONATRAM)
- la Compagnie Nationale de Navigation Intérieure (C.N.I.)

L'activité de ces deux sociétés a évolué de la façon suivante. On remarque la forte croissance de la valeur ajoutée qui progresse nettement plus vite que le chiffre d'affaires.

(en milliards de F)	1981	1982
C.A.	2,8	4,2
V.A.	0,6	2,5

En 1982, on ne constate pas d'investissements importants; par contre en 1983, les investissements de la SONATRAM vont augmenter considérablement avec l'acquisition de deux navires dont le coût est évalué à 5,5 milliards de francs. Ces deux navires supplémentaires lui permettront d'accroître son activité et de combler ainsi le déficit enregistré pendant les trois premières années d'exploitation.

ACTIVITÉS PORTUAIRES

Les ports et rades du Gabon sont gérés par un seul organisme d'État, l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG).

Le tableau suivant décrit les mouvements de marchandises entre le Gabon et l'étranger :

(Milliers de tonnes) PORT	1980		1981		1982*		Variation 82/81	
	L/ville	P/Gentil	L/ville	P/Gentil	L/ville	P/Gentil	L/ville	P/Gentil
Entrées	440	177	468	174	538	195	+ 15 %	+ 12 %
Sorties	477	9 619	324	6 526	243	6 524	- 25 %	-0,03 %
Total par Port	917	9 796	792	6 700	781	6 719	-1,4 %	+0,3 %
TOTAL ANNUEL	10 713		7 492		7 500		+0,1 %	

Source : OPRAG

* Estimation D.G.E.

Il ressort du tableau ci-dessus que :

– l'évolution du volume des entrées est comparable dans chacun des deux ports avec une activité trois fois plus dense à Libreville qu'à Port-Gentil, liée avant tout à une plus forte concentration urbaine (200 000 habitants à Libreville contre 85 000 à Port-Gentil).

– le volume des sorties est par contre 37 fois plus élevé à Port-Gentil qu'à Libreville; ceci provient du fait qu'une grande partie des exportations est effectuée à Port-Gentil où est concentrée la plupart des produits d'exportation (bois, pétrole).

– le volume des marchandises que nous expédions à l'extérieur est 10 fois supérieur à celui que nous importons; cela tient à la nature des produits concernés : sont exportées des matières premières, sont importés des produits finis. Une comparaison en valeur serait donc tout à fait différente.

– la stagnation globale du trafic en 1982 (+ 0,1 % par rapport à 1981) est due à la compensation, par la hausse du volume des entrées, de la baisse du volume des sorties. La baisse du tonnage des marchandises exportées reflète les aléas de la conjoncture internationale, tandis que la hausse du volume des marchandises importées dénote un certain niveau de développement déjà atteint et un accroissement du revenu national.

d) Les transports aériens

Le développement accru du trafic aérien est dû essentiellement à l'insuffisance du réseau routier; pour certaines régions, le mouvement des personnes entre la capitale et l'intérieur est presque exclusivement effectué par avion. Trois aéroports de classe internationale et de nombreuses pistes d'atterrissage dans les provinces font de l'infrastructure aéronautique du Gabon une des plus denses d'Afrique Noire.

Le trafic aérien a globalement connu une activité morose en 1982, sauf en ce qui concerne le transport commercial, comme en témoigne le tableau ci-dessous :

TYPE DE TRANSPORT	1980	1981	1982*	Variation 81/80	Variation 82/81
Transport commercial (Nombre de vols)	48 498	51 875	55 506	+ 7 %	+ 7 %
Passagers (Nombre)	688 566	788 283	817 227	+ 14,5 %	+ 3,7 %
Fret (Tonnes)	39 247	37 518	28 138	- 4,4 %	- 25 %
Poste (Tonnes)	668	719	748	+ 7,6 %	+ 14 %

* Estimation D.G.E.

L'évolution n'est pas la même selon le type de transport :

– le transport commercial progresse très régulièrement : + 7 %/an depuis trois ans.

– le rythme d'accroissement du mouvement des passagers s'est sensiblement

ralenti en 1982 (+ 3,7 % en 82/81 contre + 14,5 % en 81/80).

– le fret est toujours en baisse (– 25 % en 1982 par rapport à 1981). Ce déclin est dû :

- au manque de grands travaux ponctuels pouvant occasionner des commandes rapides de la part des entreprises installées au Gabon auprès de leurs fournisseurs européens.
- à l'importation de la viande qui n'est plus assurée en totalité par avion, une partie arrivant désormais par bateau.
- à la forte augmentation des tarifs aériens qui oblige les entreprises de la place à acheminer leurs marchandises par voie maritime.

Cette situation est cependant variable suivant les compagnies :

C.A. (en milliards de Fr)	1980	1981	1982	Variation 81/80	Variation 82/81
Air Gabon	20,7	24,1	28,4	+16,4 %	+17,8 %
Sociétés privées *	4,42	5,4	5,51	+22,2 %	+2 %

* Notre échantillon comprend deux entreprises

– **L'activité des SOCIÉTÉS PRIVÉES** n'a que très légèrement augmenté en 1982 (+ 2 %/1981) alors qu'elle s'était fortement accrue en 1981.

Directement lié à la conjoncture économique, le niveau de l'activité a subi l'influence de ces deux facteurs essentiels :

- la baisse du volume de la clientèle enregistrée au cours du troisième trimestre 1982 (– 10 % par rapport au troisième trimestre 1981),
- l'indice de l'appréciation du dollar par rapport au franc qui a pesé lourd dans les prix de revient de 1982.

– **AIR GABON** a enregistré en 1982 une croissance de son chiffre d'affaires de 17,8 % (28,4 milliards de francs en 1982 contre 24,1 milliards en 1981).

Après quatre années de lourdes charges financières liées aux investissements de démarrage et après un résultat d'exploitation pratiquement équilibré en 1981, la compagnie nationale prévoit, pour 1982, un résultat d'exploitation positif.

Un contrat entre l'État et la Compagnie a été signé fin 1981 : les contraintes de service public imposées à AIR GABON feront désormais l'objet de compensations financières (pour les trois années 1982, 1983 et 1984). En contrepartie, la compagnie nationale s'est engagée à poursuivre l'amélioration de sa productivité dans tous les domaines possibles.

Le capital d'AIR GABON a récemment été porté de 2 à 6,5 milliards de francs, la part de l'État passant de 70 à 75 % et celle d'Air France baissant de 30 à 25 %.

Cependant, AIR GABON connaît encore des difficultés financières dont les causes sont multiples et en particulier :

- les difficultés que connaît partout ce type d'activité,
- la conjoncture internationale très défavorable,
- le faible coefficient d'utilisation des appareils,
- l'augmentation des prix de revient sous l'effet de la hausse du dollar et des prix du carburant.

Malgré cela, les perspectives pour 1983 portent sur un chiffre d'affaires de 30,3 milliards de francs (+ 6,7 %/82), conséquence de la forte augmentation des tarifs aériens prévue pour 1983 et de la mise en place d'un outil de gestion perfectionné indispensable (le système de réservation ALPHA 3).

e) Les auxiliaires de transport

Au cours de l'année 1982, le chiffre d'affaires global des trois grandes unités du secteur (Comaco, Snat, Sata) a progressé de 11 %, passant de 10,5 milliards de francs en 1981 à 11,7 milliards en 1982.

Les perspectives pour 1983 s'annoncent peu favorables, les unités qui évoluent dans ce secteur étant confrontées aux problèmes suivants :

- évolution des tarifs d'acconage,
- difficultés accrues pour le chargement des navires, du fait du transfert de l'activité des bois de Port-Gentil sur Libreville. Etant donné les conditions difficiles de navigation, les cadences réalisables en rade d'Owendo sont inférieures de moitié à celles obtenues en rade de Port-Gentil. Il faut consentir des investissements importants en barges et remorqueurs pour pallier cet handicap.

2.4.3. ELECTRICITE - EAU

La Société d'Energie et d'Eau du Gabon (S.E.E.G), société créée en 1950, assure la production et la distribution d'électricité et d'eau sur toute l'étendue du territoire.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 15,5 % en 1982 : 25 milliards de francs en 1982 contre 21,6 milliards en 1981. En 1983, il devrait encore s'accroître d'environ 12 %. Le rythme d'augmentation de la valeur ajoutée est du même ordre en 1982, et devrait l'être également en 1983.

Ce fort accroissement du chiffre d'affaires est dû à l'augmentation du volume distribué (+ 10 % pour l'électricité, + 11 % pour l'eau), les prix de vente de l'électricité (85 % du chiffre d'affaires) étant bloqués depuis le début de l'année 1982, sauf pour quelques très gros clients industriels qui bénéficiaient jusqu'alors de prix extrêmement bas. Pour ce qui est de l'eau, les prix de vente ont été bloqués dans les centres de l'intérieur uniquement.

a) Electricité

	1979	1980	1981	1982	1983*
Puissance installée (M.V.A. : Millions de Volts Ampères)	262	262	276	276	N.D.
Production nette (Millions KWH)	526,2	556,5	611,8	667	725
Vente (Millions KWH)	455	485,3	518,3	568	625

Source S.E.E.G. * Estimation D.G.E.

Le volume des ventes s'est accru de 10 % en 1982 par rapport à 1981, portant le niveau à 568 millions de KWH pour une production de 667 millions de KWH.

Cependant la demande évolue différemment suivant le type de consommateur :

	Parts dans les ventes totales			Variation en volume 82/81
	1980	1981	1982	
Demande secteur industriel	50 %	49 %	46 %	+ 4 %
Demande domestique	22 %	23 %	26 %	+24 %
Demande P.M.E.	14 %	15 %	15 %	+ 1 %
Divers (dont Eclairage Public)	14 %	13 %	13 %	+ 14 %
TOTAL VENTES	100 %	100 %	100 %	+ 10 %

La consommation domestique qui correspond à environ un quart des ventes totales s'est accrue en volume de 24 % en 1982 par rapport en 1981; cette importante hausse s'explique par la poursuite des efforts de densification des réseaux et les facilités accordées aux ménages à faible revenu.

Par contre, la quasi-stagnation des demandes du secteur industriel et des PME reflète bien l'état de l'activité industrielle au Gabon.

b) - Eau

Millions M3	1980	1981	1982	Variation 82/81	83 *
Production nette	20,8	23,1	25,7	+ 11 %	28,6
Vente	16,3	18,5	20	+ 8 %	23,5

* Estimation D.G.E.

Si les ventes totales ont augmenté de 8 % en 1982 par rapport à 1981, ce sont les consommations des exploitations rurales et de Port-Gentil (respectivement + 24 % et + 17 %) qui se sont le plus accrues, la demande de Libreville n'augmentant que très légèrement (+ 2 %). Ceci s'explique par le nombre croissant de localités alimentées à l'intérieur du pays et par le fait qu'une croissance du nombre des abonnés à Libreville n'implique pas forcément une hausse du volume distribué (les nouveaux abonnés qui se font poser un compteur individuel étaient déjà consommateurs d'eau auparavant dans les fontaines publiques).

	Parts dans les ventes totales			Variation en volume 82/81
	1980	1981	1982*	
Demande domestique	59 %	58 %	62 %	+ 15 %
Demande secteur industriel	33 %	34,5 %	30 %	- 8 %
Fontaines Publiques	7 %	7 %	7 %	+ 20 %
Divers (Navires, etc...)	1 %	0,5 %	1 %	-
TOTAL VENTES	100 %	100 %	100 %	+ 8 %

La demande domestique qui représente 62 % de la demande totale, a fortement augmenté en volume en 1982 (+ 15 % par rapport à 1981). Pendant ce temps, la demande du secteur industriel (dont la part dans les ventes totales est passée de 34,5 % en 1981 à 30 % en 1982) baissait en volume de 8 %.

Les fontaines publiques, quant à elles, ont, en 1982, absorbé un volume d'eau supérieur de 20 % à celui de 1981. Ceci correspond au vaste programme d'adduction d'eau dans les villages qui a démarré en 1982.

c) - Les investissements du secteur Eau-Electricité : 46 % réservés à Poubara 2 en 1982.

(Milliards de F)	1980	1981	1982
Investissements réalisés (fonctionnement S.E.E.G. + équipement du pays)	4,743	11,037	21,449
dont			
- Poubara 2	0,729	6,147	9,777
- Équipement localités de l'intérieur	-	0,397	3,439

La mise en service de Poubara 2 est prévue, pour le premier groupe, en novembre 1983 et pour le deuxième en 1984.

L'augmentation de 94 % des investissements réalisés en 1982 par rapport à ceux réalisés en 1981 exprime la volonté de développer les équipements en vue de répondre aux extensions futures du réseau.

2.4.4. HOTELLERIE ET RESTAURATION

La reprise dans ce secteur, certaine et régulière depuis 1978, s'est accélérée en 1980, comme le montre le tableau des taux moyens d'occupation à Libreville ci-dessous :

	1978	1979	1980	1981	Nov. 1982
Taux moyen (Libreville)	55 %	58,5 %	62 %	70 %	79,5 %

Le chiffre d'affaires du secteur est difficile à évaluer car la situation des hôtels de classe inférieure à trois étoiles n'est pas saisie par notre enquête de conjoncture. Le chiffre d'affaires ci-dessous prend en compte uniquement les unités gérées par la S.N.H et l'hôtel Dialogue :

(En milliards de F)	1980	1981	1982	Variation 82/81
Chiffre d'affaires	6,1	7,2	8,1	+ 12,5 %

La capacité d'accueil est actuellement de 1 703 chambres pour les grands hôtels de Libreville (en incluant les 200 chambres potentielles du Sheraton) et pour les hôtels de l'intérieur du pays (en excluant la capacité d'accueil des hôtels de Port-Gentil). En 1981, elle était de 1 520 chambres. Cette augmentation de 12 % est en grande partie due à la réouverture du Gamba en juin 1982 qui a coïncidé avec une augmentation de la clientèle de congrès et un léger développement de la clientèle touristique.

Les investissements de 1982 ont essentiellement porté sur la réfection de l'hôtel Gamba et sur l'augmentation de la capacité d'accueil de Port-Gentil : en raison des fêtes de l'Indépendance, les chambres disponibles sont passées de 300 à 500.

Les perspectives pour 1983 portent sur un chiffre d'affaires supérieur de 10 % à celui de l'année précédente. Mais le secteur risque de connaître des difficultés dans les années à venir, notamment :

- l'accroissement de la concurrence à Libreville, très forte dans le domaine de la restauration,
- la hausse importante des prix de leurs matières premières.

2.4.5. PAPIER - EDITION

Le chiffre d'affaires du secteur "papier-édition" s'est accru de 22 % en 1982, passant ainsi de 2,3 milliards de F. en 1981 à 2,8 milliards en 1982. Pendant ce temps, la valeur ajoutée qui représente 40 % du chiffre d'affaires, a augmenté de 15 %.

Ces améliorations ont été obtenues malgré la persistance de certains facteurs défavorables :

- les imprimeries locales continuent à subir l'âpre concurrence des imprimeries installées à l'extérieur
- l'emploi dans le secteur d'une main-d'œuvre étrangère est rendu nécessaire par la légère réticence des nationaux aux travaux d'imprimerie (travail de nuit, ...)
- le secteur reste presque en totalité tributaire de l'étranger en matière d'importation du matériel de production, matériel très coûteux dont les prix varient selon les fluctuations des monnaies.

— la concurrence locale reste assez limitée : malgré la création d'imprimeries de petite dimension, l'offre ne répond pas toujours à une demande croissante et de plus en plus exigeante.

D'où la nécessité d'un gros effort d'investissement qui a déjà été entrepris et qui se poursuivra pour le matériel d'exploitation. Multipress qui représente environ les 2/3 de l'activité du secteur, a investi, en 1982, 850 millions de francs, dont 336 millions au titre du matériel d'exploitation. Ces sommes qui vont encore s'accroître en 1983 (1,25 milliards de francs, dont 620 millions pour le matériel d'exploitation), sont destinées surtout à la modernisation du matériel (photocomposeuse, etc) et à la diversification des activités (cahiers scolaires, étiquettes pour emballages et bouteilles, etc).

2.4.6. LES INSTITUTIONS FINANCIERES

2.4.6.1. Les banques

Le Secteur Bancaire s'est enrichi en 1982 d'une nouvelle Banque, ce qui porte à douze le nombre d'Établissements bancaires inscrits en activité au Gabon.

Cet accroissement du nombre de Banques depuis trois ans, se traduit par une concurrence vive en matière de collecte de l'épargne dont le taux de rémunération s'est sensiblement élevé (jusqu'à 15,5 % de taux d'intérêt pour certains types de placements).

a) Evolution des ressources

De Septembre 1981 à Septembre 1982 les dépôts des particuliers et des entreprises ont progressé de 29 %, s'établissant à 154,1 milliards en Septembre 1982 contre 119 milliards en Septembre 1981. Les dépôts à terme ont davantage bénéficié de cette hausse (+ 34,7 %) comme le montre le tableau ci-après :

DÉPÔTS DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES (en milliards de F)	Sept 1980	% du total	Sept 1981	% du total	Sept 1982	% du total
Dépôts à vue	54,9	51,4	66,0	55,5	82,7	53,7
Dépôts à terme	51,9	48,6	53,0	44,5	71,4	46,3
TOTAL	106,8	100 %	119	100 %	154,1	100 %

Globalement, cette progression des ressources locales en 1982, a permis le financement du crédit intérieur alors qu'une année auparavant, des apports extérieurs ont été nécessaires. Le tableau suivant en retrace l'évolution depuis 1979.

EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS LOCAUX (EN MILLIARDS DE F)	Déc 79	Déc 80	Déc 81	Sept 82
Crédit Intérieur (crédit à l'Etat et à l'Économie)	114	136	166	134
Dépôts intérieurs (à vue et à terme)	102	134	120	157
Déficit couvert par des Ressources extérieures	- 12	- 2	- 46	+ 23

b) Les Emplois

Sur le plan des emplois, le volume des crédits bancaires à l'économie ne progresse que de 15,7 % contre 19,3 % une année plus tôt; ce recul traduit en termes réels, la faiblesse des principaux secteurs financés de l'économie hormis le Secteur Commercial et Industriel des biens de consommation qui enregistre lui, une progression en chiffre d'affaires et en rentabilité.

Par rapport à l'ensemble des crédits à l'économie consentis, la part des crédits à court terme demeure élevée d'une année sur l'autre comme le démontre le tableau qui suit:

CRÉDIT AUX PARTICULIERS ET AUX ENTREPRISES (en milliards de F)	1979	% du total	1980	% du total	1981	% du total	Sept 82	% du total
Court terme	73,5	71,8	86,6	76,1	107,0	78	124,8	77,8
Moyen et long terme	28,9	28,2	27,2	23,9	30,2	22	35,6	22,2
Total	102,4	100 %	113,8	100 %	137,2	100 %	160,4	100 %

Au cours de cette même période, les crédits non réescomptables (C.N.R.) se sont accrus en moyenne de 20 % contre 7 % pour les crédits mobilisables. Ce qui en Septembre 1982 établit la proportion des C.N.R. à environ 65 %. Ce fort pourcentage des crédits non réescomptables implique d'une part, une sous utilisation des possibilités de refinancement à la BEAC par les Banques locales et d'autre part, un taux élevé du coût du crédit (jusqu'à 20 % d'intérêt).

c) La Production Bancaire

Celle-ci se définit en gestion comme étant le résultat de l'activité propre des Banques en tant qu'organismes collecteurs d'épargne, dispensateurs de crédits et prestataires de services.

De 1979 à 1982, la production des Banques a connu une croissance régulière passant de 11,2 milliards à 16,7 milliards (résultat prévisionnel pour 1982).

En défalquant du total de la production bancaire le montant des consommations intermédiaires (achat des biens et services consommés pour cette production), la valeur ajoutée du secteur Bancaire s'établit en définitive en 1982 à 11,8 milliards contre 11,4 milliards en 1981 et 9,1 milliards en 1980.

Les perspectives de développement de l'activité bancaire sont en partie liées à l'application des mesures de relance de l'activité économique adoptées par le gouvernement en Octobre 1982.

2.4.6.2. Les établissements financiers

Sur les huit actuellement enregistrés à savoir :

- La Société Nationale d'Investissement du Gabon (SONADIG)
- la Caisse Nationale de Crédit Rural (CNCR)
- La Société Gabonaise de Participations et de Développement (SOGAPAR)
- La Société Gabonaise de Financement et d'Expansion (SOGAFINEX)
- La Société Gabonaise de Crédit Automobile (SOGACA)
- La Taw International Leasing-Coopération.
- La Financière Gabonaise de Développement Immobilier (FIGADI)
- La Société Gabonaise de Crédit Bail (SOGABAIL)

quatre seulement d'entre eux ont connu une activité significative en 1982 en intervenant dans les domaines suivants:

- Le Crédit Bail Immobilier
- Le Crédit Bail Mobilier
- La Prise de participations.

L'activité dans le domaine du Crédit Bail Immobilier enregistre depuis 1980 une baisse régulière de 4 % l'an.

Cette dégradation qui semble paradoxale eu égard à la forte demande observée dans le secteur de l'habitat à Libreville et Port-Gentil est imputable essentiellement à deux causes :

- pour les Sociétés de Leasing, le coût élevé des ressources locales et extérieures qui entrent pour 50 % dans le financement des projets qu'elles agrément.
- La formule du Leasing n'est pas encore bien établie sur le marché des entreprises qui pour l'instant, sont les seules intéressées.

Par contre, le financement des achats de biens d'équipement (Crédit Bail Mobilier) connaît une évolution plus favorable: le volume des crédits automobiles distribués est en augmentation de +7,3 % entre 1981 et 1982; cette augmentation reste cependant moins forte que celle de la période précédente (+27,2 %).

Le volume des Crédits octroyés pour le Financement du matériel industriel et des travaux publics qui s'était apprécié de +78 % entre 1980 et 1981 enregistre cette année une baisse de 29,3 %.

Dans le domaine des prises de participations, le peu de création d'entreprises nouvelles (80 entreprises créées en 1982 contre 93 en 1981) se traduit par une progression très légère de la valeur du portefeuille des Etablissements financiers spécialisés dans les prises de participations au capital (+2 % entre 1980 et 1981, +1,8 % entre 81 et 82).

2.4.6.3. Les compagnies d'assurance

Six sociétés sont présentes sur le marché de l'assurance au Gabon. Leur activité au cours de l'exercice 1981-1982 se solde globalement par une progression du chiffre d'affaires (primes nettes d'annulations) de 14 % sensiblement égale au taux d'inflation.

Cependant, l'examen des résultats laisse apparaître une dégradation en termes réels (résultats déficitaires pour les grandes sociétés, à peine compensés par les produits financiers). Un certain nombre de facteurs l'expliquent:

- la concurrence très vive des sociétés de courtage international.
- l'évolution défavorable du taux de Sinistralité pour certaines branches (automobile, vol, Responsabilité Civile).
- le blocage des prix sur certaines primes (autos).
- les dépôts auprès des banques et dans l'immobilier absorbent l'essentiel des provisions techniques.

Le tableau ci-après montre la contribution relative de chaque catégorie de Primes au chiffre d'affaires global d'une année sur l'autre.

EVOLUTION DES PRIMES (En Millions de F)	1981	Part relative	1982	Part relative
Autos	4 370	40,9	4 854	39,6
Responsabilité Civile	544	5,1	665	5,4
Incendies	1 078	10,1	1 244	10,2
Spéciaux et divers	1 990	18,7	2 236	18,2
Maritimes et Aviations	2 702	25,2	3 244	26,6
Total Primes vendues recensées	10 684	100 %	12 243	100 %

Les perspectives sur l'activité en 1983 sont relativement modérées, le secteur espère une augmentation de son chiffre d'affaires de 15 % consécutive aux dispositions d'allègement fiscal contenues dans la Loi de Finances 1983.

Au total, la valeur ajoutée nette des Institutions Financières (Banques, Établissements Financiers et Assurances) s'établit à fin 1982 à 12 milliards de F contre 11,3 milliards en 1981.

2.4.7. AUTRES SERVICES

Sont recensés dans les autres services:

- les services immobiliers
- les services rendus aux entreprises : informatique, juridique, comptabilité, gestion, services d'ingénieur, d'architectes et services techniques, etc.
- les services rendus aux particuliers.

Depuis 1980, l'activité du secteur a évolué comme suit :

en milliards F.	1980	1981	1982
Chiffre d'affaires	47	56	66
Valeur ajoutée	30	35	41

et enregistre d'une année sur l'autre une progression du chiffre d'affaires d'environ 20 %, soit une hausse nettement supérieure à celle de l'ensemble de l'activité qui s'accroît d'environ 12 %.

Ce secteur reste difficile à cerner car :

- d'une part, les activités sont dispersées au sein d'un centaine d'entreprises, dont beaucoup sont indépendantes ou non agréées.
- les taux de création et de disparition sont particulièrement élevés.

DEUXIEME PARTIE

**GRANDEURS
MACROECONOMIQUES**

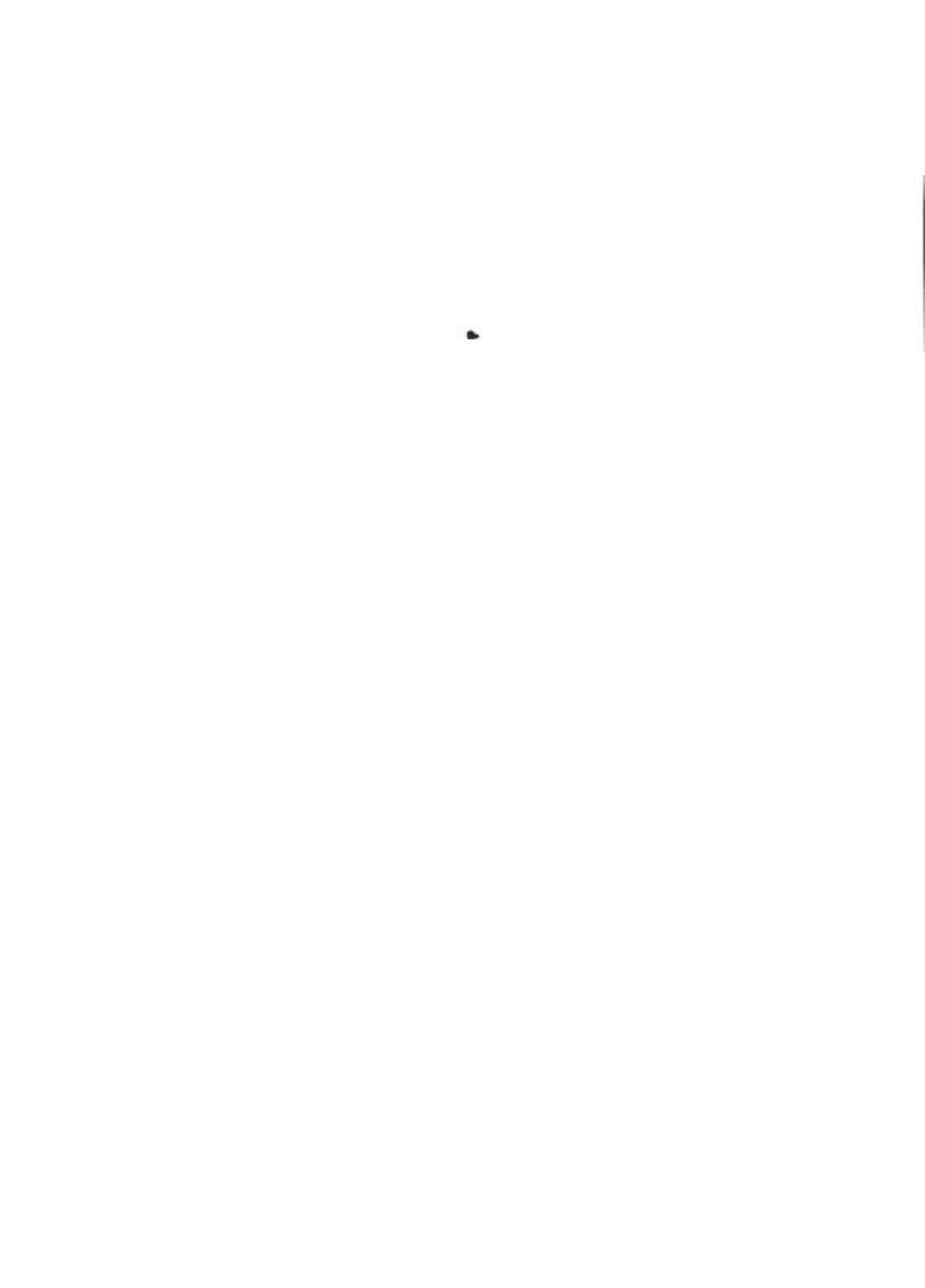


TABLEAU SYNOPTIQUE – 1982

GRANDEUR 1982	POURCENTAGE D'AUGMENTATION /1981
P.I.B. 1 118 milliards – dont 46,8 % par le pétrole	+11,9 % +11,1 %
INVESTISSEMENT PRIVÉ 213,7 milliards	+9,6 %
INVESTISSEMENT PUBLIC 181,8 milliards (y compris OCTRA)	+31,8 %
CONSOMMATION PRIVÉE 330,2 milliards	+11,7 %
CONSOMMATION PUBLIQUE 149,3 milliards	+7,3 %
DEMANDE INTERIEURE 876 milliards (y compris stocks)	+12,5 %
RECETTES PROPRES 463,1 milliards	+13,4 %
DEPENSES BUDGETAIRES 457,2 milliards	+10,1 %
MASSE MONETAIRE 178,6 milliards	+14,9 %
COMMERCE EXTERIEUR : – taux de couverture : 272 % – balance commerciale : +428,3 milliards	+4,2 % +16 %
EMPLOI	+7,6 %
SALAIRES	– SMIG + indemnité de sujétion nationale : +25 % – Réajustements des salaires horaires dans le secteur privé
PRIX – détail – gros	+12% +14%

ORIGINE DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITE
(milliards de F)

	Valeur ajoutée des secteurs			Variation annuelle%		Pourcentage du PIB		
	1980	1981	1982	81/80	82/81	1980	1981	1982
Pétrole (1)	412,7	470,8	523	+ 14,1	+ 11,1	46,4	47,1	46,8
Agriculture	41,3	45,7	52	+ 10,6	+ 13,8	4,6	4,6	4,6
Exploitation forest.	20	18	19,8	- 10	+ 10	2,2	1,8	1,8
Mines	41,8	38,1	35,2	- 8,9	- 7,6	4,7	3,8	3,1
Industries du bois	14,5	12,5	14,3	- 13,8	+ 14,4	1,6	1,3	1,3
Raffinage (2)	3,8	3,0	3,9	- 21	+ 30	0,4	0,3	0,3
Ind. de transformat.	22,2	26	31,3	+ 17,1	+ 20,4	2,5	2,6	2,8
B.T.P.	54	59,7	78,7	+ 10,6	+ 31,8	6,1	6,0	7,0
Commerce	49	57	62,2	+ 16,3	+ 9,1	5,5	5,7	5,6
Transport	35,5	41,3	46,0	+ 16,3	+ 11,4	4,0	4,1	4,1
Electricité, Eau	13,2	15	17	+ 13,6	+ 13,3	1,5	1,5	1,5
Services	29,3	35	41	+ 19,4	+ 17,1	3,3	3,5	3,7
Divers (3)	19,3	25	28,6	+ 29,5	+ 14,4	2,2	2,5	2,6
SOUS TOTAL E.N.F.	756,6	847,1	953	+ 12	+ 12,5	85	84,8	85,2
Inst. Financières	10,9	11,3	12	+ 3,7	+ 6,2	1,2	1,1	1,1
Ménages	2,1	2,5	3	+ 19	+ 20	0,2	0,3	0,3
Administrations	63,8	74	80	+ 16	+ 8,1	7,2	7,4	7,2
Taxes sur importat.	57	64	70	+ 12,3	+ 9,4	6,4	6,4	6,2
PIB TOTAL	890,4	998,9	1118	+ 12,2	+ 11,9	100	100	100

(1) : Exploitation pétrolière + recherche

(2) : Optique sectorielle

(3) : Services de réparation, postes et télécommunications, hôtels restaurants.

1- PRODUIT INTERIEUR BRUT

Le produit intérieur brut passe de 998,9 milliards de F en 1981 à 1.118 milliards de F en 1982, soit une augmentation nominale de 11,9 %.

La différence entre les prévisions du précédent tableau de bord et les données actuelles provient en grande partie d'une réévaluation du PIB à partir de l'année 1980, due à une amélioration de l'information au niveau de la comptabilité nationale.

Entre 1978 et 1982, le taux de croissance nominale annuel moyen est de 20 % alors que le Plan Intérimaire de Développement prévoyait 15,8%.

1.1. LES RESSOURCES DU P.I.B.

La valeur ajoutée des entreprises non financières passe de 847,1 milliards de F en 1981 à 953 milliards de F en 1982, soit une augmentation de 12,5 % en 1982 contre 12 % en 1981.

Une répartition du PIB en trois groupes d'activités : pétrole, hors pétrole et services administratifs + taxes sur importations donne une idée de l'évolution de chaque type d'activité.

VENTILATION DU PIB PAR ORIGINE (en milliards de F)	Valeur ajoutée par secteur			Variation annuelle		Pourcentage du PIB		
	1980	1981	1982	81/80	82/81	1980	1981	1982
Secteur Pétrolier	412,7	470,8	523	14,1	11,1	46,4	47,1	46,8
Adm + taxes s/Import	120,8	138	150	14,2	8,7	13,6	13,8	13,4
Autres secteurs	356,9	390,1	445	9,3	14,1	40,0	39,1	39,8
TOTAL PIB	890,4	998,9	1118	12,2	11,9	100	100	100

En 1982, contrairement aux années précédentes, la croissance nominale est approximativement la même pour les secteurs pétrolier et hors pétrole.

1.1.1. LE SECTEUR PÉTROLIER

La valeur ajoutée de ce secteur atteint 470,8 milliards de F en 1981 et 523 milliards en 1982. Elle augmente de 11,1 % en 1982 contre 14,1 % en 1981.

L'évolution du PIB pétrolier en 1982 est due principalement à celle du taux de change du dollar qui passe de 286,50 F au 15 Décembre 1981 à 346,67 F au 15 Décembre 1982, alors que la production de pétrole brut n'augmente que de 71.000 tonnes, soit 0,9 %.

Le secteur pétrolier représente 47,1% du PIB en 1981 et 46,8 % du PIB en 1982.

1.1.2. LES AUTRES SECTEURS

La rubrique "autres secteurs" regroupe l'ensemble des activités marchandes hors pétrole, les institutions financières et les ménages.

La valeur ajoutée de cette rubrique passe de 390,1 milliards de F en 1981 à 445 milliards de F en 1982, soit une croissance nominale de 14,1 % en 1982 contre 9,3 % l'année précédente. La forte croissance observée en 1982 provient de l'important accroissement des B.T.P. et du fait que tous les secteurs autres que les mines ont enregistré en 1982 une progression de leur valeur ajoutée.

On observe les évolutions suivantes, en valeur ajoutée, pour les secteurs d'activité:

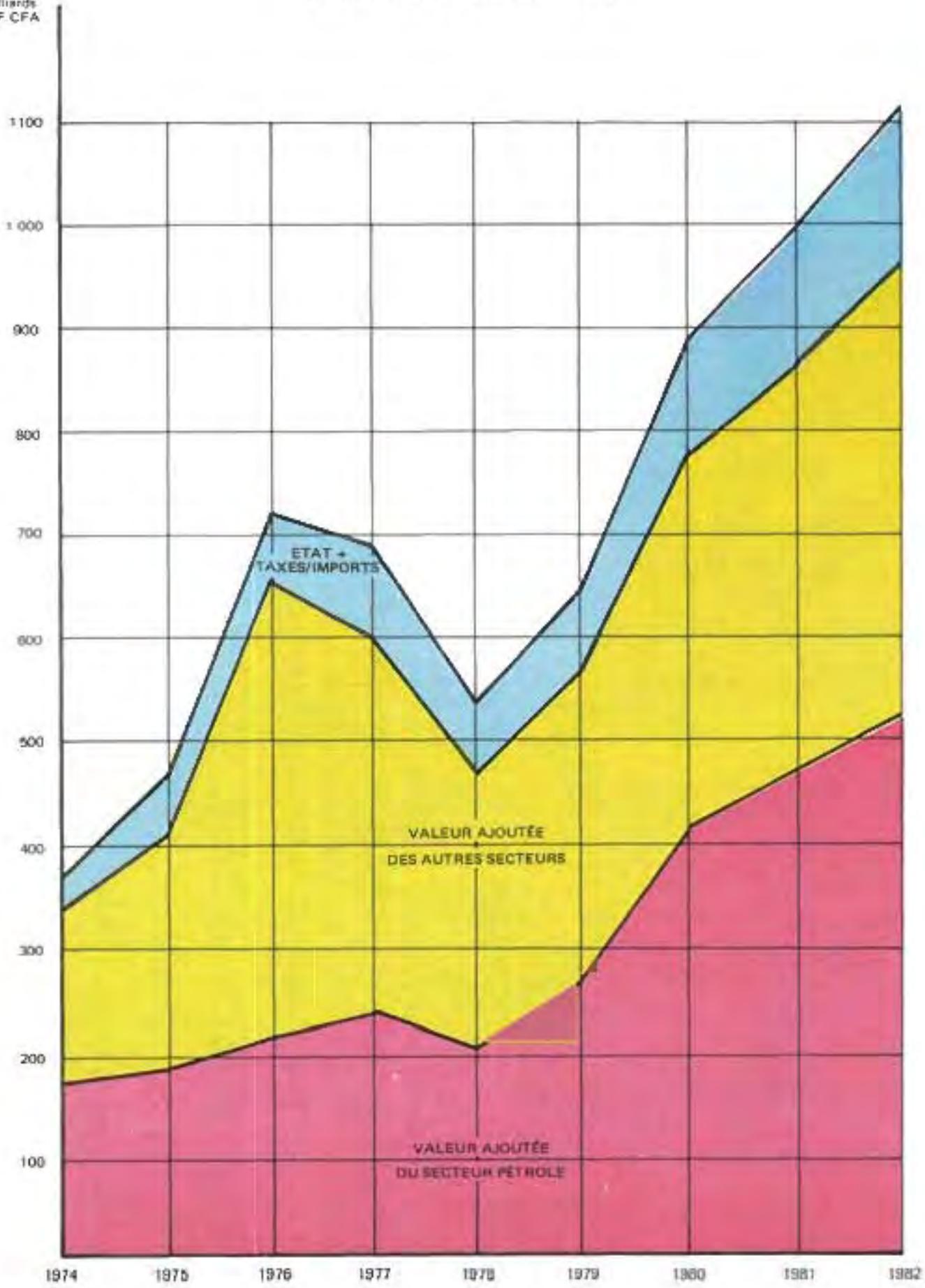
- les B.T.P. passent de 59,7 milliards en 1981 à 78,7 milliards en 1982, soit une progression de 31,8 % en 1982 contre 10,6 % l'année précédente.
- les industries de transformation passent de 26 milliards de F en 1981 à 31,3 milliards en 1982, soit une augmentation de 20,4 % contre 17,1 % en 1981.
- le commerce passe de 57 milliards de F en 1981 à 62,2 milliards de F en 1982, soit un accroissement de 9,1 % en 1982 contre 17 % en 1981.
- l'exploitation forestière passe de 18 milliards de F en 1981 à 19,8 milliards de F en 1982, soit une croissance de 10 % en 1982 contre une diminution de 10 % en 1981.
- les mines passent de 38,1 milliards de F en 1981 à 35,2 milliards de F en 1982, soit une diminution de 7,6 % en 1982, en 1981 cette diminution était de 8,9 %

1.1.3. LES SERVICES ADMINISTRATIFS ET LES TAXES SUR IMPORTATIONS.

La valeur ajoutée de cette rubrique passe de 138 milliards de F en 1981 à 150 milliards de F en 1982, soit une progression de 8,7 % contre 14,2 % l'année précédente. En 1982, cette progression est moins rapide que celle des autres activités analysées ci-dessus, elle traduit la faible augmentation des salaires distribués dans l'administration et la stabilité du volume des importations.

EVOLUTION ET ORIGINE DU PIB

Milliards
de F.CFA



1.2. LES EMPLOIS DU P.I.B.

Les ressources de l'économie constituées par le produit intérieur brut et les importations permettent de satisfaire la demande intérieure (consommation, investissement et variation de stocks) et la demande extérieure (exportations).

On obtient la répartition suivante entre la demande intérieure et les exportations nettes de biens et services non facteurs :

	Valeur en milliards			Variation %		Pourcentage du TOTAL		
	1980	1981	1982	81/80	82/81	1980	1981	1982
Demande intérieure	655,4	775,7	876	+ 16,7	+ 12,5	73,6	77,7	78,4
Exportation nettes de b/s non facteurs	235	223,2	242	- 5	+ 8,4	26,4	22,3	21,6
TOTAL P.I.B.	890,4	998,9	1118	+ 12,2	+ 11,9	100	100	100

EMPLOIS DU P. I. B.

	Valeur en milliards de F			Variation %		Pourcentage P. I. B.		
	1980	1981	1982	81/80	82/81	1980	1981	1982
P. I. B.	890,4	998,9	1118,0	+ 12,2	+ 11,9	100	100	100
Consommation	378,7	434,8	479,5	+ 14,8	+ 10,3	42,5	43,6	42,9
- Privée	268	295,7	330,2	+ 10,3	+ 11,7	30,1	29,6	29,5
- Publique	110,7	139,1	149,3	+ 25,6	+ 7,3	12,4	14	13,4
Investissement	244,7	332,9	395,5	+ 36	+ 18,8	27,5	33,3	35,4
- Privé	149	195	213,7	+ 30,1	+ 9,6	16,7	19,5	19,1
- Public + Oetra	95,7	137,9	181,8	+ 44,1	+ 31,8	10,8	13,8	16,3
Variation de stocks	32	8	1			3,6	0,8	0,1
Demande intérieure	655,4	775,7	876	+ 16,7	+ 12,5	73,6	77,7	78,4
Exportations nettes de b/s.n.f.	235	223,2	242	- 5	+ 8,4	26,4	22,3	21,6
Export F.O.B.	534,8	597,8	676,3	+ 11,8	+ 13,1	60,1	59,8	60,5
Import F. O. B.	174,9	228,6	248	+ 30,7	+ 8,5	19,6	22,9	22,2
Services Nets Importés	124,9	146	186,3	+ 9,9	+ 17,1	14,0	14,6	16,7

1.2.1. LA CONSOMMATION

— La consommation finale passe de 434,8 milliards de F. en 1981 à 479,5 milliards de F en 1982, soit une augmentation de 10,3 % contre 14,8 % l'année précédente.

	Valeur en milliards			Variation %		Pourcentage du Total		
	1980	1981	1982	81/80	82/81	1980	1981	1982
Consommation privée	268	295,7	330,2	+ 10,3	+ 11,7	70,8	68,0	68,9
Consommation publique	110,7	139,1	149,3	+ 25,6	+ 7,3	29,2	32,0	31,1
TOTAL	378,7	434,8	479,5	+ 14,8	10,3	100	100	100

— La consommation privée atteint 295,7 milliards de F en 1981, et 330,2 milliards de F en 1982; elle augmente de 11,7 % en 1982 contre 10,3 % en 1981.

— La consommation publique passe de 139,1 milliards de F en 1981 à 149,3 milliards de F en 1982, soit une progression de 7,3 % . Comparée à la forte progression de 25 % de l'année précédente, elle se stabilise du fait d'un meilleur contrôle des dépenses de biens et services et de la limitation des intégrations nouvelles dans la Fonction Publique.

1.2.2. LES INVESTISSEMENTS

L'ensemble des investissements publics et privés: 332,9 milliards en 1981, 395,5 milliards en 1982, progresse de 18,8 % en 1982 contre 36 % l'année précédente.

	Valeur en milliards de F			Variation %		Pourcentage du Total		
	1980	1981	1982	81/80	82/81	1980	1981	1982
Investissement privé	149	195	213,7	+ 30,1	+ 9,6	60,9	58,6	54,0
Investissement public	95,7	137,9	181,8	+ 44,1	+ 31,8	39,1	41,4	46,0
TOTAL	244,7	332,9	395,5	+ 36	+ 18,8	100	100	100

Les investissements privés passent de 195 milliards de F en 1981 à 213,7 milliards de F en 1982, soit une progression de 9,6 % contre 30,1 % l'année précédente. Ils représentaient 58,6 % du total des investissements en 1981 et n'en constituent plus que 54 % en 1982.

Les investissements publics (y compris OCTRA) passent de 137,9 milliards de F en 1981 à 181,8 milliards en 1982, soit une progression de 31,8 % contre 44,1 % l'année précédente. Il représentent 13,8 % du P.I.B. en 1981 et 16,3 % en 1982.

Le tableau suivant sépare les investissements de l'OCTRA du reste des investissements des Administrations.

	Valeur en milliards			Variation %		Pourcentage du Total		
	1980	1981	1982	81/80	82/81	1980	1981	1982
Investissement des Administrations	66	98,7	134,8	+ 49,6 %	+ 36,5 %	69,0	71,6	74
OCTRA	29,7	39,2	47	+ 32 %	+ 20 %	31,0	28,4	26
TOTAL	95,7	137,9	181,8	+ 44,1	31,8	100	100	100

1.2.3. LE SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR

Les exportations nettes de biens et services non facteurs progressent de 223,2 milliards de F en 1981 à 242 milliards de F en 1982, soit +8,4 % en 1982 contre - 5 % en 1981,

L'évolution de ce solde en 1982 s'explique par :

- une faible croissance des importations par rapport à l'année 1981.
- une augmentation des exportations plus forte qu'en 1981, due en grande partie à l'appréciation du dollar.

2- LE BUDGET DE L'ETAT

L'excédent global du budget de l'Etat pour ses opérations courantes hors emprunts continue de croître comme par le passé, mais à un rythme plus lent : 98,1 milliards en 1982, 94,4 milliards en 1981, 65 milliards en 1980. Le total des recettes ordinaires qui était de 408,2 milliards en 1981 est passé à 463,1 milliards en 1982 et représente 43 % du PIB.

De même les dépenses hors remboursement d'emprunts qui étaient de 313,8 milliards en 1981, atteignent 365 milliards en 1982, soit 34 % du PIB.

Cet excédent des recettes sur les dépenses a permis la poursuite d'une politique de faible recours aux emprunts extérieurs. En 1982, les emprunts ont été sensiblement du même niveau qu'en 1981 : 19,6 milliards contre 18,2 milliards.

Le tableau ci-dessous ventile le budget de l'Etat en recettes et en dépenses depuis 1979:

SOLDES DES OPÉRATIONS BUDGETAIRES (en milliards de F)	1979	1980	1981	1982 *
RECETTES ORDINAIRES				
– Pétrole	129,8	187,3	271,5	308,5
– Autres	108,1	122,8	136,7	154,6
Total	237,9	310,1	408,2	463,1
DEPENSES HORS REMBOURSEMENTS D'EMPRUNT :				
– Courantes	130,2	149	179,6	189,6
Dont :				
. Dépense de fonctionnement	88,8	109,9	138,1	150,8
. Intérêts	41,4	39,1	41,5	38,8
– Investissements	74,9	96,1	134,2	175,4
Total	205,1	245,1	313,8	365
EPARGNE BUDGETAIRE	32,8	65	94,4	98,1
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS	92,3	89	101,4	92,2
NOUVEAUX EMPRUNTS	64,7	33,9	18,2	19,6
TRESORERIE	+5,2	+9,9	+11,2	+25,5

* Prévision

2.1. ÉVOLUTION DES RESSOURCES

Le budget 1981 a été exécuté en recettes ordinaires à 408,2 milliards. Les prévisions pour 1982 sont de 463,1 milliards. L'exécution du budget est supérieure à la Loi de Finances initiale de -18,7 milliards en 1981 et 27,3 milliards en 1982. Ces écarts proviennent de la progression, en cours d'exécution du budget, des recettes pétrolières (+ 13,5 milliards en 1981, + 25,5 milliards en 1982) et d'une légère augmentation des recettes hors pétrole : + 5,2 milliards en 1981, + 1,8 milliards en 1982.

2.1.1. LES RESSOURCES PÉTROLIÈRES

La part relative des recettes pétrolières est stable. Elle n'a guère évolué par rapport à 1981 : soit 66,5 % en 1981, 66,6 % en 1982 des recettes ordinaires.

En effet, la baisse du prix du pétrole enregistrée sur le marché international et le maintien du même niveau de production nationale qu'en 1981, compensés par la hausse continue du cours du dollar, expliquent la faible croissance des recettes pétrolières : + 13 % en 1982 contre respectivement + 44 % et + 45 % en 1981 et 1980) et leur stabilité dans les recettes totales.

Le tableau ci-dessous retrace le détail des recettes pétrolières et leur évolution depuis 1979.

(en milliards de F)	1979	1980	1981	1982
Impôt sur les sociétés pétrolières	73,7	99,2	174,1	183,7
Redevances	52,7	81,1	90,5	117,5
Dividendes	4,4	7	6,9	7,5
Total Recettes pétrolières	130,8	187,3	271,5	308,7

2.1.2. LES RESSOURCES HORS PÉTROLE

Les ressources hors pétrole qui passent de 136,7 milliards en 1981 à 154,6 milliards en 1982, augmentent de 13 %.

a) Les principales recettes qui sont d'ailleurs des **recettes fiscales** sont les suivantes :

— les recettes douanières représentent 50 % des recettes hors pétrole. Elles ont augmenté de 11 % par rapport à 1981.

— la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) constitue 11 % du total; elle progresse de 21 % par rapport à 1981.

— l'impôt sur les sociétés (8 % du total) ne croît que de 2,4 % par rapport à 1981; cette faible croissance est due à une baisse importante de l'impôt sur les bénéfices des sociétés minières (1981 a été particulièrement maussade sur le marché international). L'impôt sur le bénéfice hors mines par contre croît de 26 %, ce qui confirme la reprise amorcée en 1981.

— l'IRPP salarié et la taxe complémentaire qui sont des taxes versées par les salariés du secteur public et privé constituent 6,6 % du total et s'accroissent de 19 %.

— la taxe sur les salaires, versement forfaitaire à la charge des employeurs (dont le taux est fixé pour 1982 à 7 % des traitements, salaires et indemnités) représente 5,5 % des recettes hors pétrole.

Cette taxe, reflet de l'évolution de la masse salariale et par la même du niveau de l'emploi, a augmenté de 25 %; cette forte progression est due essentiellement à la forte augmentation des salaires enregistrée en janvier et février 1982 dans le secteur privé.

Le tableau ci-dessous retrace le détail de certaines taxes depuis 1979.

(en millions de F)	1979	1980	1981	1982 *
Droits de Douane	49 742	63 240	69 509	77 000
Taxe sur chiffre d'affaires	10 289	11 503	14 837	18 000
IRPP Salarié Taxe complémentaire	7 049	8 030	8 678	10 380
Taxe forfaitaire sur les salaires	3 909	5 290	6 807	8 500

*Prévisions

b) Les recettes non fiscales ne représentent que 5,7 % du total des recettes hors pétrole. Elles s'élèvent à 8.900 millions pour 1982 contre 9.300 en 1981, soit une baisse de - 4,3 %. Cette diminution s'explique par la baisse des redevances minières et forestières (- 20,8 % par rapport à 1981) dûe à la morosité de ces marchés.

2.2. ÉVOLUTION DES DÉPENSES

Les dépenses du budget atteignent 457,2 milliards en 1982 et se diffusent comme suit dans l'économie:

- 87,4 milliards pour les ménages
- 236,1 milliards pour les entreprises
- 133,7 milliards dont une grande partie est virée à l'extérieur sous forme de remboursement de la dette et de contributions aux organismes internationaux.

La progression des dépenses du budget de l'Etat en 1982 est de 8 % par rapport à 1981. L'écart entre la réalisation de 1982 et la Loi de Finances initiale est de 3,7 milliards. Ce dépassement est dû principalement à la revalorisation de la dette suite à la hausse du cours du dollar.

2.2.1. LA DETTE

Le remboursement de la dette (intérêt + capital) atteint en 1982, 131 milliards de Francs, soit 28,6 % des dépenses et 12 % du PIB contre 33 % des dépenses et 15 % du PIB en 1981.

La réduction de l'encours de la dette se poursuit donc; il n'est plus que de 294,6 milliards de F au 31/12/82.

Il faut noter également que le remboursement en intérêt et capital qui avait été initialement prévu à 120 milliards par la Loi de Finances 1982 s'élève finalement à 131 milliards.

2.2.2. LE FONCTIONNEMENT

Contrairement aux années antérieures, les dépenses de fonctionnement, transferts et interventions compris, se sont stabilisées. Elles n'évoluent que de + 9 % contre +25,6 % en 1981 et +23,7 % en 1980.

Elles seront réalisées en quasi conformité avec la Loi de Finances initiale: 150,7 milliards contre 150,8. Les dépenses de solde qui sont inférieures au niveau budgété compensent la progression des autres dépenses de fonctionnement.

. Les dépenses de solde s'élèvent à 65 milliards et progressent de 14 % par rapport à 1981. La croissance moyenne annuelle entre 1975 et 1981 était de 22 %.

. Les dépenses de biens et services et de main d'œuvre non permanente progressent de 3 % par rapport à 1981, et constituent 44 % des dépenses de fonctionnement contre 47 % en 1981.

. Les transferts et interventions qui regroupent les opérations relatives aux bourses d'enseignement, aux subventions et soutiens, aux cotisations internationales et aux secours passent de 16,6 milliards en 1981 à 19,3 milliards en 1982, soit une augmentation de 16 %.

2.2.3. LES INVESTISSEMENTS

Les dépenses d'investissements dont les dotations s'accroissent régulièrement depuis quelques années, se sont élevées à 134,2 milliards en 1981 et 175,4 milliards en 1982. Rapportées au P.I.B., les réalisations représentent :

11,5 % du P.I.B. en 1980

14 % du P.I.B. en 1981

16 % du P.I.B. en 1982.

Par rapport au budget total, la part des Investissements réalisés a été la suivante :

28,7 % en 1980

31,7 % en 1981

38 % en 1982.

Le tableau ci-dessous retrace la structure des investissements par secteur pour l'exercice en cours, hors engagements extérieurs.

INVESTISSEMENTS (en millions de F)	1980	%	1981	%	1982	%	Variation 81/80	Variation 82/81
Secteur productif	8 828	10	13 655	10	17 374	10	+55 %	+27 %
Infrastructures	51 698	61	73 526	56	99 686	58	+42 %	+35 %
Services sociaux	7 396	9	14 577	11	25 640	15	+97 %	+76 %
Etudes et Recherches	792	1	920	1	1 870	1	+16 %	+103 %
Participation	1 290	2	4 685	4	2 600	2	+263 %	-44 %
Equipements administratifs et autres	14 452	17	24 014	18	24 275	14	+66 %	+1 %
TOTAL	84 456	100	131 377	100	171 445	100	+56 %	+30 %

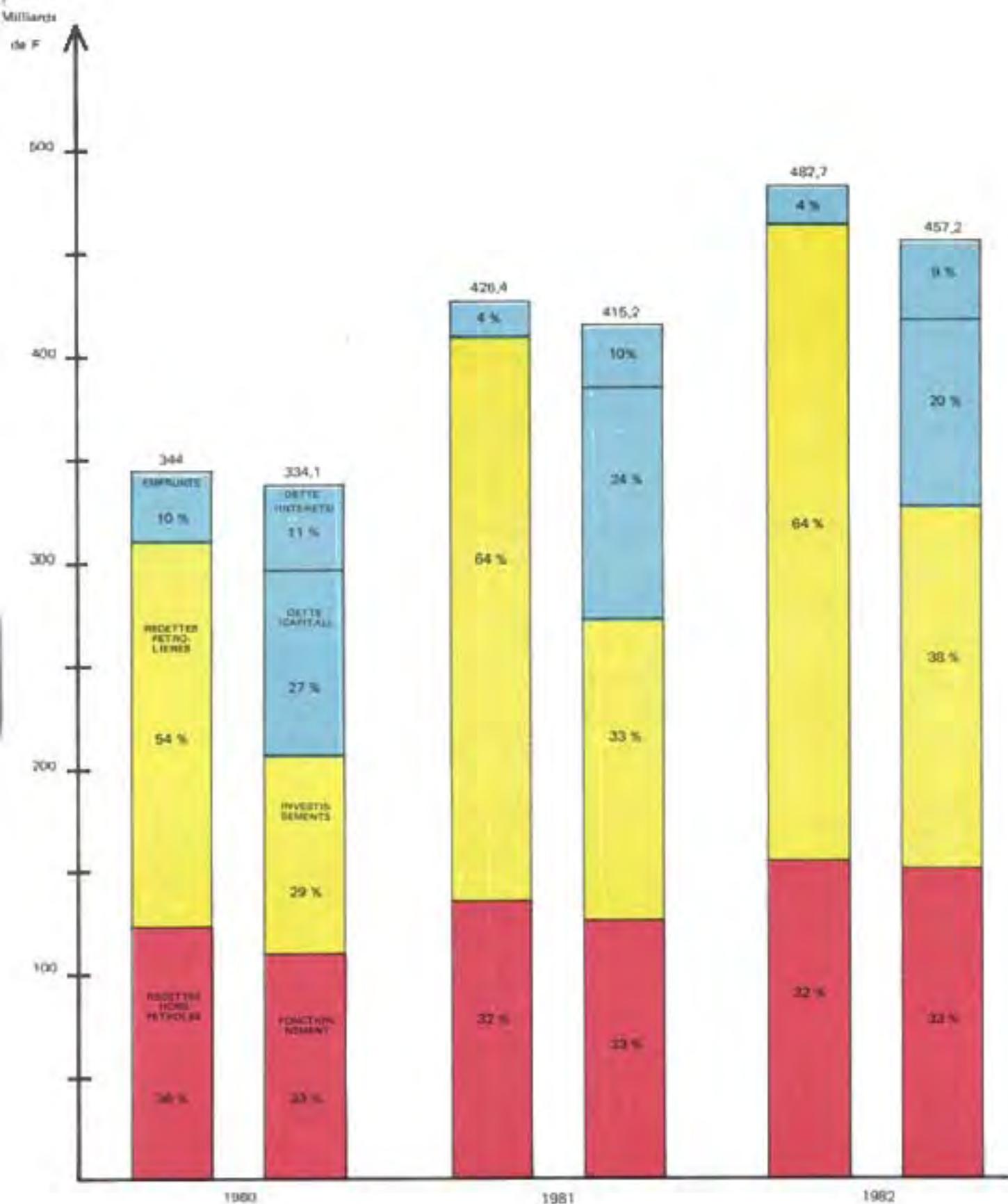
N.B. : L'annexe No 10 détaillera les investissements par secteur en dotation et en réalisation pour les années 1981 - 1982.

La part des investissements au profit du secteur productif reste stable dans la structure des budgets des 3 dernières années. Cependant leur valeur augmente très sensiblement: +55 % en 1981 et +27 % en 1982, ce qui traduit la volonté du gouvernement de diversifier l'économie tout en maintenant ces dépenses à un niveau compatible avec la capacité d'absorption réelle du pays.

Les investissements sociaux par contre ont fortement évolué depuis 1980, et occupent le 2ème rang dans la structure du budget 1982, derrière les infrastructures, toujours priorité des priorités, qui absorbent près de 60 % du budget d'investissement chaque année.

Les investissements d'équipement administratif et autres se stabilisent en 1982 ; ils ne représentent plus que 14 % de la structure du budget d'investissement, contre 17 et 18 % en 1980 et 1981.

VENTILATION DES RESSOURCES ET DES DÉPENSES BUDGETAIRES



3- LA MONNAIE ET LE CREDIT

Le comportement des agrégats monétaires en 1982 a été influencé par :

- les mouvements erratiques des taux d'intérêt et de change sur les marchés internationaux.
- la très forte appréciation du dollar US par rapport au Franc qui a eu deux effets principaux : l'un négatif d'alourdissement du service de la dette, l'autre positif de consolidation de nos avoirs extérieurs.
- l'évolution de l'activité économique interne et externe.

On note par conséquent :

. Du point de vue des Ressources :

- Une nette progression de la monnaie fiduciaire.
- Un accroissement moins sensible des dépôts à vue et à terme.
- Un dégonflement des ressources extra-monétaires.

. Du point de vue des Contreparties:

- Une augmentation relativement modérée des crédits à l'économie.
- Une poursuite manifeste du désengagement de l'Etat vis à vis du système Bancaire.
- Une forte position des avoirs extérieurs nets.

L'analyse sectorielle des crédits à l'économie laisse apparaître une faiblesse dans le financement des investissements productifs.

SITUATION MONETAIRE D'ENSEMBLE

RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE (en milliards de F)	Juin 1980	Juin 1981	Juin 1982	Variation Juin 82/ Juin 81	Juillet 1982
DISPONIBILITES MONETAIRES	82,7	101,2	115,9	+ 14,5 %	118,5
- MONNAIE FIDUCIAIRE	31,3	33,0	39,4	+ 19,4 %	40,7
- MONNAIE SCRIPTURALE	51,4	68,2	76,5	+ 12,2 %	77,8
QUASI-MONNAIE (DEPOTS TERME)	60,9	54,3	62,7	+ 15,5 %	63,5
SOUS TOTAL MASSE MONETAIRE	143,6	155,5	178,6	+ 14,9 %	182,0
AUTRES RESSOURCES EXTRA MONETAIRES	15,9	22,6	17,0	- 24,8 %	32,5
TOTAL RESSOURCES MONETAIRES	159,5	178,1	195,6	+ 9,8 %	214,5

CONTREPARTIES DU SYSTEME MONETAIRE (en milliards de F.)	Juin 1980	Juin 1981	Juin 1982	Variation Juin 82/ Juin 81	Juillet 1982
CREDIT A L'ECONOMIE	125,9	153,7	164,6	+ 7,1 %	176,1
CREDIT A L'ETAT	+ 22,1	- 24,1	- 59,0	+ 144,8 %	- 68,6
SOUS TOTAL CREDIT INTERIEUR	148,0	129,6	105,6	- 18,5 %	107,5
AVOIRS EXTERIEURS NETS	+ 11,5	+ 48,5	+ 90,0	+ 85,6 %	107
TOTAL CONTREPARTIES	159,5	178,1	195,6	+ 9,8 %	214,5

3.1. LES RESSOURCES DU SYSTEME MONÉTAIRE

3.1.1. LA MASSE MONÉTAIRE (M2)

Du 30 juin 1981 au 30 juin 1982, la masse monétaire s'accroît de 14,9 %, passant de 155,5 milliards de Francs à 178,6 milliards; une année auparavant à la même période, la progression n'avait été que de 8,3 %.

L'évolution comparée masse monétaire /PIB montre un taux de progression sensiblement identique comme cela apparaît sur le graphique de la page ci-contre.

L'évolution de chacune des composantes de M2 a été la suivante :

- **La Monnaie Fiduciaire** : elle passe de 33 milliards en juin 81 à 39,4 milliards à fin juin 82, soit une augmentation de 19,4 %. Sa part dans la masse monétaire globale s'établit à 22,0 % en juin 82 contre 21,2 % une année plus tôt.

- **La Monnaie Scripturale** : elle s'est accrue de + 12,2 % en un an, passant de 68,2 milliards de francs à 76,5 milliards en juin 82. A cette même date, son pourcentage dans M2 est de 42,8 % contre 43,8 % en juin 81, ce qui traduit un léger dégonflement qui semble avoir profité à la monnaie fiduciaire et aux dépôts à terme.

- **La Quasi-Monnaie** : en hausse de 15,5 % en juin 82 sur juin 81, les dépôts à terme semblent se fixer davantage dans le pays, leur taux de rémunération s'étant sensiblement rapproché de celui servi à l'étranger (France notamment).

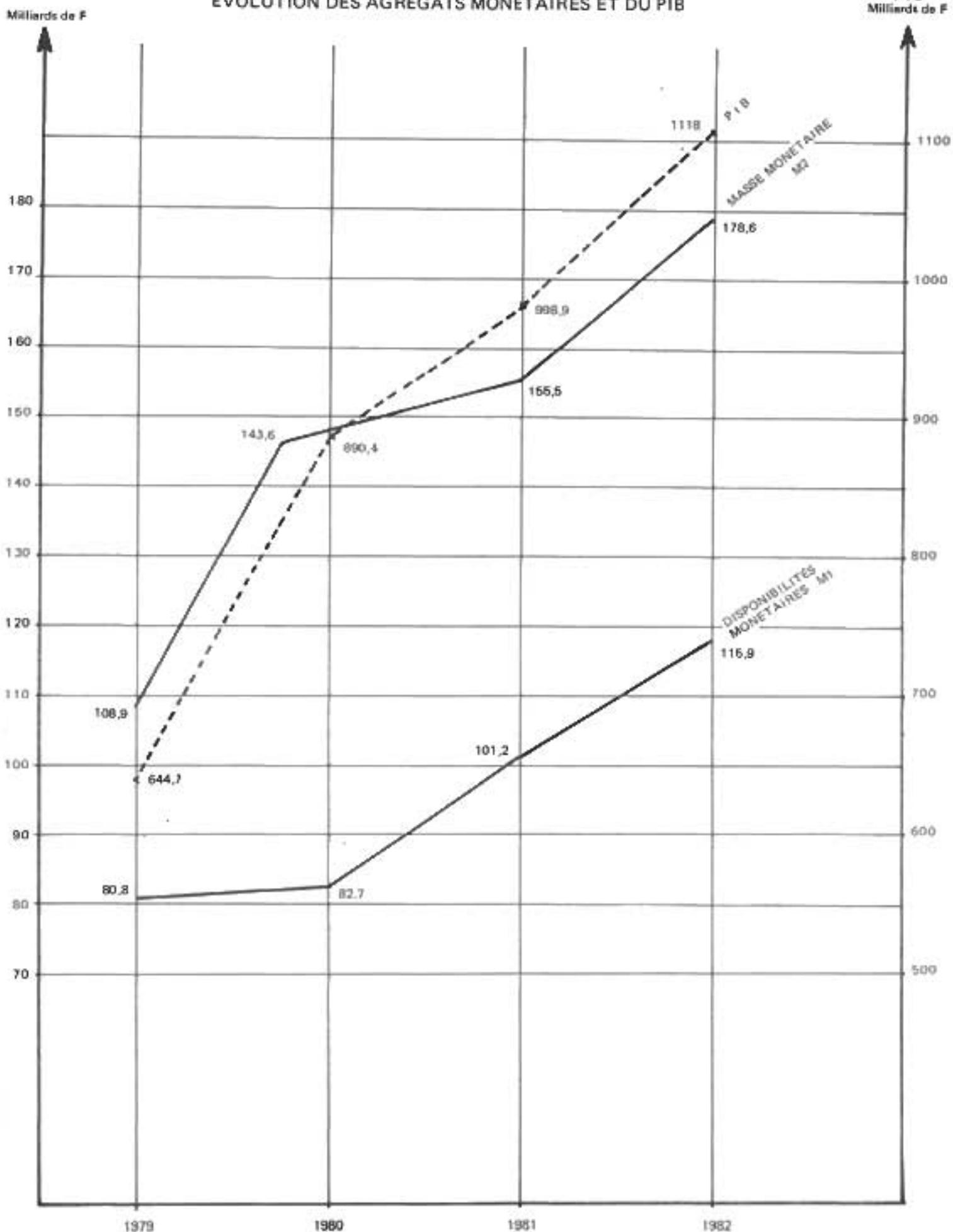
Mais les variations sur les dépôts à terme sont surtout le fait des sociétés pétrolières qui impriment dans un sens ou dans l'autre des amplitudes très sensibles. La part de la quasi-monnaie dans M2 au 30 juin 1982 est de 35,1 % contre 35 % en juin 81 d'où une relative stabilité.

L'affectation de cette épargne au financement de l'économie donne les taux de couverture périodiques suivants :

EN MILLIARDS DE F	Juin 80	Juin 81	Juin 82	Sept 82
Crédit à l'Économie	125,9	153,7	164,6	192,3
Quasi Monnaie	60,9	53,3	62,7	74,8
Taux de Couverture	48 %	35 %	38 %	39 %
Poids dans les ressources (M2)	42 %	35 %	35 %	37,6 %

Des innovations dans les formules de placements à terme ainsi qu'une meilleure rémunération devraient pouvoir sensiblement consolider la part de la quasi-monnaie dans la masse monétaire globale et dans le financement de l'économie.

ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES ET DU PIB



3.1.2. LES RESSOURCES EXTRA-MONÉTAIRES

Elles sont composées essentiellement des ressources figurant sur le tableau suivant :

(en milliards de F)	Juin 80	Juin 81	Juin 82	Août 82	Variation Juin 82/ Juin 81
EMPRUNTS EXTERIEURS à long et moyen terme	4,2	4,9	6,9	6,9	+ 40,8 %
FONDS PROPRES DES BANQUES	22,9	34,5	32,5	32,9	- 5,8 %
ALLOCATION DE DTS	3,0	4,4	4,8	4,8	+ 9,0 %
AUTRES POSTES NETS	- 14,2	- 21,2	- 27,3	- 14,7	+ 28,7 %
TOTAL RESSOURCES EXTRA MONÉTAIRES	15,9	22,6	16,9	29,9	- 25,2 %

De juin 81 à juin 82, les ressources extra-monétaires régressent de 25 %. Cette baisse est imputable à celle des fonds propres des banques (- 5,8 %) et à la forte augmentation des autres postes nets (+ 28,7 %).

L'allocation de DTS du Fonds Monétaire International (FMI) ne croît que de 9 %. Par contre, les emprunts extérieurs enregistrent une hausse de 40,8 %.

3.2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Trois éléments les composent :

- Le Crédit à l'Economie
- Le Crédit à l'Etat
- Les Avoirs Extérieurs nets.

L'agrégation des deux premiers donne le crédit intérieur (l'ensemble des crédits octroyés par le système bancaire). Leur évolution trimestrielle depuis 1980 se présente comme suit :

CREDIT A L'ÉCONOMIE

ANNÉES	Moyennes / 3 mois en milliards de F			
	MARS	JUIN	SEPT	DEC
1980	128	124,6	137,4	140,6
1981	149,2	154,1	160,4	169,3
1982	168,8	170,2	182,7	

CREDIT A L'ÉTAT

ANNÉES	Moyennes / 3 mois en milliards de F			
	MARS	JUIN	SEPT	DEC.
1980	23,9	21,5	27,9	26
1981	67	- 11,9	- 23,7	- 11,8
1982	- 36,7	- 56,5	- 63,3	-

CREDIT INTERIEUR

ANNÉES	Moyennes / 3 mois en milliards de F			
	MARS	JUIN	SEPT	DEC
1980	151,9	146,1	165,3	166,6
1981	155,9	142,2	136,7	157,5
1982	131,3	113,7	119,4	

AVOIRS EXTERIEURS NETS

ANNÉES	Moyennes / 3 mois en milliards de F			
	MARS	JUIN	SEPT	DEC
1980	- 7,6	8,5	- 5,1	1,9
1981	22,7	41,9	49,1	39,5
1982	59,1	89,1	99,8	

3.2.1. LE CREDIT A L'ECONOMIE

La croissance des crédits à l'économie aura été moins forte entre juin 1981 et juin 1982 (+7,1%), qu'au cours de la période précédente (+27,2%).

Ce ralentissement des concours à l'économie est imputable aux incertitudes de la conjoncture qui ont incité les banques à plus de prudence dans l'octroi des crédits (recherche de emplois offrant suffisamment de garanties). Certaines d'entre elles ont ainsi immobilisé d'importantes disponibilités.

Les crédits à long terme s'en sont trouvés particulièrement affectés alors que, ceux à court terme ont connu une meilleure progression.

La situation semble s'être améliorée au troisième trimestre 1982, où l'on a noté une nette augmentation des crédits qui sont passés de 164,6 milliards de Francs à 192,2 milliards entre fin juin et fin septembre.

3.2.2. LE CREDIT A L'ETAT

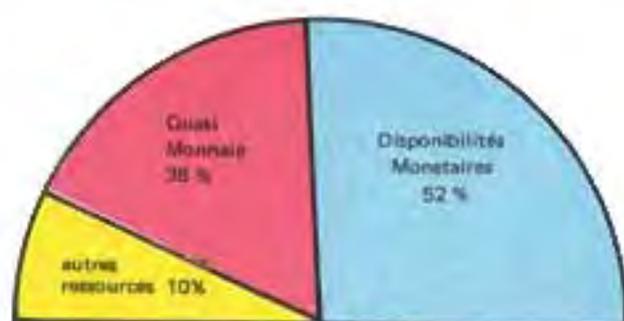
Le mouvement de désengagement de l'Etat vis à vis du système Bancaire observé tout au long de l'année 1981 s'est poursuivi au cours des sept premiers mois de l'année 1982 : Au mois d'août, l'Etat a été globalement porteur d'une créance de 63,6 milliards de Francs sur le système Bancaire (BEAC + Banques).

Cette amélioration de la position nette de l'Etat résulte de la volonté du gouvernement exprimée dans le Plan Intérimaire de Développement 1980/1982 et se traduit au niveau du Trésor Public par :

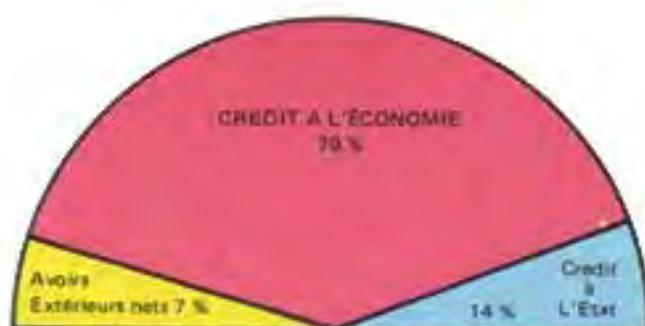
- une position largement créditrice chez la Banque Centrale grâce à l'aménagement d'un calendrier accélérant le versement des impôts B.I.C. des pétroliers,
- un ralentissement du rythme d'ordonnancement des dépenses liées au budget d'investissement.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE

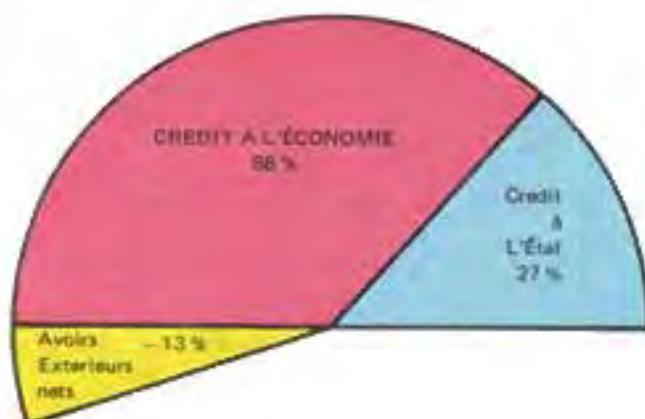
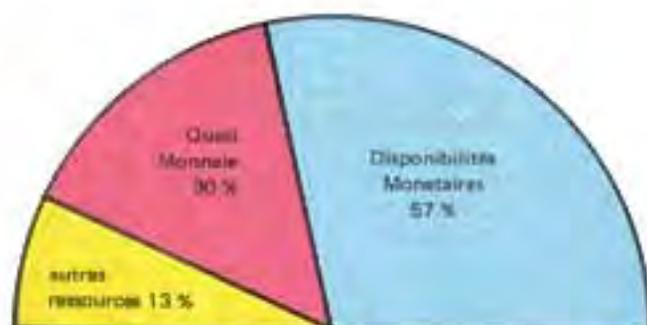
RESSOURCES



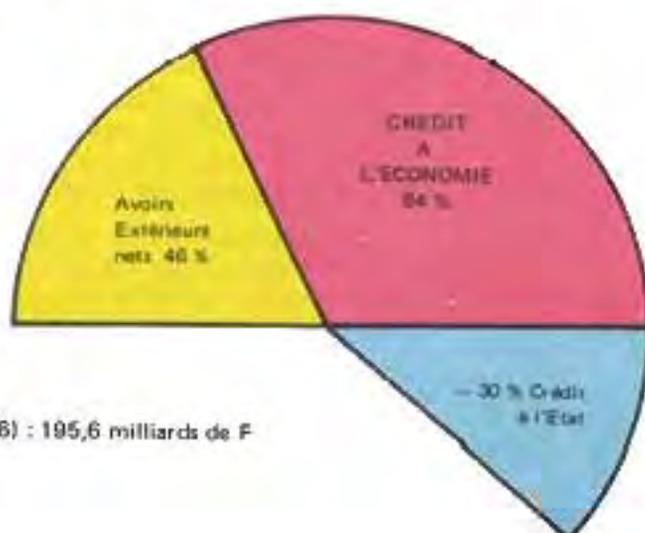
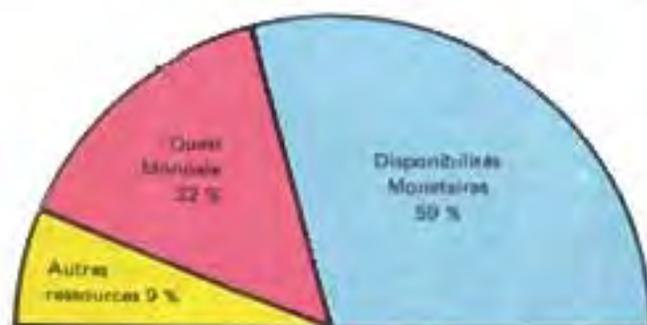
CONTREPARTIES



SITUATION 1980 (30/6) - 159,5 milliards de F



SITUATION 1981 (30/6) : 178,1 milliards de F



SITUATION 1982 (30/6) : 195,6 milliards de F

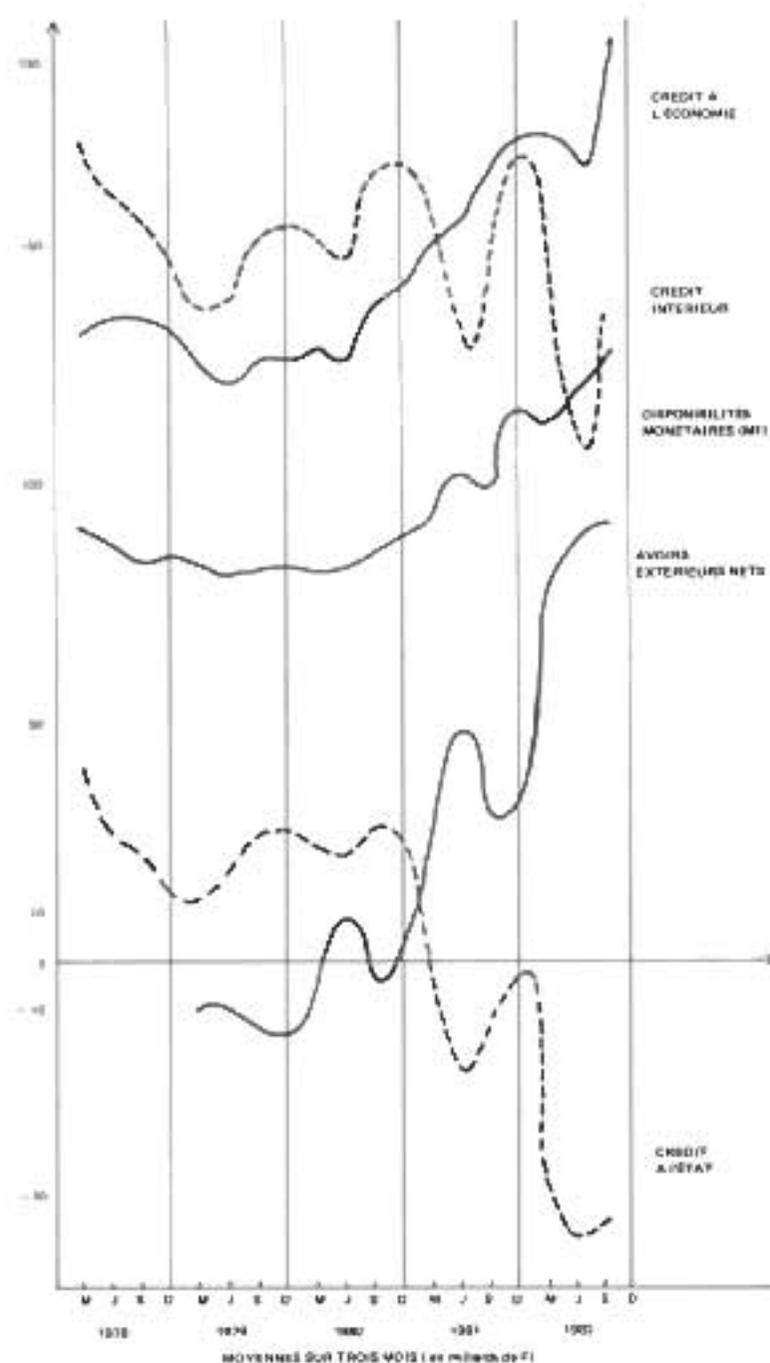
3.2.3. LES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Les avoirs en devises du Gabon en compte d'opérations au Trésor Français ont atteint en 1982 des niveaux encore jamais égalés :

Janvier 82 :	61,9 milliards
Mars 82 :	95,3 milliards
Juin 82 :	115,1 milliards
Septembre 82 :	109,1 milliards

La dévaluation du Franc Français intervenue au second trimestre y a largement contribué en entraînant un réajustement en hausse de la valeur de nos exportations hors zone franc.

Les avoirs extérieurs bruts diminués des engagements bancaires à l'étranger et de la dette postale donnent une position nette à court terme du Gabon s'établissant à 90 milliards de F en juin, 101,4 milliards en août contre 53,5 milliards en août 1981, soit un taux de progression de 89,5 %.

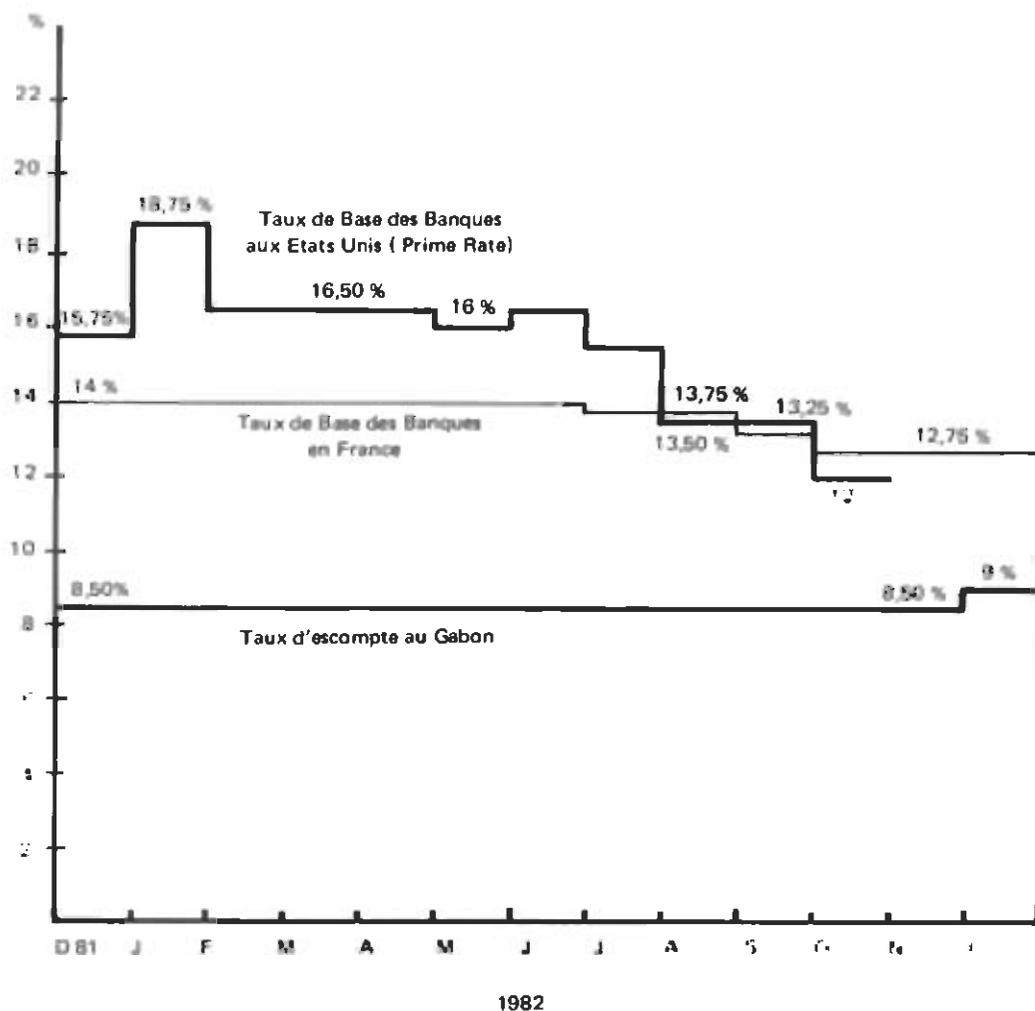


3.3. LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Les courbes d'évolution en 1982 des taux de base bancaires en France (T.B.B.) et aux Etats-Unis (Prime Rate) montrent une désescalade continue qui les ont amenés respectivement au mois d'octobre à 12,75 % et 12 %.

Cette désescalade est essentiellement due à un changement de politique monétaire aux Etats-Unis pour deux raisons : l'une interne (récession et chômage), l'autre externe (menaces à la suite des difficultés financières, notamment du Mexique). On notera cependant que la France n'a pas pu suivre la baisse des Etats-Unis autant qu'elle l'aurait souhaité à cause de la fragilité du Franc.

Au Gabon, le taux de réescompte de la BEAC a été révisé en hausse en décembre 82 passant de 8,5 % à 9 %. Cette révision, compte tenu de sa faiblesse ne devrait pas trop peser sur le coût du crédit.



3.4. LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Du 30 juin 1981 au 30 juin 1982, les crédits à moyen terme ont diminué globalement de 11 % et se répartissent comme suit par secteur d'activité :

CREDITS A MOYEN TERME (en millions de F)	30.6.81	Part relative	30.6.82	Part relative
Production agricole et assimilée	1 342	3,2 %	1 399	3,8 %
Production minière	5 031	12,1 %	5 186	14,1 %
Industrie de Transformation	8 243	19,9 %	6 384	17,3 %
Eau et Electricité	5 702	13,8 %	4 118	11,2 %
B.T.P.	4 911	11,9 %	3 720	10,1 %
Commerce de distribution	4 702	11,3 %	4 622	12,5 %
Commerce d'Exportation	—	—	—	—
Services	7 689	18,5 %	6 208	16,9 %
Particuliers	3 583	8,6 %	4 987	13,5 %
Divers	274	0,7 %	222	0,6 %
TOTAL CREDITS RECENSÉS	41 477	100 %	36 846	100 %

— **Production agricole et Assimilée** (agriculture, forêt, pêche)

Ce secteur ne recueille que 3 % du total des crédits distribués. Entre juin 1981 et juin 1982 l'encours de ses crédits a augmenté de 4,25 %.

— **Les Bâtiments et Travaux Publics**

La forte hausse des crédits alloués à ce secteur en 1981 (+ 228 %) ne s'est pas produite en 1982 où l'on note plutôt une régression sensible (– 24,3 %) qui peut s'expliquer par le non-renouvellement du matériel.

— **Production industrielle et assimilée**

La situation constatée au 30 juin 1982 est moins favorable que celle au 30 juin 1981 : l'encours des crédits alloués à ce secteur baisse globalement de 22,6 %.

— **Le commerce de distribution**

Avec un volume de crédits de 4,6 milliards au 30 juin 1982, le commerce de distribution a finalement été moins pénalisé que les autres secteurs puisqu'il n'enregistre qu'une baisse minimale de ses concours (– 1,70 %) dont les grands bénéficiaires sont :

- le commerce général
- le commerce de matériaux et quincaillerie
- le commerce autos et cycles.

— **Les services**

Sont recensés dans ce poste, les entreprises de transport et les établissements financiers (vente à crédit). La part des crédits à moyen terme qui leur est consentie a baissé de 19,5 %, passant de 7,7 milliards à 6,2 milliards. Cette baisse est imputable au ralentissement des ventes à crédit du matériel lourd (T.P. et forestier).

En définitive, la part de l'investissement productif dans la masse globale des crédits à moyen terme financés s'établit à 56,5 % en juin 82 contre 58 % une année plus tôt à la même période et 54 % en 1980.

4- LA BALANCE DES PAIEMENTS

La Balance des Paiements connaît depuis 1980 des excédents de plus en plus importants, conséquence, d'une part, de la politique financière de redressement mise en place en 1979, et d'autre part de phénomènes conjoncturels, tels la hausse du dollar en 1982.

Les excédents ont évolué comme suit :

1980 : 20,7 milliards de F

1981 : 34,2 milliards de F

Prévision 1982 : 58,3 milliards de F

Les avoirs extérieurs ont en 1982 connu des records historiques (près de 100 milliards).

Le niveau général des échanges globaux a atteint près de 1 000 milliards en 1981 et tout porte à croire qu'en 1982, ils seront supérieurs à ce montant.

On peut observer ainsi entre 1980, 1981 et 1982 les évolutions suivantes :

(en milliards de F)	1980	1981	1982 *	Variation 81/80	Variation 82/81
Balance commerciale	+ 360	+ 369,3	+ 428,3	+ 3 %	+ 16 %
Biens et Services	+ 135,3	+ 127,3	+ 159,5	- 6 %	+ 25 %
Balance Courante	+ 109,1	+ 109,6	+ 138	+ 0,5 %	+ 26 %
Balance des Paiements	+ 20,7	+ 34,2	+ 58,3	+ 65 %	+ 70,5 %

* Estimation DGE

De cette évolution, on peut constater l'amélioration des soldes en francs courants qui demeurent remarquables dans l'environnement international.

4.1. LA BALANCE COMMERCIALE

Le solde de la Balance Commerciale est passé de 360,0 milliards en 1980 à 369,3 milliards en 1981 et pourrait atteindre 428,3 milliards en 1982.

Le taux de couverture des importations par les exportations connaît à nouveau une évolution favorable en 1982, du fait de la baisse relative du taux de croissance des importations.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de la balance commerciale depuis 1979:

(en milliards de F)	1979	1980	1981	1982	Variations		
					80/79	81/80	82/81
Exportations FOB	382,3	534,9	597,9	676,3	+ 40 %	+ 12 %	+ 13 %
Importations FOB	129,9	174,9	228,6	248	+ 35 %	+ 31 %	+ 9 %
SOLDE BALANCE COMMERCIALE	+ 252,4	+ 360	+ 369,3	+ 428,3	+ 43 %	+ 3 %	+ 16 %
Taux de couverture	294 %	306 %	261 %	272 %			

Le tableau ci-dessous met en valeur la part respective des différents pays dans les échanges du Gabon.

On constate que les échanges inter-africains et avec la France ont tendance à diminuer au profit du reste de l'Europe et du continent Nord-Américain.

	% EXPORTATIONS FOB		% IMPORTATIONS FOB	
	1980	1981	1980	1981
- UDEAC	3,5	2,6	7,6	6,3
- Afrique hors UDEAC	0,8	2,7	7,2	5,2
- France	27	15,4	61,6	51,8
- RFA - BENELUX - DANEMARK	8,6	11,9	7,2	9,1
- GB - IRLANDE	4,9	8,9	1,7	2,4
- Autres Europe	21,3	19,2	2,3	4,6
- Pays de l'Est	1,5	0,4	0,1	0,2
- USA - CANADA	13,1	17,9	7,6	11,6
- Reste du Monde	19,3	21	4,7	8,8
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

4.1.1. LES EXPORTATIONS.

La valeur des exportations en 1982 enregistre une augmentation de 13,1 % par rapport à 1981.

L'évolution de la structure des exportations en valeur et en pourcentage depuis 1980 a été la suivante:

STRUCTURE DES EXPORTATIONS (en millions de F)	1980		1981		1982 *		Variations	
	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total	81/80	82/81
Pétrole	413,3	77,3	485,2	81,1	544,3	80,5	+17,4 %	+12,2 %
Bois	49,9	9,3	41,8	7	52	7,6	-16,2 %	+24,4 %
Manganèse	32,2	6	33,4	5,6	33	4,9	+3,7 %	-1,2 %
Uranium	23,8	4,5	19,5	3,3	27	4	-18,1 %	+38,5 %
Divers	15,5	2,9	18	3	20	3	+16,1 %	+11,1 %
TOTAL	534,7	100 %	597,9	100 %	676,3	100 %	+11,8 %	+13,1 %

* Estimation D.G.E.

En 1982, le pétrole continue de représenter plus de 80 % de la valeur des exportations. La baisse du prix spot et surtout les pertes enregistrées à l'exportation des produits raffinés ont été compensées par le cours élevé du \$ (327 F en moyenne pour l'année 1982) et la légère reprise de la production (+1 %). C'est ainsi que la valeur des exportations s'est accrue de 12 % entre 1981 et 1982.

La part du bois s'améliore en 1982 grâce à une hausse du prix à l'exportation (+10 % en moyenne pour les prix FOB) et à une légère hausse de la production.

La valeur des exportations de l'uranium, après avoir fortement baissé en 1981 (-18 % / 80) est en hausse de 38,5 % en 82/81, son prix étant partiellement indexé sur le dollar.

Seule la valeur des exportations de manganèse a connu une baisse d'une année sur l'autre (- 1,2 % en 1982 par rapport à 1981) du fait de la récession internationale qui frappe les économies des pays développés.

Les "Divers" représentent en 1982 comme en 1981, 3 % du total des exportations. Il s'agit notamment de matériel pétrolier, textile, bois transformé, construction métallique, crevettes, etc ...

Le commerce d'exportation ne s'est donc pas plus diversifié en 1982 qu'en 1981 : les quatre grands produits représentent toujours 97 % de l'ensemble.

4.1.2. LES IMPORTATIONS.

En 1980 et 1981, les importations ont augmenté de plus de 30 % par an tandis qu'en 1982, la progression n'a été que de 9 % ce qui traduit en fait une baisse en volume, compte tenu de l'inflation.

En 1982 il a été opéré un nouveau découpage des importations C. A. F. hors UDEAC suivant la destination des importations.

a) Les importations pour consommation finale (c'est-à-dire les importations de produits qui ne subissent aucune transformation).

IMPORTATIONS POUR CONSOMMATION FINALE (en millions de F)	1981		1982		Variation 82/81
	Valeur	% du Total	Valeur	% du total	
1. Produits alimentaires, boissons, tabacs	38 884	48,2	37 916	42,6	- 2,5 %
2. Produits d'hygiène, d'entretien	12 206	15,1	16 267	18,3	+ 33,3 %
3. Équipement ménager	3 571	4,4	5 052	5,7	+ 41,5 %
4. Autres produits domestiques	6 120	7,6	7 577	8,5	+ 23,8 %
5. Véhicules	4 921	6,1	5 678	6,4	+ 15,4 %
6. Tissus et vêtements	9 961	12,4	10 519	11,7	+ 5,6 %
7. Divers	4 959	6,2	6 052	6,8	+ 22,0 %
TOTAL	80 622	100 %	89 061	100 %	+ 10,5 %

La baisse du groupe 1 (produits alimentaires, boissons, tabacs) de 2,5 % traduit la meilleure réponse des entreprises nationales à la demande, étant donné les produits sur lesquels porte cette baisse : pâtes, boissons, cigarettes et sucre.

On notera la hausse importante de l'équipement ménager et des produits d'hygiène et d'entretien.

b) Les importations pour consommation intermédiaire (c'est à dire celles qui regroupent les biens entrant dans le processus de fabrication d'autres biens).

IMPORTATIONS POUR CONSOMMATION INTERMEDIAIRE (en millions de F)	1981		1982		Variation 82/81
	Valeur	% du total	Valeur	% du total	
1. Matières végétales et animales	6 625	10 %	5 937	7,5 %	- 10,4 %
2. Produits minéraux	4 198	6 %	7 810	9,9 %	+86,0 %
3. Produits chimiques	10 853	17 %	11 456	14,5 %	+5,5 %
4. Matières textiles	838	1 %	1 133	1,4	+35,2 %
5. Métaux et ouvrages	28 602	45 %	35 743	45,2	+24,9 %
6. Autres matières et ouvrages	9 481	15 %	13 538	17,1	+42,8 %
7. Divers	2 327	3 %	3 480	4,4	+49,5 %
TOTAL	62 924	100 %	79 097	100 %	+25,7 %

La hausse spectaculaire de 86 % des importations de produits minéraux en 1982 est imputable à la mauvaise saisie du chapitre en 1981.

c) Les importations pour investissement (c'est-à-dire celles qui regroupent le matériel lourd nécessaire à la production)

IMPORTATIONS POUR INVESTISSEMENT (en millions de F)	1981		1982		Variation 82/81
	Valeur	% du total	Valeur	% du total	
1. Machines et appareils	60 713	56,9	59 270	56,2	- 2,4 %
2. Matériel de Transport	31 226	29,2	30 380	28,8	- 2,7 %
3. Instruments de précision	7 156	6,7	7 464	7,1	+4,3 %
4. Outillages et autres ouvrages	7 654	7,2	8 377	7,9	+9,4 %
TOTAL	106 749	100 %	105 491	100 %	- 1,2 %

Le tableau suivant récapitule les importations CAF hors UDEAC selon la destination des produits importés :

IMPORTATIONS POUR : (en millions de F)	1981		1982		Variation 82/81
	Valeur	% du total	Valeur	%	
- Consommation finale	80 622	32,2	89 061	32,5	+ 10,5 %
- Consommation intermédiaire	62 924	25,1 %	79 097	28,9	+ 25,7 %
- Investissement	106 749	42,7	105 491	38,6	- 1,2 %
TOTAL	250 294	100 %	273 649	100 %	+9,3 %

La baisse des importations pour investissement (-1,2 % en 1982/1981) est le reflet de la diminution des investissements nouveaux.

Ceci est confirmé par les enquêtes auprès des chefs d'entreprises et a amené le gouvernement à prendre des mesures pour relancer l'activité et l'investissement.

L'excédent commercial fait plus que compenser le déficit de plus en plus lourd des services proprement dits : fret, frais financiers, licences, brevets, assistance technique.

4.2. LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES

(en milliards de F)	1980	1981	1982 *
BALANCE COMMERCIALE	+ 360,0	+ 369,3	+ 428,3
Frais d'expédition sur marchandises, assurances, transports, voyages et séjours	- 51,1	- 70,2	- 81,3
Intérêts, dividendes et revenus du capital	- 89,8	- 89,2	- 85,0
Autres services privés	- 85,2	- 80,4	- 100
Services gouvernementaux	+ 1,4	- 2,2	- 2,5
Sous - Total Services	- 224,7	- 242,0	- 268,8
BALANCE DES BIENS ET SERVICES	+ 135,3	+ 127,3	+ 159,5

* Estimation D.G.E.

Les augmentations des frais d'expédition et divers (assurance, transport, voyage, séjours) proviennent essentiellement entre 1980 et 1981 d'une modification de la méthodologie d'incorporation des frais de voyages (imputation forfaitaire des dépenses de congé des expatriés).

Les intérêts, dividendes et revenus du capital regroupent le paiement relativement stable des intérêts de la dette publique (28 milliards de F), la rémunération du capital privé investi (48 milliards) et enfin la fraction des bénéfices (15 milliards) correspondant à des capitaux détenus par des non résidents. On notera la stabilité relative de ce poste entre 1980 et 1982 qui traduit la stagnation des investissements rentables.

Quant aux "autres services privés", qui retracent les opérations de prestations de services (miniers et pétroliers notamment), ils connaissent en 1982 une forte augmentation traduisant l'intensification des travaux de recherche et de développement pétrolier. Celle-ci explique l'aggravation du déficit de ce poste puisque ces travaux font largement appel à la sous-traitance de sociétés étrangères spécialisées.

4.3. LA BALANCE COURANTE

Après avoir stagné en 1981 aux environs de + 109 milliards, la balance courante devrait en 1982 atteindre + 138 milliards (soit + 26 % d'augmentation).

Les prestations gratuites du secteur privé sont en déficit de 30 milliards en 1982, en raison surtout des économies sur salaires des coopérants et des salariés étrangers.

Les prestations gratuites du secteur public présentent quant à elles un solde traditionnellement excédentaire en raison de l'aide au développement reçue par le Gabon.

(en milliards de F)	1980	1981	1982 *
BALANCE DES BIENS ET SERVICES	+ 135,3	+ 127,3	+ 159,5
Prestations gratuites du secteur privé	- 33,2	- 25,3	- 30,0
Prestations gratuites du secteur public	+ 7,0	+ 7,6	+ 8,5
BALANCE COURANTE	+ 109,1	+ 109,6	+ 138

* Estimation D.G.E.

4.4. LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Ils sont déficitaires globalement. On peut néanmoins souligner que ce constat recouvre des situations différentes suivant la nature des mouvements de capitaux.

Les capitaux à long terme du secteur public présentent un solde largement déficitaire en raison des sorties de capitaux occasionnées par le remboursement de la dette publique. Inversement, les capitaux à long terme du secteur privé présentent un solde en excédent en raison essentiellement des bénéfices réinvestis sur place et non distribués (sociétés pétrolières).

Les capitaux à court terme sont structurellement déficitaires: en effet, les crédits commerciaux accordés par les exportateurs dépassent largement ceux qu'obtiennent les sociétés locales de leurs fournisseurs étrangers, étant donné que la valeur des exportations est plus importante que la valeur des importations. Les sociétés peuvent en outre alimenter la trésorerie de leur maison mère.

SOLDE DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX (en milliards de F)	1980	1981	1982 *
Capitaux à long terme du secteur privé	+ 12,4	+ 17,9	+ 25,0
Capitaux à long terme du secteur public	- 21,7	- 43,8	- 43,7
Crédits commerciaux à court terme	- 43,3	- 26,6	- 32,0
Autres capitaux à court terme	- 32,8	- 30,6	- 37,0
Avoirs et engagements secteurs bancaire et postal	- 3,0	+ 7,7	+ 8,0
TOTAL MOUVEMENT DE CAPITAUX	- 88,4	- 75,4	- 79,7

* Estimation D.G.E.

N.B. Les avoirs et engagements du secteur bancaire et postal sont désormais incorporés dans les mouvements de capitaux.

4.5. LE SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Etant donné le redressement financier du Gabon, ce solde, à nouveau positif à partir de 1980, s'améliore d'année en année et trouve d'ailleurs sa contrepartie dans l'amélioration des réserves de change.

	1980	1981	1982 *
Solde final	+ 20,7	+ 34,2	+ 58,3
Variations des réserves de change	+ 20,7	+ 34,2	+ 58,3

* Estimation D.G.E.

BALANCE DES PAIEMENTS 1980 - 1982

(en milliards de F)	1980	1981	1982	Variation 81/80	Variation 82/81
Exportations F.O.B.	534,9	597,9	676,3	+ 12 %	+ 13 %
Importations F.O.B.	174,9	228,6	248	+ 31 %	+ 9 %
BALANCE COMMERCIALE	+ 360	+ 369,3	+ 428,3	+ 3 %	+ 16 %
Services	- 224,7	- 242	- 268,8	+ 8 %	+ 11 %
BALANCE BIENS ET SERVICES	+ 135,3	+ 127,3	+ 159,5	- 6 %	+ 25 %
Prestations gratuites	- 26,2	- 17,7	- 21,5	- 32 %	+ 22 %
BALANCE COURANTE	+ 109,1	+ 109,6	+ 138	+ 0,5 %	+ 26 %
Capitaux à LT	- 9,3	- 25,9	- 18,7	-	-
Capitaux à C.T.	- 76,1	- 57,2	- 69	-	-
Avoirs et engagements secteur bancaire et postal	- 3	+ 7,7	+ 8	-	-
SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	+ 20,7	+ 34,2	+ 58,3	-	-

5 – LES PRINCIPAUX INDICATEURS CONJONCTURELS

L'examen de l'évolution des principaux baromètres conjoncturels au cours de l'année 1982 permet de retrouver, après les effets dépressifs du programme d'austérité, les signes d'un démarrage encore timide de l'activité économique qui s'accompagne d'une relative stabilité de l'emploi, d'une revalorisation des salaires privés et de tensions sur les prix.

5.1. LES PRIX

L'évolution des trois principaux indices des prix depuis 1979 a été la suivante :

ANNEE	PRIX DE DÉTAIL 125 articles (1)		PRIX DE DÉTAIL 155 articles (2)		PRIX DE GROS 113 articles (3)	
	indice	Variation Décembre/ Décembre	indice	Variation Décembre/ Décembre	indice*	Variation Novembre/ Novembre
Déc. 1979	169,0	9,92	217,23	8,02	331	7,40
Déc. 1980	184,52	9,18	235,74	8,52	385,6	16,49
Déc. 1981	213,67	15,80	268,09	13,72	423,5	9,83
Déc. 1982	240,65	12,63	301,59	12,50	481,90	13,79

* L'indice des prix de gros ne sortant que tous les deux mois, c'est celui de Novembre qui apparaît ici.

(1) Indice privilégiant l'évolution des prix des produits locaux correspondant aux conditions d'un ménage disposant de revenus modestes (base 100, Juin 1975).

(2) Indice privilégiant l'évolution des prix des produits importés correspondant aux conditions d'un ménage disposant de hauts revenus (base 100, Juin 1972).

(3) Indice relatif aux prix de gros à Libreville (base 100, Juin 1966).

La fin du Plan de Stabilisation en 1979 et la reprise de l'activité consécutive à l'exécution du Plan Intérimaire ont eu pour conséquence inévitable une poussée sur les prix qui s'est accélérée en 1981, notamment en ce qui concerne les prix de détail

Le décret du 2 février 1982 instituant le blocage de tous les prix des biens et services au niveau atteint le 18/01/82 avait pour objectif de maintenir le pouvoir d'achat des ménages après la hausse du SMIG du 1er janvier 1982. Néanmoins, le taux moyen d'inflation pour les trois indices considérés a été de 13 % en 1982. Le blocage des prix pourtant institué, n'a pas été effectivement respecté. En plus des nombreuses anticipations à la hausse, les prix de certains articles ont été débloqués en décembre 1982.

A) L'INDICE DES PRIX DE DETAIL DE TYPE AFRICAÏN (125 articles)

	1981			1982		
	Janvier	Août	Variation Août 81/ Janvier 81	Janvier	Août *	Variation Août 82/ Janvier 82
Alimentation	202,96	218,07	+7,4 %	233,85	249,15	+6,5 %
Habillement	161,28	173,81	+7,8 %	186,87	203,46	+8,9 %
Habitation	164,10	173,13	+5,5 %	179,40	188,19	+4,9 %
Hygiène-Soins	210,83	230,50	+9,3 %	251,55	262,95	+4,5 %
Transports	192,86	217,70	+12,9 %	235,87	252,64	+7,1 %
Loisirs	135,40	166,34	+22,8 %	176,52	185,17	+4,9 %
INDICE GÉNÉRAL	185,66	201,28	+8,4 %	215,23	229,49	+6,6 %

* Dernière donnée détaillée disponible

Le tableau ci-dessus fait apparaître que l'indice des prix de détail de type africain a augmenté entre janvier et août 1982 de 6,6 %. Le blocage des prix a été mieux respecté au début qu'à la fin de l'année : car la variation sur 12 mois (Décembre 1981 / Décembre 1982) atteint 12,6 %.

Avec la rentrée scolaire, les dépenses budgétaires accrues, les difficultés de transport pendant la saison des pluies et le déblocage des prix de certains produits (poisson, boissons, etc), les prix ont dérapé en fin d'année 1982. Ce sont l'habillement et l'alimentation qui ont été le plus touchés par ces fortes hausses, et étant donné leur pondération, l'indice global a inévitablement beaucoup augmenté.

B) L'INDICE DES PRIX DE DETAIL DE TYPE EUROPÉEN (155 articles)

Durant les huit premiers mois de l'année 1982, l'indice général a également progressé de 6,6 %, soit une augmentation moindre que celle enregistrée entre janvier et août 1981 (+7,2 %).

En raison des politiques anti-inflationnistes menées par nos principaux partenaires, en particulier la France qui fournit 52 % de nos importations, la hausse de cet indice en 1982 a atteint 12,5 % contre 13,7 % en 1981.

	1981			1982		
	Janvier	Août	Variation Août 81/ Janvier 81	Janvier	Août *	Variation Août 82/ Janvier 82
Alimentation	244,97	269,45	+10,0 %	275,33	297,18	+7,9 %
Dépenses de Maison	246,89	234,10	-5,2 %	239,60	258,76	+8,0 %
Habillement	280,23	307,51	+9,7 %	329,34	359,21	+9,1 %
Hygiène-Soins	238,53	269,38	+12,9 %	330,30	332,38	+0,6 %
Transports	266,77	287,23	+7,7 %	299,98	316,43	+5,5 %
Divers	187,41	208,75	+11,4 %	223,85	232,64	+3,9 %
INDICE GÉNÉRAL	241,87	259,31	+7,2 %	270,27	288,26	+6,6 %

* Dernière donnée détaillée disponible

Toutes les composantes de cet indice ont enregistré des hausses moins importantes durant les huit premiers mois de 1982 que durant la même période de 1981, sauf les dépenses de maison (+8,0 % contre - 5,2 % auparavant).

C) L'INDICE DES PRIX DE GROS (113 articles):

	1981			1982		
	JAN	JUIL.	Variation Juillet 81/ Janvier 81	JANV	JUIL *	Variation Juillet 82/ Janvier 82
Alimentation	282,01	300,75	+6,6 %	311,61	321,82	+3,3 %
Eau-Energie-Lubrifiant	327,79	372,33	+13,6 %	373,57	409,26	+9,5 %
Produits industriels	439,79	450,71	+2,5 %	488,72	532,82	+9,0 %
INDICE GÉNÉRAL	386,29	409,71	+6,1 %	437,48	473,49	+8,2 %

* Dernière donnée détaillée disponible

L'indice des prix de gros a augmenté de 8,2 % entre janvier et juillet 1982, contre + 6,1 % entre janvier et juillet 1981. Le poste le plus concerné par cette hausse est celui des produits industriels dont l'indice a progressé de + 9,0 % durant les sept premiers mois de 1982 contre + 2,5 % seulement durant la même période de l'année 1981. Dans cette catégorie, certains prix étaient bloqués mais, en revanche, les prix du bois et des véhicules ne cessaient de grimper. Le maintien du dollar à un cours très élevé durant toute l'année 1982 a appuyé cette tendance à la hausse.

Le taux d'inflation annuel pour les prix de gros devrait atteindre 13,8%.

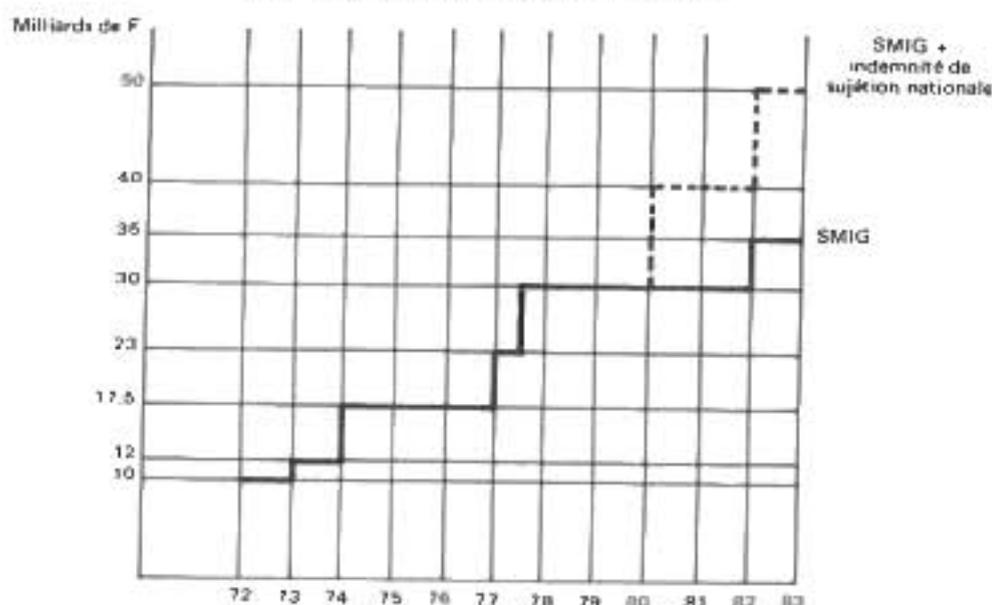
Il est important de noter que, la composition des indices de prix présentés ci-dessus n'ayant pas été révisée depuis très longtemps (1966, 1972, 1975), les paniers de la ménagère constitués ne traduisent plus la structure de la consommation (faiblesse des loisirs, du transport, etc) dans l'indice global.

5.2. LES SALAIRES

Contrairement à l'année 1981 où il était resté stable, le niveau des salaires a enregistré en 1982 les modifications suivantes :

— Le 1er janvier 1982, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) a été revalorisé de 17 % : de 30 000 F, où il était depuis le 1er janvier 1980, il est passé à 35 000 F. Dans le même temps, la prime différentielle (Indemnité de sujétion nationale) instaurée depuis le 1er janvier 1980, augmentait de 50 %, passant ainsi de 10 000 à 15 000 F.

EVOLUTION DU SMIG EN FRANCS COURANTS



Cependant, le SMIG n'étant qu'une fraction du salaire plus ou moins importante selon les catégories socio-professionnelles, son évolution ne peut être indicative de la progression réelle des salaires globaux dans tous les secteurs d'activité.

En effet, dans le secteur privé, la progression des salaires englobe, outre celle du SMIG, la progression des autres éléments de salaire tels que les primes de rendement, les revalorisations fixées par les conventions collectives, etc.

— Sur ce dernier point, notons que la commission gouvernementale des salaires a procédé le 18 février 1982, à des réajustements de salaires horaires qui variaient entre 3 et 30 % selon les catégories socio-professionnelles et le type d'activité.

Au niveau de certaines entreprises, cette hausse s'est matérialisée de la façon suivante :

	Une société de transformation du bois	Une société forestière	Une société pétrolière
Salaires les plus bas :			
— 1980	45 000	30 000	45 000
— 1981	50 000	40 000	60 000
— 1982	70 000	50 000	75 000
Variation 82/81	+40 %	+25 %	+25 %
Salaire moyen annuel par employé (en millions de F)			
— 1980	1,675	1,705	6,139
— 1981	1,705	1,749	7,946
— 1982	1,749	1,944	10,517
Variation 82/81	+2,6 %	+11,2 %	+32,4 %

Le tableau précédent fait apparaître une distorsion des salaires entre les différents secteurs économiques : le salaire moyen annuel par employé peut être cinq fois plus élevé dans une société pétrolière que dans une société forestière. La revalorisation des rémunérations n'arrive pas à masquer le problème des inégalités de salaires.

Dans la Fonction Publique, la situation des salariés, identique depuis 1980 et la faible progression des effectifs expliquent le ralentissement du rythme d'augmentation de la masse salariale des fonctionnaires (civils et militaires) : + 13,8 % en 82/81, contre +24 % en 81/80 et + 31 % en 80/79.

(en milliards de F)	1978	1979	1980	1981	1982	Variation 82/81
Salaires dans la Fonction Publique	31,02	35,2	46,2	57,1	65	+ 13,8 %
Salaires dans le secteur privé Productif	57,5	73,6	103,5	129,4	161,7 *	+25 %

* Estimation D.G.E.

5.3. L'EMPLOI

Les effectifs globaux du secteur privé et de l'Administration (y compris les militaires) se sont accrus de 7,6 % en 1982, taux sensiblement inférieur à celui de l'année 1981 (+ 9,4 %). Ce ralentissement de la croissance des effectifs est la conséquence d'une stabilité des intégrations dans la Fonction Publique et des difficultés rencontrées par certains secteurs très sensibles à la conjoncture.

Le tableau suivant donne la situation de l'emploi au Gabon depuis 1978:

(nombre d'employés)	1978	1979	1980	1981	Variation 81/80	1982	Variation 82/81
Administration (y compris les militaires)	20 488	21 103	22 173	23 426	+5,7 %	24 776	+5,7 %
Ensemble secteur privé	105 852	85 230	87 912	96 966	+10,3 %	104 723*	+8 %
TOTAL	126 340	106 333	110 085	120 392	+9,4 %	129 499*	+7,6 %

* Estimation D.G.E.

— Au niveau de l'Administration :

La progression des effectifs de l'Administration générale (y compris les militaires) est régulière depuis 1980 : le taux de croissance est stabilisé à environ 6 % par an .

Les chiffres annoncés ci-dessus ne tiennent pas compte du nombre important de journaliers travaillant dans les services gouvernementaux et les collectivités locales. Non intégrés, ces salariés relèvent du régime général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale; ils sont donc comptabilisés dans les effectifs du secteur privé et représentent environ 16 000 salariés.

L'annexe N° 12 donne la ventilation de l'emploi dans le secteur public par statut, catégorie et secteur administratif.

— Au niveau du secteur privé :

Les effectifs du secteur privé se sont accrus de 8 % en 1982/1981, contre 10,3 % en 81/80.

L'analyse sectorielle met en évidence des différences marquées entre les principaux secteurs économiques :

(nombre d'employés)	1979	1980	1981	Variation 81/80	1982 *	Variation 82/81
Agriculture	1 189	1 376	2 055	+ 49 %	2 384	+ 16 %
Exploitation Forestière	11 081	10 755	11 091	+ 3 %	15 000	+ 35 %
Mines	3 943	4 028	5 527	+ 37 %	5 173	- 6,5 %
Pétrole et divers	2 559	3 285	3 499	+ 6,5 %	3 744	+ 7 %
B.T.P.	15 546	16 683	16 549	- 0,8 %	16 384	- 1 %
Services gouvernementaux et collectivités locales	13 483	13 306	14 805	+ 11 %	16 434	+ 11 %

* Estimation D.G.E.

l'accroissement des effectifs dans l'agriculture reste encore important en 1982 : + 16 % /81; ceci est dû à l'intensification des activités de certaines sociétés agro-industrielles (Agrogabon, Hévégab).

le secteur forestier enregistre une hausse importante : + 35 % en 82/81. Cela témoigne d'une certaine reprise dans l'exploitation et la commercialisation des potentialités du secteur.

les effectifs du secteur minier ont baissé de 6,5 % en 1982.

le secteur pétrolier continue à augmenter (+ 7 % en 82/81) compte tenu de l'intensification de la recherche.

Le gros problème du secteur privé reste encore l'insuffisance de la qualification technique de la main d'œuvre gabonaise disponible; beaucoup d'emplois sont en conséquence confiés aux étrangers.

TROISIEME PARTIE

**PERSPECTIVES
ET SCENARIO**

ELEMENTS DÉTERMINANTS POUR L'ÉCONOMIE GABONAISE EN 1983 - 1984

<u>Perspectives globales internationales 1983</u>	<p>Taux de croissance des pays de l'OCDE : + 1,5 %</p> <p>Taux d'inflation : + 7 %</p> <p>Dollar à 340 F</p> <p>Taux de chômage : + 9,5 %</p>
<u>Conjoncture des quatre grands produits</u>	<p>Pétrole : maintien artificiel des prix OPEP (34 dollars /baril) Production : 8,1 millions de tonnes en 1983 Investissements: 190 milliards</p> <p>Uranium : prix en baisse production : 1 042 tonnes</p> <p>Manganèse : prix en stagnation production : 1 600 000 T</p> <p>Bois : prix en hausse de 10 % production : 1 500 000 m3</p>

PROJECTIONS BUDGÉTAIRES 1983 - 1984

En milliards de F	1983	1984
Recettes propres	518,7	541
Dépenses totales	568,4	581,5

AGREGATS ÉCONOMIQUES 1983 - 1984

En milliards de F	1983	1984
P.I.B.	1 249,3	1 342,5
Investissements	462,3	511
Consommation	535,6	613,1
Solde du commerce extérieur	243,4	204,6

1 -

PERSPECTIVES INTERNATIONALES ET CONSEQUENCES POUR LE GABON

La dépendance de l'économie gabonaise vis-à-vis de l'extérieur est forte du fait de l'importance des exportations de matières premières (60 % du P.I.B en 1982) et des importations de biens de consommation et d'investissement (22 % du P.I.B. en 1982).

L'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon étant nos principaux partenaires, la conjoncture des pays de l'OCDE détermine en grande partie l'évolution de l'économie gabonaise.

1.1. LA SITUATION EN 1982

1982 a été une année de crise qui s'est traduite pour l'ensemble de la zone OCDE par un taux de croissance du PNB négatif (- 0,5 %), une augmentation du chômage (plus de 30 millions de chômeurs), une croissance de la consommation en volume nulle, une production industrielle en baisse (- 4,5 %) et un recul du commerce international (- 3 % en volume).

La lutte contre l'inflation, objectif prioritaire des pays industrialisés, a été un succès, mais les moyens pour y parvenir ont accentué la crise.

Les taux d'intérêt très élevés pratiqués par la Banque Centrale Américaine ont découragé les investissements et obligé les entreprises à privilégier le court terme par rapport au long terme. La hausse du cours du \$ qui s'en est suivi a provoqué des déficits importants des balances courantes dans la plupart des pays (excepté le Japon) et aggravé la récession.

La crise mondiale se traduit par une diminution de la demande de matières premières et une chute des cours. Les prix des matières premières agricoles sont les plus touchés: - 23 % pour les matières premières alimentaires; - 14 % pour les matières premières non alimentaires (excepté le café et le coton). Les producteurs de minerais ont réduit leur production pour éviter les stocks, et subissent une baisse des cours moins importante (- 8,5 %).

Le marché du pétrole est particulièrement touché par la crise, la consommation mondiale d'énergie a continué de baisser (- 3,5 % au 1er semestre 1982). Les quotas de production fixés par l'OPEP ne sont pas respectés; certains membres de l'OPEP font des remises allant jusqu'à 2 \$ le baril. Tous ces éléments montrent que le prix officiel OPEP de 34 \$ est surévalué. En conséquence, le prix du pétrole sur le marché spot a atteint en décembre 29,25 \$ le baril.

Cependant consommateurs et producteurs n'ont pas intérêt à une chute accentuée du prix du pétrole qui aurait des conséquences néfastes pour chacune des parties.

1.2. PRÉVISIONS 1983 - 1984

Nous reprenons ci-dessous les Perspectives Economiques que l'OCDE a publiées en décembre 1982:

<u>P N B EN VOLUME</u>	moyenne 1970 - 1980	1981	1982	1983	1er semestre 1984
U S A	+2,9	+1,9	- 1,75	+2	+3,5
Japon	+4,8	+3	+2,5	+3,5	+4
France (P.I.B.)	+3,6	+0,3	+1,5	+0,5	+1,5
Europe	+2,8	- 0,5	+0,25	+0,5	+1,5

<u>TAUX DE CHOMAGE</u>					
	1980	1981	1982	1983	1er semestre 1984
U S A	7	7,6	9,5	10,5	10,25
Japon	2	2,2	2,25	2,25	2,5
France	6,3	7,3	8,5	9,75	10,5
Europe	6	8,4	10	11	11,75
<u>PRIX A LA CONSOMMATION</u>					
	moyenne 1970 - 1980	1981	1982	1983	1er semestre 1984
U S A	7	8,6	6	5,5	5,5
Japon	8,6	4,5	2,75	3,25	3,75
France	9,4	12,5	11,5	9	8
Europe	9,2	11,1	9,75	8	7,25

Pour 1983 l'OCDE espère une légère reprise aux U.S.A. alimentée par la relance de la consommation privée et des investissements. Cette reprise devrait s'accroître au 1er semestre 1984. Le dollar marque en fin d'année 1982 une baisse significative qui de l'avis des experts pourrait être durable du fait de la volonté américaine de relancer l'activité intérieure par une nouvelle baisse des taux d'intérêts. Le taux de chômage supérieur à 10 % à la fin de l'année 1982 rend impérative cette relance.

Cependant cela ne laisse pas espérer avant la mi-84 une relance réelle de l'activité en Europe compte tenu de l'aggravation du chômage et des perspectives médiocres qui découragent les investisseurs.

1.3. CONSÉQUENCES DIRECTES POUR LE GABON

a) La dette publique :

La hausse du cours du dollar a entraîné l'augmentation de l'encours de la dette publique. Le service de la dette s'est accru de 11 mds par rapport à la dotation initiale de la Loi de Finances 1982. Les échéanciers de 1983 et 1984 dépendent également de la valeur du dollar, monnaie dans laquelle est libellée environ la moitié de la dette.

b) Les exportations des quatre grands produits :

Les exportations en valeur de pétrole, de manganèse et d'uranium ont bénéficié en 1982 de la hausse du cours du dollar et ont contrebalancé la chute des cours des matières premières. Les perspectives d'exportation pour 1983 et 1984 sont moins bonnes, excepté pour le bois.

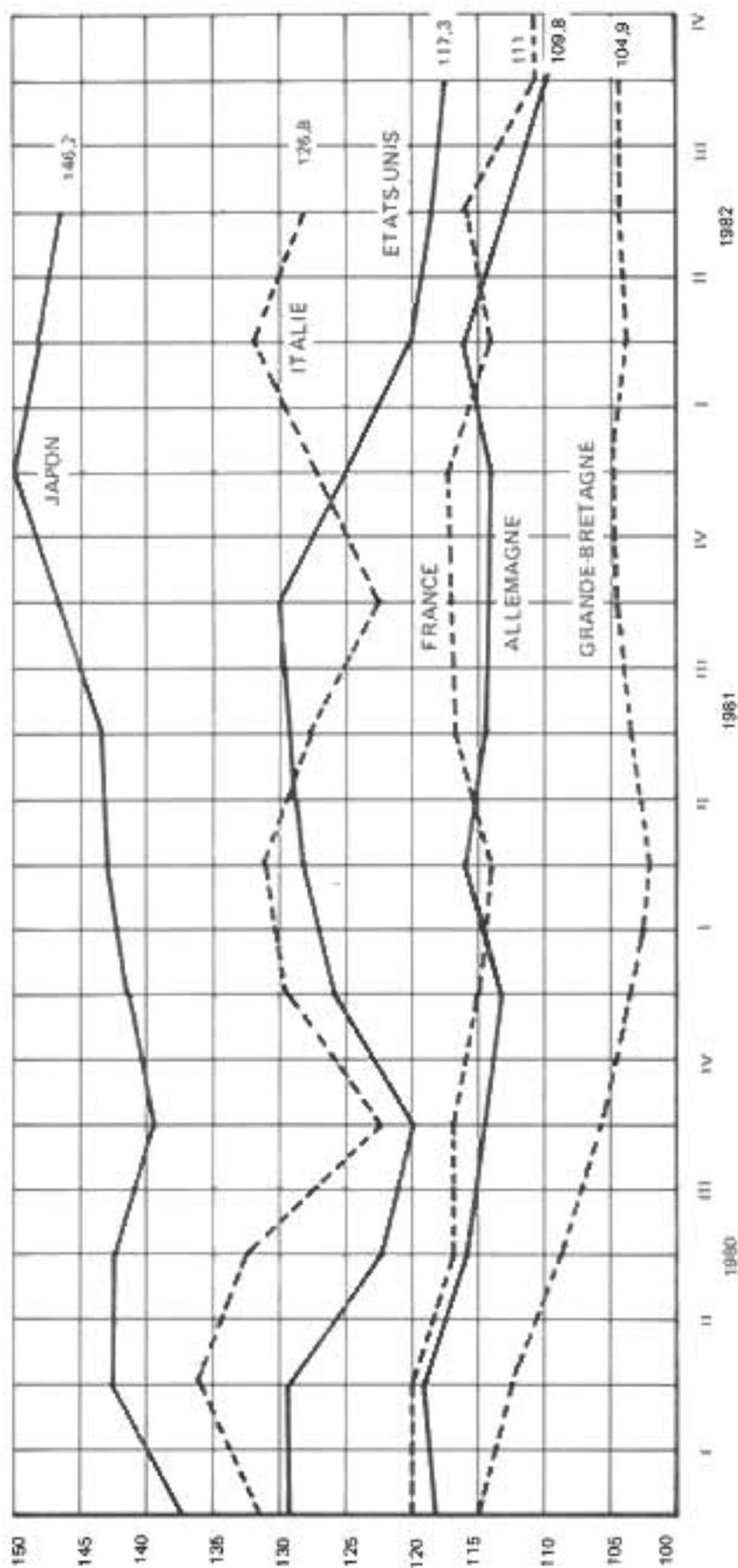
Pour le pétrole, si les pays producteurs ne s'entendent pas pour limiter leur production, le prix de référence OPEP devra être revu à la baisse. L'éventualité d'une telle baisse des prix et du cours du dollar entraînerait un tassement des recettes d'exportation.

Cependant, les investissements pétroliers se poursuivront en 1983 et pourraient atteindre 190 milliards de F soit + 25 % par rapport à 1982. Les entreprises comptent à la fois continuer leurs efforts de recherche et renouveler le matériel existant. Pour 1984, les investissements dépendront de l'évolution du prix du baril.

INDICE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE

BASE 100 en 1975

(après correction des variations saisonnières)
Extrait : "Dossier Economique du Monde"



Pour le manganèse, on ne peut espérer une croissance de la production étant donné la crise qui frappe la sidérurgie mondiale. L'espoir d'une reprise avant 1984 est faible, d'ailleurs seule une auto-limitation de tous les producteurs permettrait de maintenir les cours.

En ce qui concerne l'uranium, le prix du marché spot qui est un bon indicateur de tendance s'est établi à la fin 1982 en baisse de 33 % par rapport à fin 81 ce qui ne laisse guère présager de bonnes perspectives pour 1983.

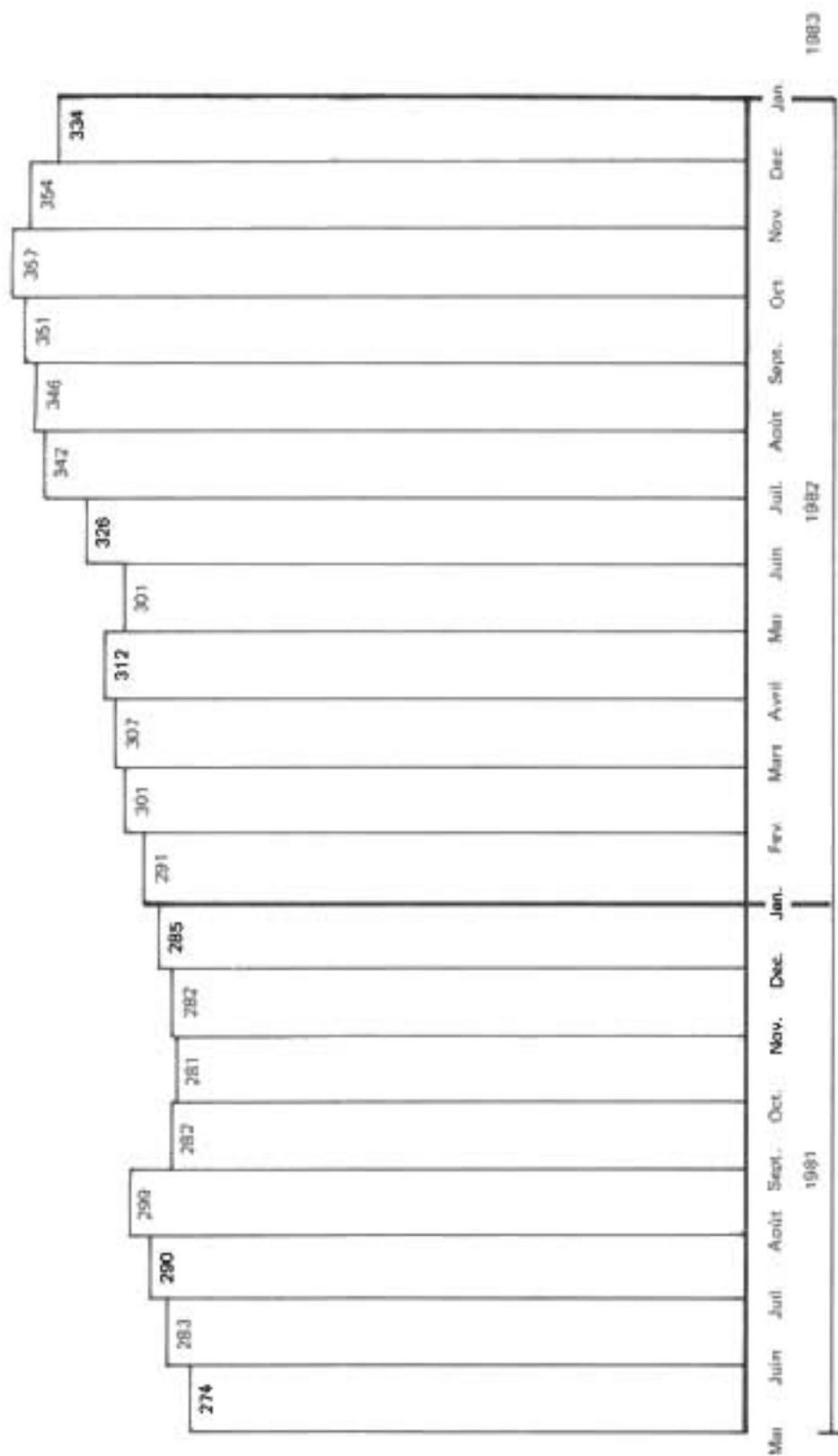
Pour l'ensemble du secteur minier (manganèse et uranium), les entreprises n'envisagent pas d'autres investissements que le renouvellement du matériel, soit environ 7 milliards en 1983.

Seul le bois donne des signes de bonne tenue. En effet, outre la diversification des marchés, la diversification des bois à commercialiser laisse présager une augmentation de la production. Les exportations de bois ont bénéficié en 1982 des augmentations de prix, d'une croissance de la production que permet l'ouverture de nouveaux marchés (Taiwan, bassin Méditerranéen). Les débouchés ne manquant pas, les mesures de la Loi de Finances 1983 visant à encourager l'exploitation forestière devraient favoriser la reprise et l'on envisage à l'horizon 1986 une production de 2 millions de m3 de grumes.

c) Perspectives chiffrées d'exportations et d'importations

	1983	1984
Production pétrole	8,1 MT	8,1 MT
P.V. moyen	32,24 \$	32,24 \$
Dollar	340 F	340 F
Production uranium	1 042 T	1 050 T
Production manganèse	1 600 000 T	1 600 000 T
Production bois	1 500 000 m3	1 700 000 m3
Exportations FOB (Mds de F courants)	751,4	748
Importations FOB (Mds de F courants)	290	318

EVOLUTION DU COURS DU DOLLAR EN F. CFA



1981

1982

1983

2 - LE BUDGET PREVISIONNEL 1983 - 1984

Le budget de l'Etat est le moteur essentiel de l'économie. Il joue un rôle déterminant non seulement en raison de son importance, mais aussi par la nature et les variations d'une année sur l'autre des différentes catégories de dépenses ou de recettes.

Le budget 1983 favorisera la relance de l'économie gabonaise. Cependant l'impact des mesures économiques entrant en vigueur dès 1983 ne pourra être pleinement apprécié qu'en 1984. Le scénario budgétaire de 1984 est basé sur la poursuite de la politique entamée en 1983:

2.1. LA POLITIQUE BUDGETAIRE MISE EN ŒUVRE

Le budget 1983 traduit la volonté du gouvernement d'agir en faveur de l'élargissement de la base productive du pays, et souligne la nécessité de développer un secteur productif non pétrolier accessible à un plus grand nombre d'entreprises. La politique mise en œuvre dans ce but est basée sur des mesures générales et sectorielles:

a) Trois mesures économiques générales :

– allègement, par une modification des dispositions fiscales, des charges d'exploitation des entreprises, et stimulation de l'investissement productif.

– dynamisation des organismes financiers, et notamment mise en place de structures favorisant le financement public ou privé de nouvelles actions de développement.

– lutte contre l'inflation notamment par une meilleure réglementation des prix

b) Des politiques sectorielles dans 4 domaines :

– dans le domaine agricole, la croissance de la production sera accentuée notamment par le développement des cultures vivrières en vue de parvenir à l'auto-suffisance alimentaire. Cette croissance sera stimulée par la mise en place de mécanismes de financement adaptés à chaque catégorie socio-professionnelle et de structures d'encadrement.

– dans le domaine de la pêche, la mise en place de structures nouvelles se réalisera pour l'encadrement, l'achat des équipements et la commercialisation.

– dans le domaine de l'habitat social, des dispositions particulières de financement adaptées à chaque catégorie socio-professionnelle seront mises au point.

– dans le domaine des P.M.E., des dispositions réglementaires appropriées compléteront le dispositif déjà existant.

c) Une gestion budgétaire volontariste

Les politiques économiques et sectorielles sont complétées par la politique budgétaire suivante :

- ralentissement de la croissance des dépenses de fonctionnement
- accroissement des dépenses d'infrastructures notamment celles relatives au chemin de fer.
- accroissement de l'effort d'investissement dans le secteur productif avec un accent particulier en faveur de la pêche, de l'agriculture et de l'habitat.

Ces choix se traduisent en 1983 par la poursuite de l'effort de stabilisation des dépenses amorcé en 1982 et la mise en place d'un certain nombre de mesures concernant un meilleur contrôle des dépenses. L'application de ces mesures permettra dès 1984 de dégager une épargne budgétaire positive et par conséquent un recours aux nouveaux emprunts relativement modéré. Elle permettra un accroissement très

sensible des dépenses d'investissement de l'Etat, notamment dans les secteurs prioritaires que sont les investissements productifs, les infrastructures, les investissements sociaux.

N.B. : Le texte intégral de ce dispositif est joint en annexe N° 15.

2.2. LE BUDGET PREVISIONNEL 83 - 84

Dans le cadre des hypothèses retenues, le tableau ci-dessous donne la répartition du budget en recettes et dépenses pour 1982 - 1983 - 1984.

	BUDGET (en milliards de F)			VARIATION (en %)	
	1982	1983	1984	83/82	84/83
Recettes propres	463,1	518,7	541	+ 12	+ 4,3
– pétrole	308,5	350,5	350	+ 13,6	–
– autres	154,6	168,2	191	+ 8,8	+ 13,5
Dépenses hors remboursement d'emprunt	365	475,9	494,6	+ 30,4	+ 4
Dépenses courantes	189,6	207,4	221,6	+ 9,4	+ 6,8
· Fonctionnement	150,8	176,5	194,5	+ 17	+ 10,2
· Intérêts	38,8	30,9	27,1	– 20,4	– 12,3
Investissements	175,4	268,5	273	+ 53,1	+ 2,1
Epargne budgétaire	98,1	42,8	46,4	– 56,4	+ 8,4
Remboursement en capital	92,2	92,5	86,9	+ 0,3	– 6
Emprunt nouveaux besoin de financement	19,6	49,7	40,5	+ 153,6	– 18,5
Trésorerie	25,5	–	–	–	–
Hypothèses retenues production pétrole	7,7 MT	8,1 MT	8,1 MT	+ 5,2	–
Prix du baril (dollar)	34*	32,24	32,24	– 5,2	–
Cours du dollar (F)	327	340	340	+ 4	–

* prix officiel

a) Les recettes ordinaires :

Les recettes ordinaires qui progressent de 12 % en 1983 ne s'accroissent plus que de 4 % en 1984.

– Les recettes pétrolières qui constituent 66,6 % des recettes ordinaires en 1982, n'en constituent plus que 64,7 % en 1983, traduisant ainsi la stagnation de l'activité pétrolière, principale source de recettes budgétaires.

– Les recettes hors pétrole s'accroissent de 8,8 % en 1983 et de 13,5 % en 1984. Leur faible croissance en 1983 s'explique par les mesures prises en faveur des entreprises. Elles progressent à nouveau en 1984 malgré l'impact sur le budget de la dimi-

nution de l'impôt sur les bénéfices traduisant ainsi l'assainissement de la situation des entreprises en 1983 et l'amélioration de l'activité économique.

Le taux de couverture des dépenses de fonctionnement par les recettes hors pétrole ne serait plus que de 95 % en 1983, 98 % en 1984. Une gestion budgétaire tenant compte de l'impératif de la préparation de l'après pétrole ne devrait pas avoir un ratio inférieur à 100 %.

(en milliards de F)	1980	1981	1982	1983	1984
Recettes ordinaires hors pétrole	122,8	136,7	154,6	168,2	191
Dépenses de fonctionnement	109,9	138,1	150,8	176,5	194,5
Taux de couverture %	111,7	99	102,5	95,3	98,2

b) Les dépenses hors remboursement d'emprunt :

Les dépenses hors remboursement d'emprunt sont d'une part injectées dans l'économie sous forme de salaires, achats de matériels et fournitures, subventions, investissements et d'autre part transférées à l'étranger à l'occasion du paiement des intérêts de la dette publique. Seules les premières ont un impact direct sur l'économie gabonaise.

Face à l'hypothèse du déclin des recettes pétrolières qui est amorcé en 1984, il est nécessaire d'accroître la maîtrise de l'évolution des dépenses, qui seront ramenées à un niveau de croissance conforme à la satisfaction des besoins prioritaires tout en permettant de préparer l'avenir. La sélection des dépenses de l'État sera plus rigoureuse et le recours aux emprunts sera modéré.

— Les dépenses de fonctionnement :

La projection budgétaire de l'année 1984 est fondée sur la maîtrise de l'évolution des dépenses publiques, et se démarque nettement de la tendance observée jusqu'en 1983.

Si la tendance passée se poursuivait, il faudrait augmenter les dépenses ci-dessous indiquées pour 1984 d'environ 14 milliards de F pour le fonctionnement et de 48 milliards de francs pour l'investissement. Il en résulterait un PIB nominal plus élevé de 45 milliards de francs ce qui ne constituerait nullement un progrès en raison de l'accélération de l'inflation induite par ces dépenses supplémentaires. Cette hypothèse est donc écartée dans les projections ci-dessous.

Les dépenses de fonctionnement ont atteint 150,8 milliards de F en 1982. Elles s'élèvent à 176,5 milliards en 1983 (+ 17 %) et devraient être limitées en 1984 à 194,5 milliards soit + 10 %. La stagnation des recettes implique une politique plus rigoureuse de la gestion des ressources.

— Les dépenses d'investissement

En 1983 les dépenses d'investissement de la Loi de Finances atteignent 258,5 milliards dont environ 20 milliards pourraient être reportées en 1984. Cette croissance très importante (+ 53 %) s'explique par la volonté d'accélérer les travaux du Transgabonais dont la dotation passe de 47 milliards en 1982 à 75 milliards en 1983, et par une croissance de 57 % des investissements sociaux: 25,6 milliards en 1982, 40,1 milliards en 1983.

En 1984, le budget d'investissement devrait atteindre 273 milliards de F et ne progresse que de 2 % : l'objectif est de limiter le budget d'investissement essentiellement aux projets viables en cours d'exécution et à de nouveaux projets productifs qui ont fait l'objet d'études techniques de faisabilité garantissant leur rentabilité.

La ventilation des investissements par nature est la suivante:

POURCENTAGE DU BUDGET D'INVESTISSEMENT	1982	1983	1984
– Infrastructures de transport	50	50	46
– dont OCTRA	(29)	(30)	(28)
– dont Routes	(19)	(15)	(15)
– Urbanisme, habitat	5	5	9
– Énergie électrique, Eau	7	5	6
– Éducation et Santé	10	12	12
Sous - total Équipements collectifs	72	72	73
– Agriculture, forêt, pêche	8	8	10
– Développement industriel, minier, études	4	3	5
Sous - total secteurs productifs	12	11	15
Autres (participations, équipement administratif, défense)	16	17	12
TOTAL	100 %	100 %	100 %

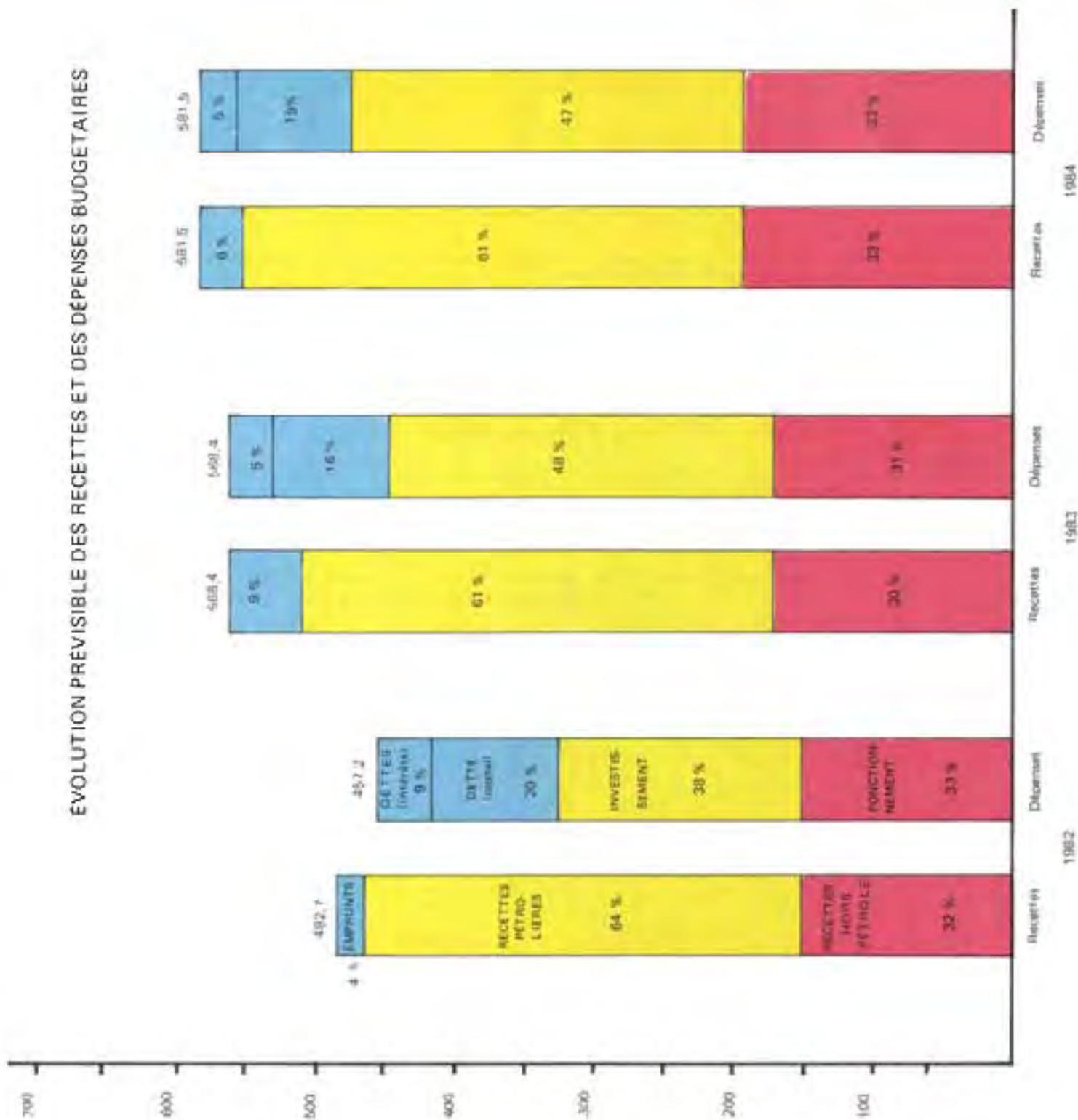
– Le paiement des intérêts de la dette publique:

Le paiement des intérêts de la dette publique diminue de 30,9 milliards en 1983 à 27,1 milliards en 1984.

c) Le remboursement en capital de la dette publique

L'encours de la dette s'amenuisant, le remboursement en capital est de moins en moins lourd : il atteint 92,5 milliards en 1983 et 86,9 milliards en 1984.

EVOLUTION PREVISIBLE DES RECETTES ET DES DÉPENSES BUDGETAIRES



2.3. SENSIBILITÉ DU BUDGET AUX ALÉAS EXTÉRIEURS

Les projections budgétaires 1983 - 1984 développées ci-dessus reposent sur les hypothèses retenues en Octobre 1982 pour l'élaboration de la Loi de Finances 1983 et se fondent sur la poursuite en 1984 de la politique économique nouvelle entrant en vigueur en 1983.

Les paramètres externes, notamment le cours du dollar et le prix du baril de pétrole, sont susceptibles de varier au cours de l'année 1983 ou en 1984. Une diminution de ces paramètres ne manquerait pas d'avoir des effets sur l'économie et le budget. Mais l'impact sur le budget est décalé dans le temps. En effet la plus grande partie des recettes pétrolières de l'Etat est constituée par l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

L'éventualité d'une baisse en 1983 des deux facteurs externes que sont le prix du brut et le cours du dollar aurait un impact atténué sur le budget 1983 et beaucoup plus important sur le budget 1984. La limitation des dépenses publiques devra dans ce cas être accentuée.

3- EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1983 ET 1984

En tenant compte de l'impact sur l'économie gabonaise de la conjoncture internationale, tant au niveau des prix des matières premières que des taux de change, une politique de diversification de la base économique du pays s'impose. Elle doit s'obtenir par : un accroissement de l'effort d'investissement productif surtout de la part du secteur privé, une relance modérée de la consommation, une croissance limitée des importations. Le taux de croissance en termes courants pourrait être de 11 % en 1983 et de 10 % en 1984. Ce résultat prévisionnel, compte tenu de l'objectif de limiter l'inflation en deçà de 10 % traduit une stabilité du volume de l'activité. C'est un progrès sensible par rapport à la récession constatée en 1982.

3.1. LE VOLUME DES INVESTISSEMENTS

En 1982 les investissements se sont accrus de 18,8 %. Ils devraient augmenter respectivement de 16,9 % en 1983 et de 10,5 % en 1984.

Cette évolution prévisible tient compte des choix exprimés par le gouvernement dans la Loi de Finances 1983 et de l'impact des mesures d'accompagnement sur le secteur privé.

Sur ces bases, l'investissement public, 232 Md de F en 1983, 246 Md de F en 1984 s'accroît de 28 % en 1983 et de 5,8 % en 1984. Les investissements productifs de l'Etat sont privilégiés: ils passent de 20 milliards en 1983 à environ 41 milliards en 1984 et concourent à l'accélération du processus de diversification de la base économique du pays.

L'investissement privé, stimulé par les mesures d'incitation fiscale et sectorielle atteindra 230 Md F en 1983 et 265 Md F en 1984, soit une croissance de 7,5 % en 1983 et 15 % en 1984. Cette évolution est rendue possible grâce à l'aménagement des circuits financiers qui permettrait aux organismes spécialisés d'augmenter leur concours et par là de favoriser le développement de l'activité.

3.2. LA CONSOMMATION

Comme en 1982 la progression de la consommation sera en 1983 pratiquement égale à l'inflation. La consommation totale serait de 535 milliards contre 479 en 1982. Pour 1984, le taux de croissance de la consommation sera de 15 % . Cette évolution peut s'analyser de la manière suivante :

En 1983 :

– l'activité économique n'enregistrera une croissance significative qu'au cours du second semestre, entraînant une augmentation de la consommation privée de l'ordre de 12 %.

– la consommation publique croîtra de 10,9 % seulement en raison des efforts faits par l'administration pour mieux contrôler les dépenses d'achat de biens et services et surtout l'évolution de la solde par le biais des recrutements.

Ces taux de croissance de la consommation publique et privée correspondent à une augmentation en termes réels si l'inflation se maintient à un niveau de 10 %.

En 1984,

La relance induite par les mesures fiscales et économiques décrites plus haut et qui implique un accroissement des investissements tant publics que privés aura une incidence sur la consommation. Son taux de croissance serait de 14,5 % environ. Cette évolution s'explique au niveau de la consommation privée (+15,7 %) par :

– une amélioration du pouvoir d'achat des ménages accompagnée d'une lutte

efficace contre l'inflation; ce qui permettra de dégager une croissance en termes réels de l'ordre de 2 à 3 %.

— une meilleure satisfaction de la demande par la production locale qui limitera les conséquences de l'inflation importée et des fluctuations des taux de change sur les prix intérieurs.

La consommation publique par contre augmentera de 11,7 % essentiellement par les achats de biens et services. Cette augmentation de la consommation publique peut constituer un bon stimulant de la production intérieure si les achats de biens et services s'orientent vers des productions locales, plutôt que vers des biens importés.

D'une manière générale, l'objectif de lutte contre l'inflation reste prioritaire afin de préserver le pouvoir d'achat et d'assurer une croissance véritable. Cet objectif ne peut être atteint que par :

— une politique visant à accroître les capacités de production du pays de manière à éviter des tensions en cas d'augmentation importante de la demande.

— une régulation des dépenses publiques visant à ne pas trop peser sur la demande.

— un recours à une véritable concurrence tant en ce qui concerne les marchés de l'Etat qu'en ce qui se rapporte au secteur commercial.

3.3. LE COMMERCE EXTERIEUR

La valeur de nos principales exportations dépend à la fois des prix de nos produits sur les marchés internationaux et des variations des taux de change des monnaies de facturation. C'est ainsi que les exportations de pétrole (80 % du total des exportations en 1982) ont fortement progressé depuis 1980 malgré la baisse de la production, passant de 413 milliards à près de 544 milliards en 1982. Cette progression est cependant plus le fait d'une appréciation du dollar que d'une variation sensible des prix. En effet le cours du pétrole est tombé en 1982 au dessous du prix de référence OPEP et cette situation pourrait se perpétuer en 1983. Notre hypothèse pour 1983 et 1984 retient un prix moyen du pétrole gabonais à 32,24 \$ / Baril, et un taux de change du dollar à 340 F. De ce fait les exportations s'accroîtront en 1983 de 11 %, en raison d'une légère augmentation de la production. Les autres exportations varient en effet peu (+ 7,5 % en 1983) à cause de la faible demande (manganèse) ou de la réduction des prix (uranium). Le niveau des exportations prévues en 1984 est légèrement plus faible que celui de 1983.

Les importations augmenteront de 16,9 % en 1983 sous l'impulsion de la consommation mais surtout des investissements qui nécessitent des importations de biens d'équipement. Globalement, la demande finale intérieure s'accroît de 14,8 % en 1983. Pour 1984, la progression des importations ne serait que de 9 % bien que la demande finale intérieure reste élevée (+ 13 %). L'écart se justifie par une plus grande contribution des produits locaux à la demande.

Le solde des biens et services non facteurs atteindra 243 milliards en 1983 et 204,6 milliards en 1984.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU P. I. B.

(Milliards de F)	1982	1983	1984	Variation 83/82	Variation 84/83
P.I.B.	1 118	1 249,3	1 342,5	+ 11,7	+ 7,5
Exportations FOB	676,3	751,4	748,1	+ 11,1	- 0,4
- dont pétrole	544,3	609,4	604,8	+ 12	- 0,8
Importations FOB	248	290	318	+ 16,9	+ 9,7
Soldes services	186,3	218	225,5	+ 17	+ 3,4
Solde biens et services non facteurs	242	243,4	204,6	+ 0,6	- 15,9
Consommation	479,5	535,6	613,1	+ 11,7	+ 14,5
- Privée	330,2	370	428,1	+ 12	+ 15,7
- Publique	149,3	165,6	185	+ 10,9	+ 11,7
Investissement	395,5	462,3	511	+ 16,9	+ 10,5
- Privé	213,7	229,8	265	+ 7,5	+ 15,3
- Public	181,8	232,5	246	+ 27,9	+ 5,8
Variation de Stocks	1	8	13,8	+ 700	+ 72,5
Demande finale intérieure	876	1 005,9	1 137,9	+ 14,8	+ 13,1

CONCLUSION

Les analyses sectorielles et globales contenues dans ce Tableau de Bord, toutes exprimées en francs courants, montrent une croissance apparente de l'économie dans tous les domaines : les résultats sectoriels sont en progression, la consommation, l'investissement et les agrégats monétaires sont en augmentation. Ces résultats incorporent toutefois une inflation de 13% en 1982, et l'évolution en termes réels est très différente : le P.I.B. a diminué en 1982 d'environ 2,5%, la consommation d'environ 4% et l'investissement privé d'environ 4,5%.

Les conclusions du Tableau de Bord de l'année dernière avaient prévu cette récession en ces termes : " un secteur d'exportation peu dynamique et même en régression; une activité intérieure étale eu égard à la difficulté de mettre en place un tissu industriel viable et à la lenteur du démarrage de la politique de l'après-pétrole". Les précédentes conclusions avaient mis en évidence les risques d'une telle récession ainsi que les solutions à mettre en œuvre.

Aujourd'hui, comme par le passé, la structure de l'économie gabonaise se caractérise par la juxtaposition de deux secteurs d'activité n'ayant guère de relations entre eux: d'une part le secteur des produits d'exportation (pétrole, uranium, manganèse, bois) dont l'activité et les prix dépendent de l'évolution des marchés internationaux et des fluctuations monétaires. Le poids relatif de ce secteur d'exportation est prépondérant : il représente en 1982, 61 % du P.I.B. marchand et 67 % des ressources de l'Etat.

D'autre part, le secteur des activités orientées vers la demande intérieure, qui comprend la production de produits agricoles et industriels, le commerce, les services, l'administration. On constate en 1982 une récession de 0,5 % du volume de ces activités. La préparation de l'après-pétrole ne se réalise donc pas au niveau espéré, ni dans les secteurs visés. Cette tendance, si elle se poursuivait ne permettrait pas d'envisager avec optimisme l'avenir de l'économie. Aussi est-il nécessaire d'accentuer à l'avenir les actions en faveur du développement de ces activités. Les moyens financiers disponibles à cette fin dépendent en grande partie de la conjoncture mondiale.

1° PAS DE REPRISE A ATTENDRE EN 1983 SANS LE REDRESSEMENT DE LA CONJONCTURE MONDIALE.

Si la reprise économique des pays développés se manifestait, alors on pourrait envisager une augmentation des exportations gabonaises et la reprise de la croissance à un niveau suffisant pour répondre à la demande intérieure et réaliser les investissements nécessaires en vue d'un remodelage de l'économie.

Force est de constater en cette fin de l'année 1982, que la reprise mondiale n'est pas assurée et ne pourrait intervenir avant 1984. Les conséquences sont directement sensibles sur le prix des matières premières, et en particulier pour le pétrole :

On ne s'interroge plus sur la probabilité d'une baisse des prix officiels mais sur l'ampleur de cette baisse : 1 ou 2 dollars ? L'évolution de notre économie pourrait être encore plus défavorable si la devise américaine continuait à baisser par rapport aux autres monnaies. Il en découlerait une diminution des exportations, du PIB et du niveau de vie.

Face à ce risque conjoncturel aggravé par la perspective d'une diminution sensible de la production pétrolière d'ici la fin de la décennie, il convient de relever le défi du développement futur et de redéployer l'économie vers les activités porteuses d'avenir en mobilisant les ressources disponibles et en s'appuyant sur les potentialités qui restent considérables .

2° LES ATOUTS DU DÉVELOPPEMENT.

Les richesses naturelles de notre pays sont très importantes, encore peu exploitées ou même inexplorées. Parmi les richesses naturelles en exploitation, la principale est bien entendu le pétrole: la production devrait atteindre jusqu'en 1985 environ 8 millions de tonnes, soit légèrement plus que celle réalisée en 1982. Le niveau des réserves prouvées, 60 millions de tonnes, n'a pas diminué d'une année sur l'autre, grâce aux nouvelles découvertes réalisées en 1982. On peut donc s'attendre à des exportations et des recettes budgétaires encore importantes à moyen terme.

Les réserves prouvées d'uranium représentent 22 ans de la production actuelle, et celles de manganèse correspondent à 50 années de production. On envisage enfin l'exploitation prochaine d'autres minéraux dont la barytine, le talc, le minerai de fer. La forêt gabonaise, richesse renouvelable, est immense et encore sous-exploitée. Sa production pourrait être multipliée par 2 même 3. La pêche semble offerte à de grandes possibilités. L'agriculture pourrait se développer tant au niveau des cultures d'exportations et vivrières que de l'élevage : les terres cultivables sont abondantes. Le problème à résoudre est l'encouragement de la production, et l'organisation d'un système de commercialisation.

L'exploitation et le développement de ces richesses naturelles pourra s'intensifier grâce aux infrastructures qui s'améliorent d'année en année : le chemin de fer Transgabonais, désormais en exploitation sur 340 km, constitue l'épine dorsale des communications intérieures; les ports, aéroports, réseaux de télécommunication, barrages hydroélectriques répondent aux besoins d'une économie moderne; un gros effort est entrepris en faveur du réseau routier.

La réussite de l'assainissement financier est un atout pour l'avenir. Le poids de la dette publique diminue chaque année et la relative aisance budgétaire permet de mobiliser des moyens financiers importants.

Enfin, l'intégration du pays à l'intérieur d'une zone monétaire stable, la zone franc, et dans les unions économiques régionales : UDEAC et Communauté Économique des Etats de l'Afrique Centrale, est un atout supplémentaire de stabilité et d'élargissement du marché.

3^o LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE.

La politique économique à suivre devra répondre au défi de la diminution d'ici la fin de la décennie de la production pétrolière, elle devra se prémunir d'une trop grande dépendance vis-à-vis de la conjoncture internationale et s'appuyer sur les atouts et les richesses naturelles de notre pays : cette politique visera à diversifier la production des matières premières autres que le pétrole, à accroître les activités autonomes notamment dans l'agriculture, et à favoriser l'essor des activités de substitution aux importations.

Tous les partenaires économiques seront mobilisés pour mettre en œuvre cette politique de développement. Il appartient à l'Etat de définir les objectifs économiques, sectoriels et sociaux à atteindre: c'est notamment le rôle du prochain plan.

Il appartient au secteur privé d'améliorer la compétitivité des produits locaux, condition nécessaire au développement de leur activité; ceci devra s'accompagner d'une part d'un dynamisme commercial accru visant à conquérir de nouveaux marchés ou à substituer aux importations des produits locaux, et d'autre part d'un réel effort de formation interne des salariés visant à promouvoir les cadres et agents de maîtrise qui font actuellement défaut dans notre pays.

Pour le court terme, le Gouvernement a d'ores et déjà fixé les objectifs économiques par le dispositif accompagnant la Loi de Finances 1983 : Il souligne la nécessité du développement d'un secteur productif non pétrolier accessible à un plus grand nombre d'entreprises. Pour y parvenir il entend s'appuyer sur la confiance des entrepreneurs dans l'avenir économique du pays et pour cela il a mis en place en 1983 des mesures d'allègement fiscal, d'incitation aux investissements, et de soutien aux secteurs jugés prioritaires; ces mesures visant à développer l'activité et l'investissement s'accompagnent d'une plus grande rigueur des dépenses publiques.

Les effets de ces décisions se feront partiellement sentir sur l'économie dès 1983, et joueront à plein en 1984 et 1985 :

— L'encouragement des investissements permettra le développement d'un secteur productif autonome en particulier dans l'agriculture vivrière, la pêche, la petite transformation, la meilleure utilisation locale de nos ressources, et la diversification de l'économie dans l'exploitation de richesses naturelles non pétrolières.

— La croissance attendue de l'activité aura un impact significatif sur l'emploi. Cet effet, conjugué avec l'essor de l'agriculture vivrière villageoise apportera une solution à l'étréitesse actuelle du marché intérieur : les revenus distribués aux salariés et aux agriculteurs leur permettront d'accéder aux circuits de l'économie.

— Les échanges entre les villes et les campagnes s'étofferont au bénéfice des citadins qui trouveront à meilleur compte les produits vivriers, et des ruraux qui accéderont à un niveau de consommation moderne.

— L'exode rural sera ainsi combattu en éliminant sa cause : la pauvreté des paysans.

— L'inflation pourra être maîtrisée par l'allègement des coûts d'exploitation des entreprises, et par la production de produits locaux se substituant aux coûteuses importations.

Le dispositif ci-dessus s'appuie sur les seules mesures décidées dans la Loi de Finances 1983. A plus long terme, il sera complété par d'autres dispositions, et tel est l'enjeu du prochain plan quinquennal et des mesures d'accompagnement qu'il mettra en œuvre pour assurer le décollage économique sur des bases plus larges et autonomes.

ANNEXES (graphiques)

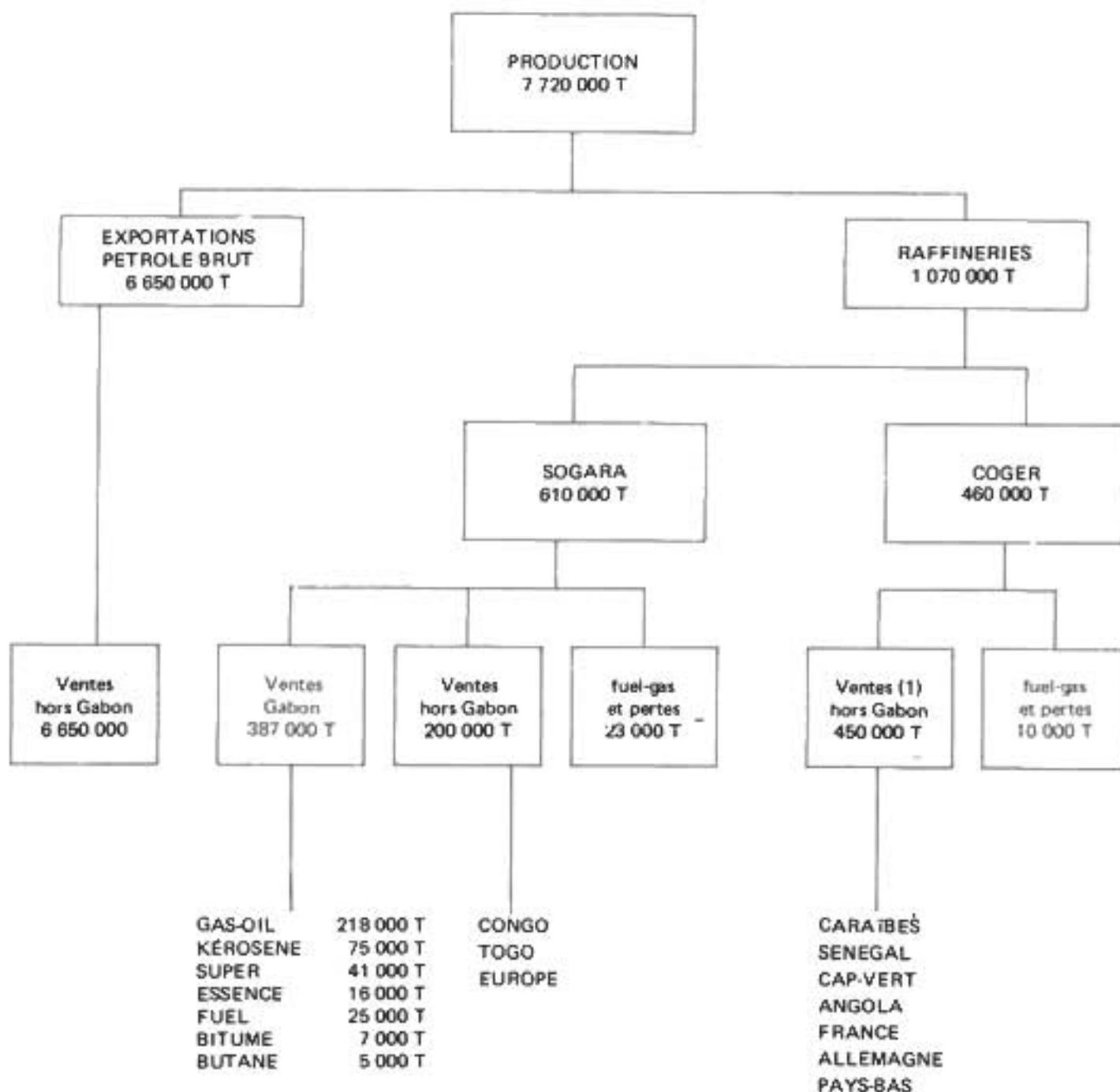
ANNEXES (graphiques)

ANNEXES

1. – Circuit du pétrole gabonais en 1982
2. – Répartition de la production de pétrole par Sociétés.
3. – Le point sur la recherche minière
4. – Evolution des tarifs de l'Okoumé et de Ozigo
5. – Réserves de la forêt gabonaise
6. – Le marché automobile gabonais par pays fournisseur
7. – Evolution des ressources budgétaires
8. – Évolution des dépenses budgétaires
9. – Le poids de l'État dans l'Économie
10. – Réalisation des budgets d'investissements 1981-1982
11. – Balance des Paiements
12. – Répartition de l'emploi dans le secteur public (civils) en décembre 1981 et décembre 1982.
13. – Évolution des principaux indicateurs économiques de 1975 à 1984.
14. – Prévisions du Plan Intérimaire et Réalisations.
15. – Budget 1983 : Communiqué final du Conseil des Ministres.

CIRCUIT DU PETROLE GABONAIS EN 1982

(chiffres exprimés en tonnes)



(1) dont 40 000 T pour le ravitaillement des soutes internationales.

**REPARTITION DE LA PRODUCTION DE PETROLE
PAR SOCIÉTÉS**

SOCIÉTÉS	1979		1980		1981		1982	
	Production (en t.)	%						
ELF	6 733 548	69	6 143 214	69,1	5 269 704	68,9	4 609 000	59,7
SNEA	1 714 498	17	1 438 398	16,2	1 045 992	13,7	959 000	12,4
SHELL	739 923	7,5	688 686	7,7	653 852	8,5	1 436 000	18,6
ODECO	240 679	2,5	210 845	2,4	197 311	2,6	N.C.	
OCEAN	240 679	2,5	210 845	2,4	197 311	2,6	N.C.	
GULF	93 232	1	125 714	1,3	139 875	1,8	N.C.	
MITSUBISHI	0	0	32 679	0,4	72 266	1	N.C.	
MURPHY	16 754	0,2	16 661	0,2	17 543	0,2	N.C.	
MOBIL	10 518	0,1	9 720	0,1	10 607,5	0,1	N.C.	
HISPANOIL	-	-	9 169	0,1	22 717,5	0,3	N.C.	
ENSERCH	8 740	0,1	9 073	0,1	13 465	0,2	N.C.	
WED	-	-	-	0	11 217	0,1	N.C.	
TOTAL	9 798 571	100 %	8 895 004	100 %	7 651 861	100 %	7 723	100 %

— Projets réalisables avant 1990 :

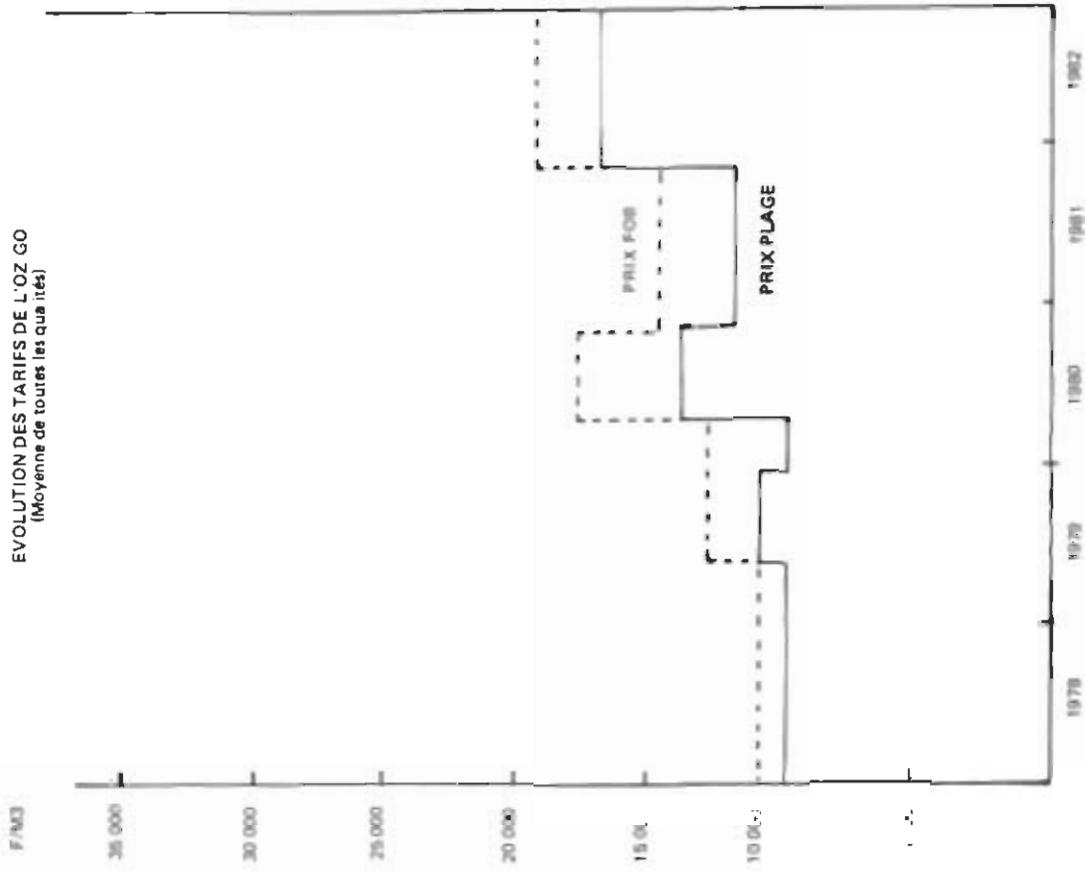
- Fer : l'exploitation pourrait commencer en 1986 avec une production annuelle de 15.000 tonnes / an.
- Barytine : un tonnage d'un million de T. a été mis en évidence dans la Nyanga. D'autres indices ont été découverts dans la région de Kroussou. La commercialisation est prévue entre 1985 et 1986.
- Talc : fin 1981, plusieurs gisements de talc «haut de gamme» sont connus (notamment celui de Doussala) et au stade de l'étude de faisabilité.
- Or : sa production avait atteint un record en 1965 avec 1.155 kg. Elle est actuellement très faible, de l'ordre de quelques dizaines de kilos. Mais deux projets de relance des activités sont prévus et la production pourrait reprendre rapidement dans certaines régions anciennement travaillées.

— Indices relevés :

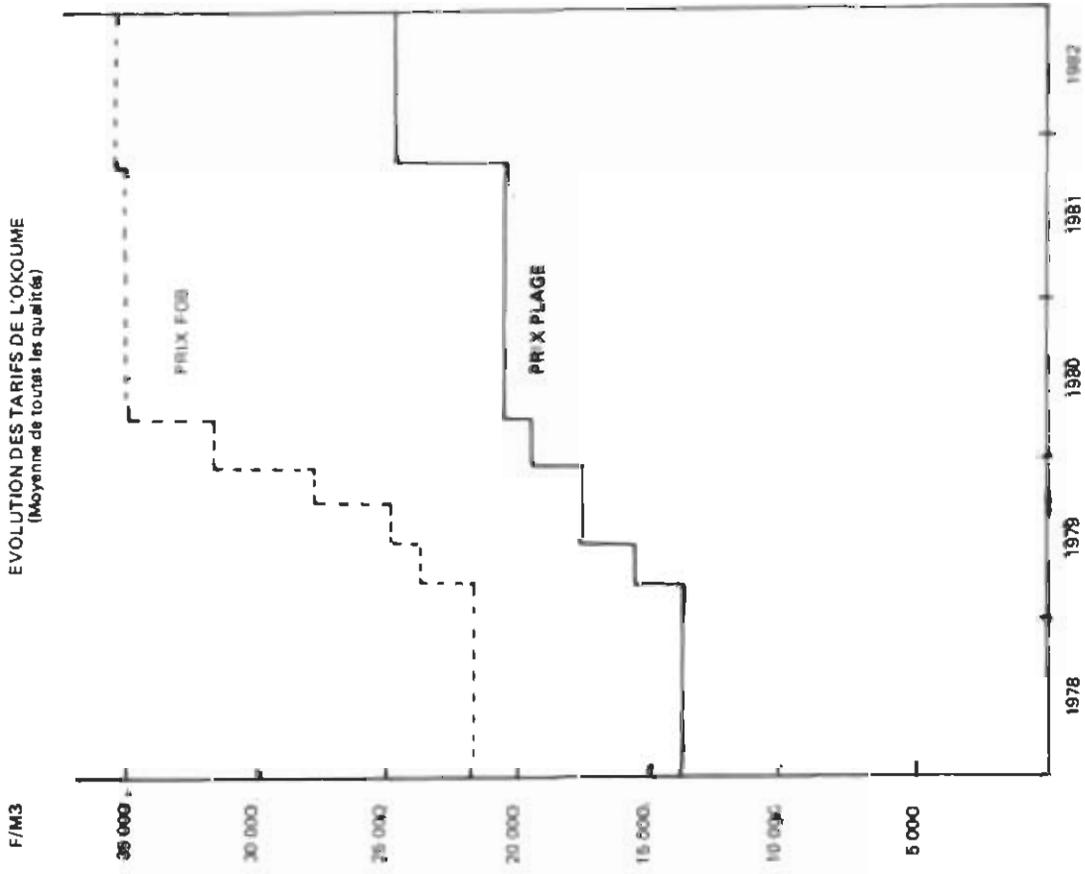
- Diamant.
- Plomb
- Zinc.
- Cuivre.
- Molybdène.
- Phosphate.

Ces indices miniers sont connus mais pour l'instant, l'exploitation ne semble pas économiquement rentable.

EVOLUTION DES TARIFS DE L'OZ GO
(Moyenne de toutes les qualités)



EVOLUTION DES TARIFS DE L'OKOUME
(Moyenne de toutes les qualités)



PRIX PLAGE : prix d'achat aux exploitants forestiers par le SNBG
 PRIX FOB : prix de vente à l'étranger par le SNBG

RESERVES DE LA FORÊT GABONAISE

Réserves actuellement connues	En millions de m ³
OKOUME	100
ANDOUNG	30-60
OZIGO	25-35
EDOUM	20-30
SOGHO	20-30
ILOMBA	20-30
EVEUSS	15-25
DABEMA	15-25
TALI	15-25
ALEP	15-25
AZOBE	15-25
EKOUB	13-20
LIMBA	10-20
PADOUK	10-20
MOVINGUI	8-15
OSSABEL (IGAGANGO)	6-12
AWOUGHHA	5-12
NIOVE	5-12
BAHIA	6-10
LON LAVIOL (de type TCHITOLA)	5-10

Source : Centre Forestier Tropical de Libreville.

La Forêt gabonaise compterait près de 200 essences, dont 80 sont régulièrement exportées.

Certaines, aux réserves inconnues, sont déjà exploitées : SIFO - DOUKA - ACAJOU - OVENGKOL - AGBA-TIAMA - KEVAZINGO.

LE MARCHÉ AUTOMOBILE GABONAIS PAR FOURNISSEUR

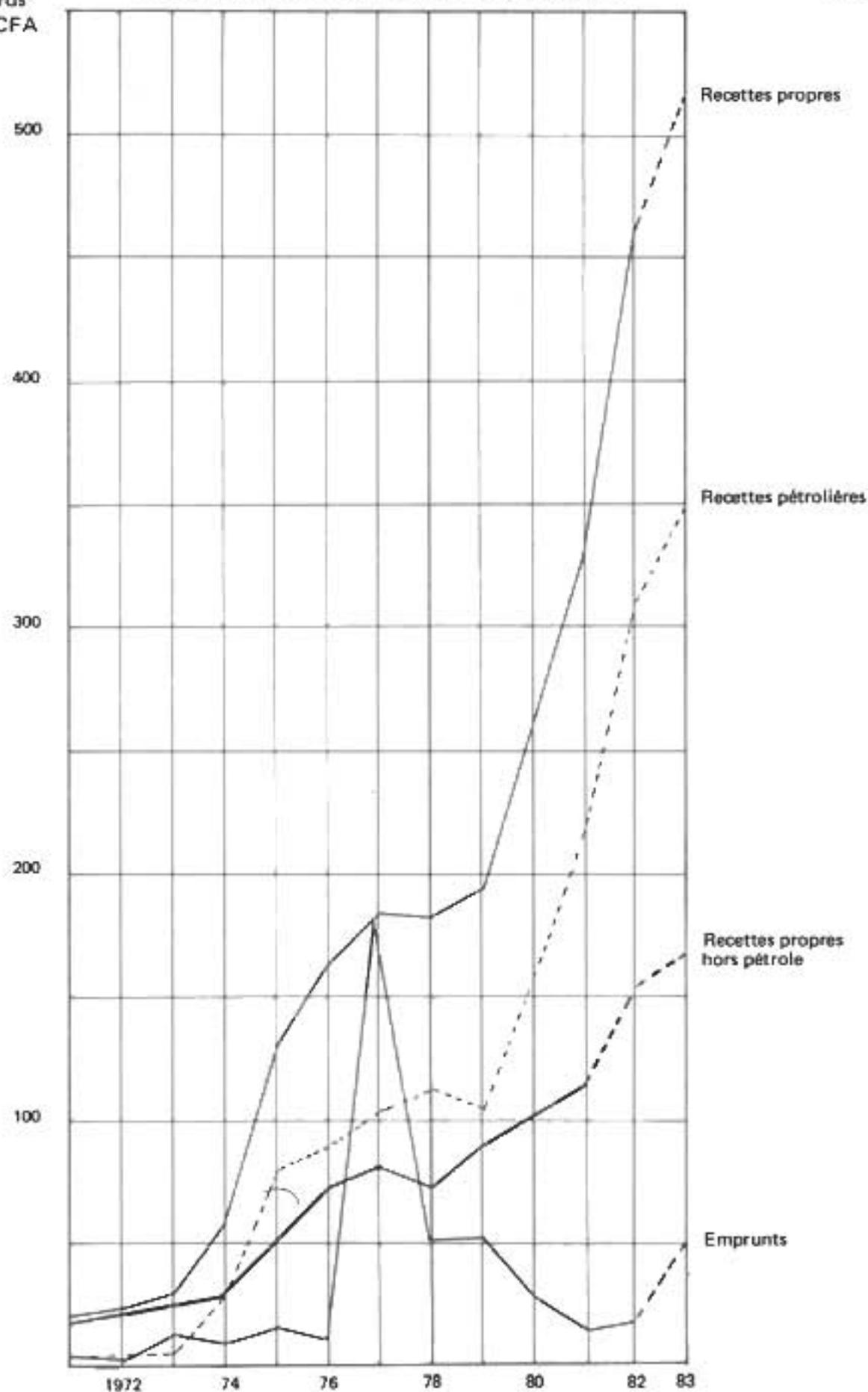


NB - Les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires comptent avec les poids lourds et les cars l'ensemble du marché automobile.

EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

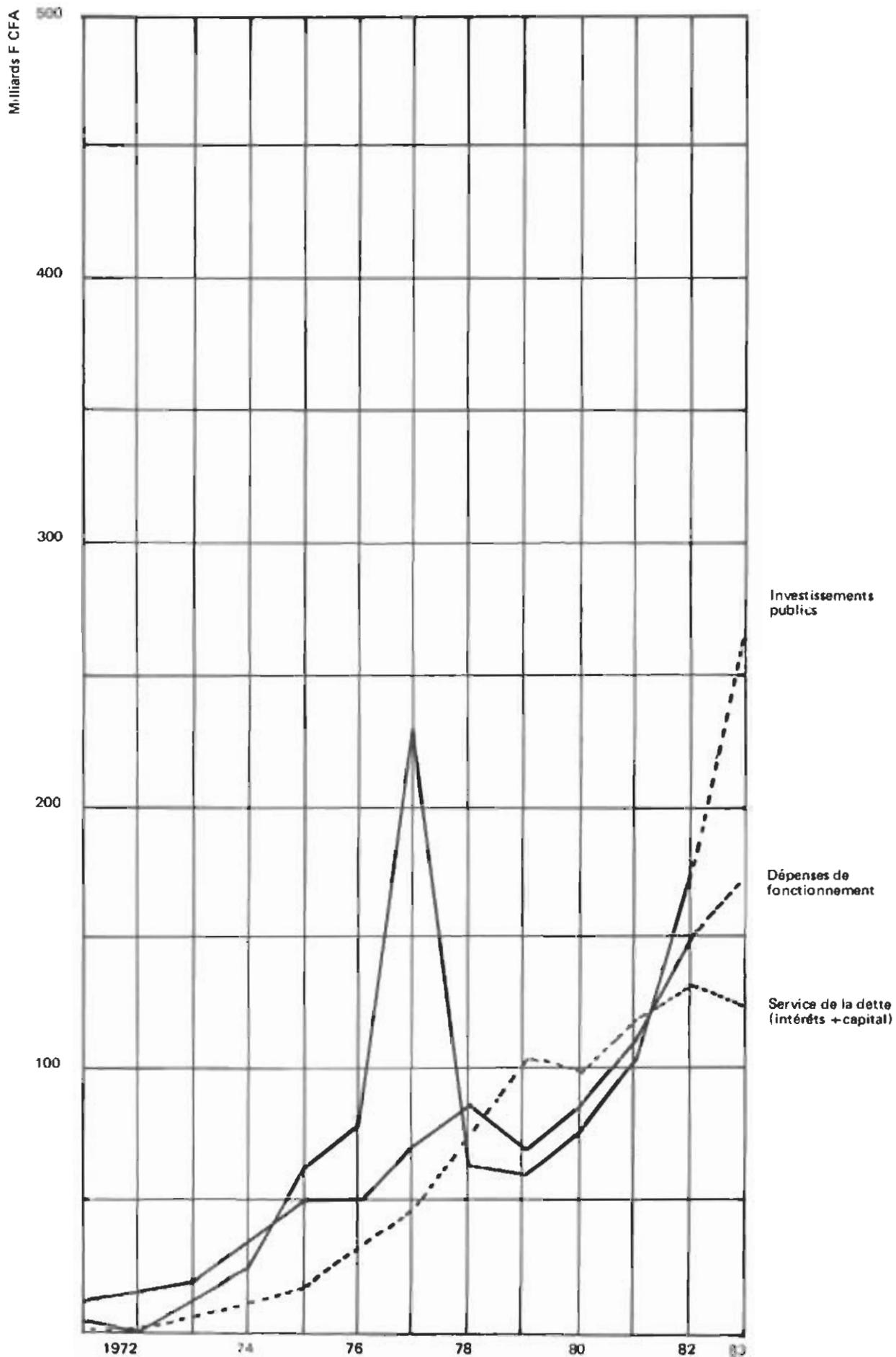
Annexe 7

milliards
de F CFA

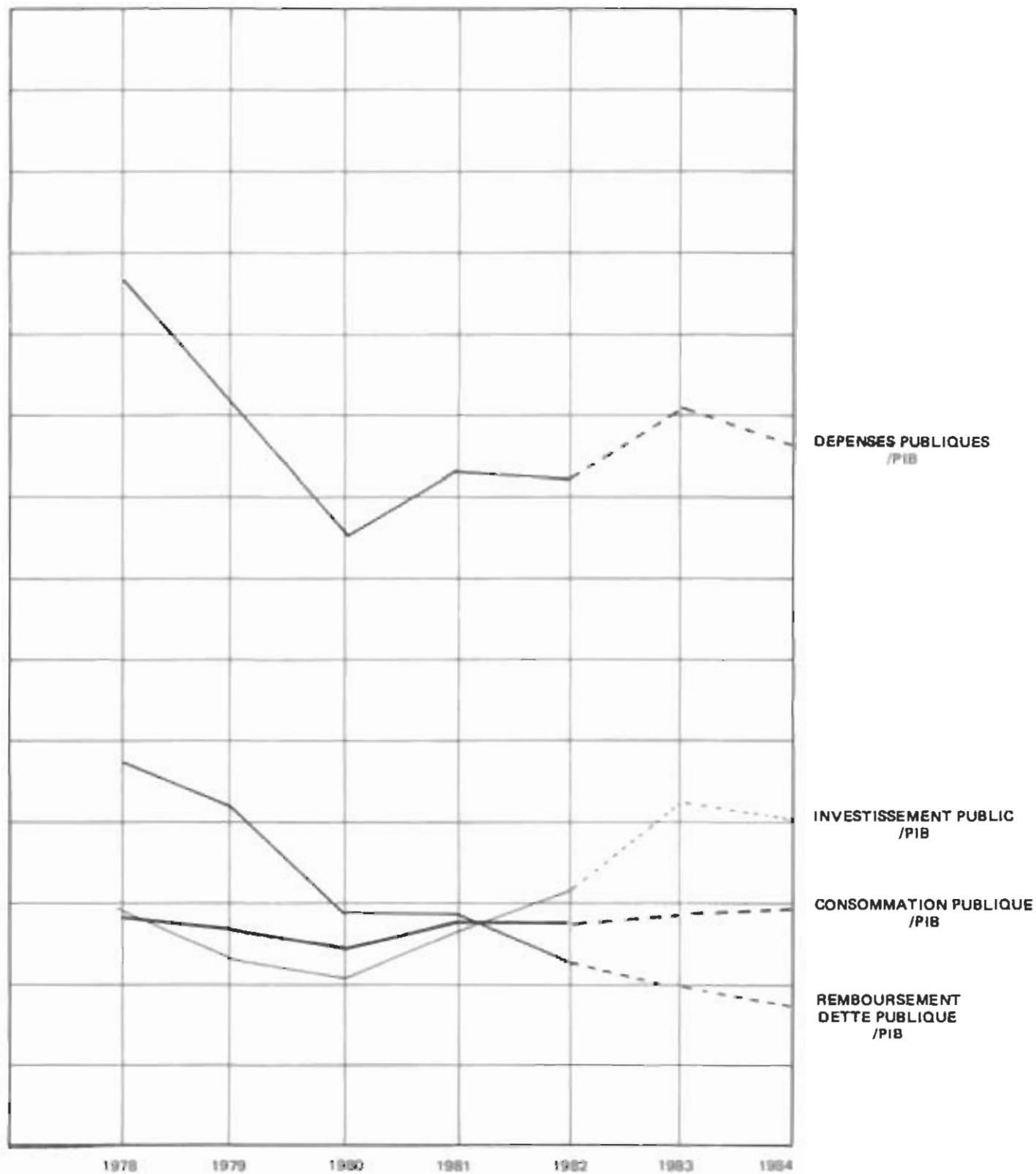


ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGETAIRES

Annexe 8



LE POIDS DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE

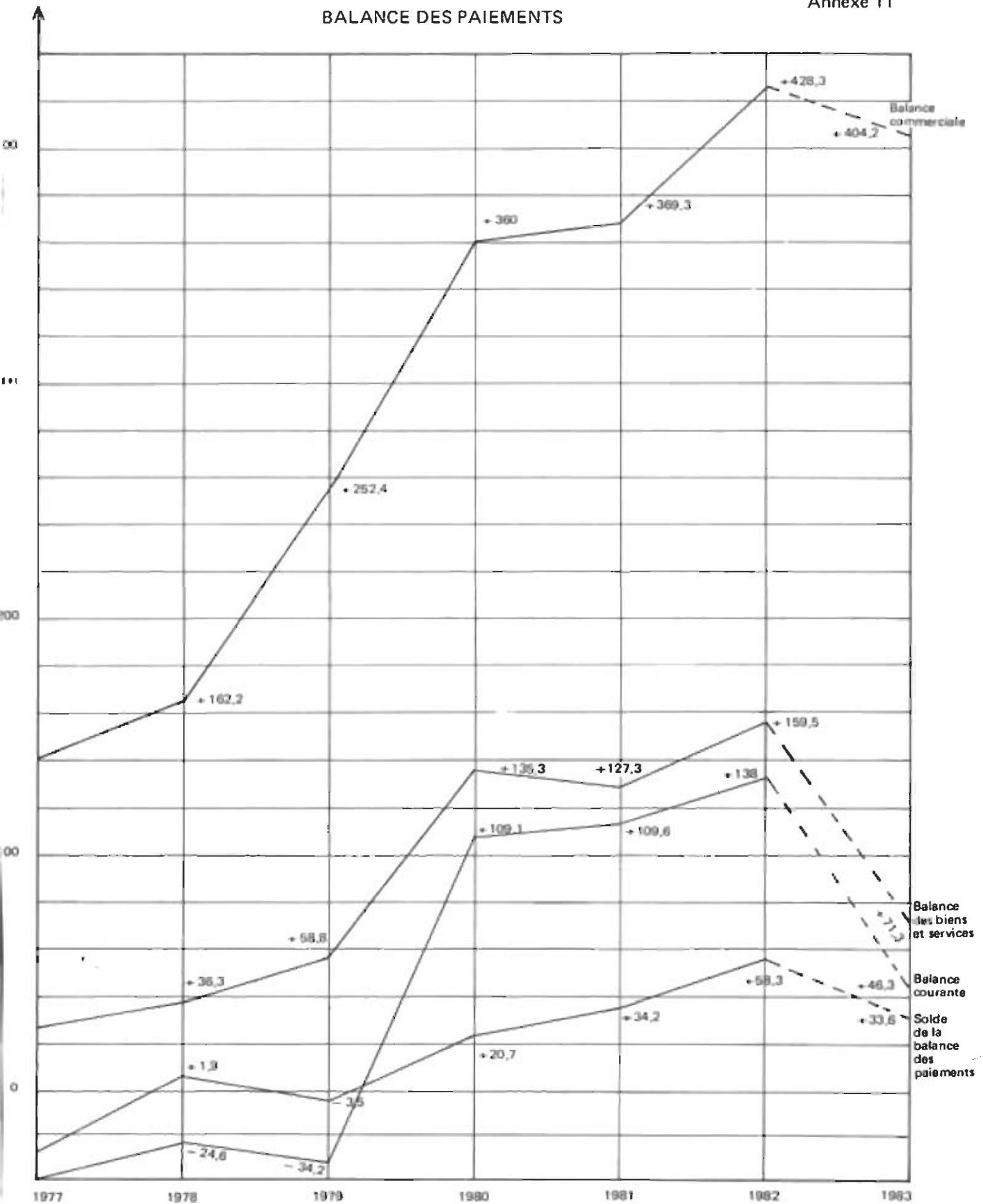


RÉALISATION DES BUDGETS D'INVESTISSEMENT 1981 et 1982

(EN MILLIARDS DE Fr)	1981				1982			
	Dotat- tion LF	Dotat- tion finale	Réali- sation	Taux de Réa- lisation	Dotat- tion LF	Dotat- tion finale	Réali- sation	Taux de Réalisa- tion
SECTEUR PRODUCTIF	16,2	16,6	13,5	82 %	17,4	17,4	15,3	88 %
– Agriculture	11,7	11,8	10,7	90 %	12,8	12,8	12,2	95 %
– Eaux, forêt, pêche	1,1	1,1	1,1	100 %	1,3	1,3	1,1	85 %
– Mines	1,8	2,1	0,9	43 %	3	3	2	66 %
– Dévelop. indus.	1	1	0,7	20 %	0,3	0,3	–	0 %
– Transports	0,6	0,6	0,6	100 %	–	–	–	0 %
INFRASTRUCTURES	76,9	81,1	73,4	90 %	102	102,3	99,7	97 %
– Routes et ports	24,2	26,8	21,6	80 %	34,4	33,2	32,3	97 %
– Energie électrique	9,8	11	9,3	84 %	15	14,7	14	95 %
– Chemin de fer	39,1	39,2	39,2	100 %	47,1	49,8	49,8	100 %
– Ports voies fluviales	1,5	1,8	0,8	44 %	1,1	1,1	0,4	36 %
– Aviation civile	2,3	2,3	2,5	108 %	4,4	3,5	3,2	91 %
INVESTISSEMENTS SOCIAUX	20,4	23,1	14,6	63 %	28,9	28,8	25,6	89 %
– Education	10,1	13,9	6,2	45 %	15,4	15,3	13,2	86 %
– Santé social	4,9	3,9	3,5	90 %	5	5	4,6	92 %
– Urbanisme, habitat	5,4	5,3	4,9	92 %	8,5	8,5	7,8	92 %
ÉTUDES ET RECHERCHES SCIENT.	1	1,3	0,9	69 %	2,4	2,2	1,9	86 %
PARTICIPATIONS, SUBVENTIONS	3,6	5,2	4,7	90 %	2,1	2,6	2,6	100 %
EQUIPEMENT ADM, TOURISME	10,2	14,3	13	91 %	23	28,2	20	71 %
DÉFENSE NATIONALE	8,4	14,6	11,2	77 %	7	8,1	6,3	78 %
TOTAL	136,7	156,2	131,3	84 %	182,8	189,6	171,4	90 %

BALANCE DES PAIEMENTS

Annexe 11



**REPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC (CIVILS) EN
DECEMBRE 1981 ET DECEMBRE 1982**

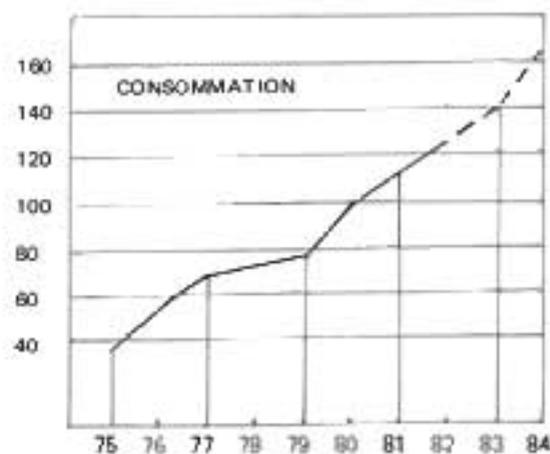
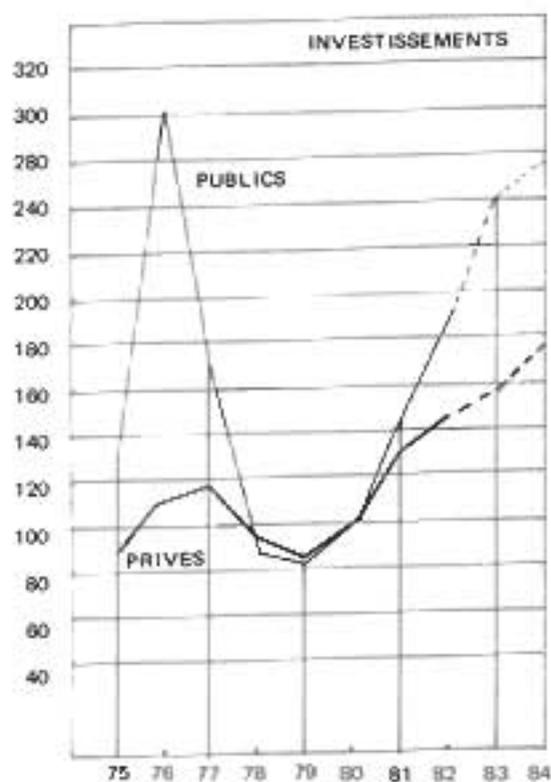
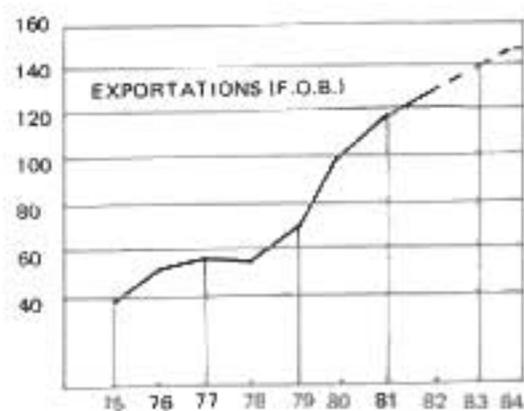
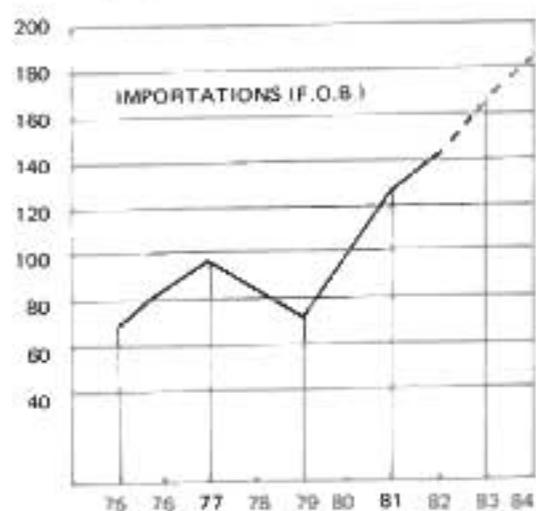
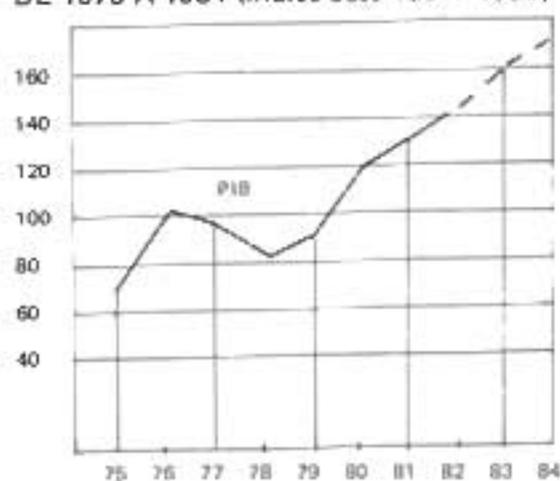
VENTILATION PAR STATUT	Décembre 1981		Décembre 1982	
	Nbre	% du total	Nbre	% du total
Fonctionnaires	8 932	62,3	9 323	62,1
Contractuels locaux	3 465	24,2	3 448	23
Contractuels expatriés	660	4,6	885	5,9
Fonctionnels	545	3,8	605	4
Cas particuliers	428	3	449	3
Décisionnaires hors convention	303	2,1	294	2
TOTAL	14 333	100 %	15 004	100 %

VENTILATION DES FONCTIONNAIRES PAR CATEGORIE	Décembre 1981		Décembre 1982	
	Nbre	% du total	Nbre	% du total
A1	1 096	12,3	1 211	13
A2	1 253	14	1 338	14,3
B1	2 287	25,6	2 430	26,1
B2	2 268	25,4	2 308	24,8
C	2 028	22,7	2 036	21,8
TOTAL	8 932	100 %	9 323	100 %

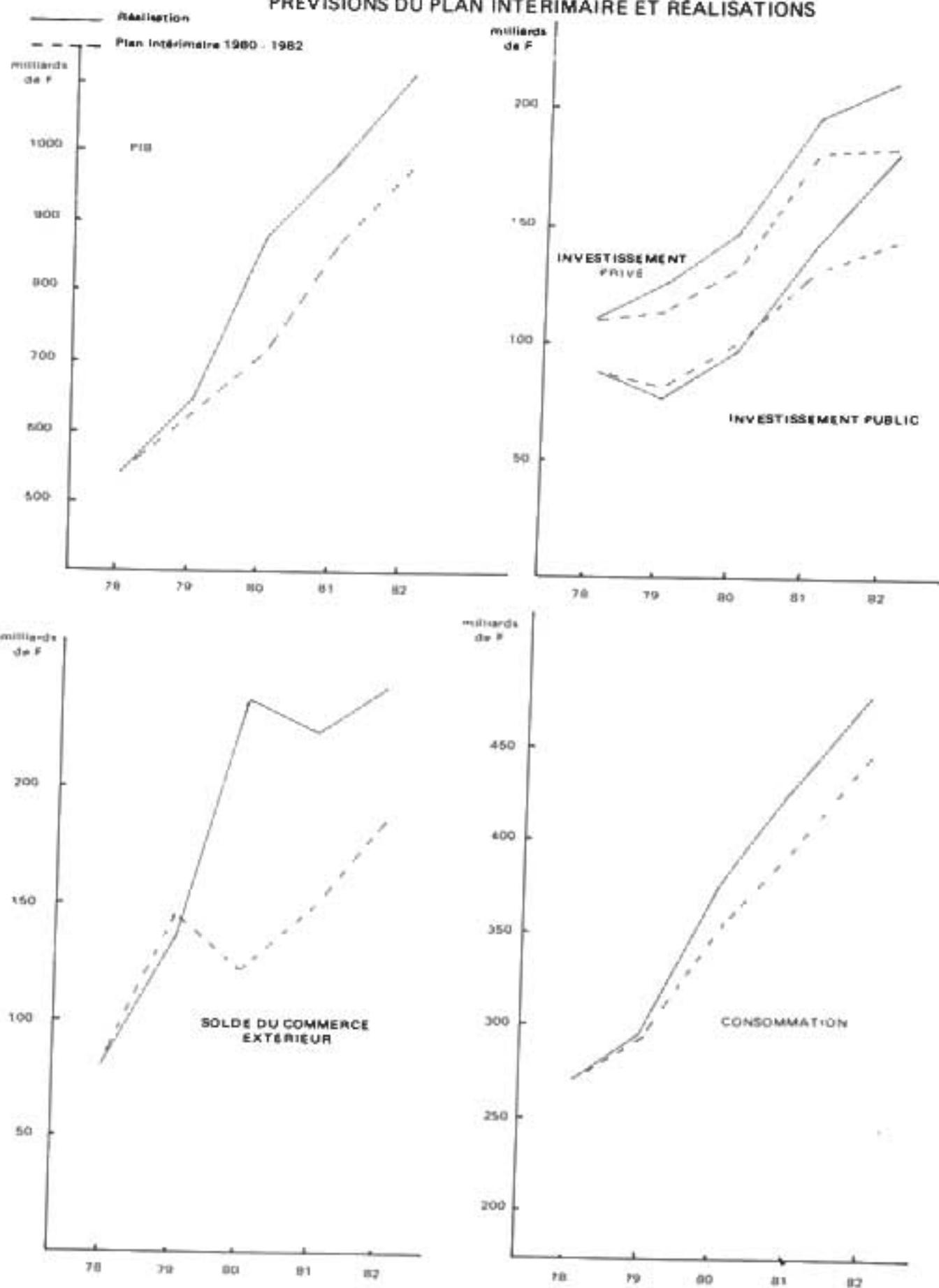
VENTILATION DES FONCTIONNAIRES ET DES CONTRACTUELS PAR SECTEUR ADMINISTRATIF	Décembre 1981		Décembre 1982	
	Nbre	% du total	Nbre	% du total
Education	5 305	40,6	5 690	41,7
Administration générale	2 286	17,5	2 296	16,8
Social et sanitaire	1 756	13,4	1 891	13,8
Enseignement supérieur	1 190	9,1	1 081	7,9
Adm. Economique et financière	654	5	676	5
Production	490	3,8	554	4,1
Technique	444	3,4	482	3,5
Navigation	360	2,8	371	2,7
Communication	348	2,7	364	2,7
Justice	224	1,7	251	1,8
TOTAL	13 057	100 %	13 656	100 %

ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
DE 1975 A 1984 (indice base 100 = 1980)

Annexe 13



PREVISIONS DU PLAN INTERIMAIRE ET REALISATIONS



BUDGET 83 :
COMMUNIQUÉ FINAL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Conseil des ministres s'est réuni ce jour vendredi 22 octobre 1982 à partir de 8 heures 30 à la cité administrative du palais Rénovation sous la haute présidence de S.E. El Hadj Omar Bongo, président de la République, Chef de l'État, secrétaire général fondateur du Parti démocratique gabonais.

L'ordre du jour des travaux a porté principalement sur l'examen du projet de loi de finances pour l'exercice 1983.

Ce projet de loi détermine le cadre dans lequel le budget a été confectionné et devra être exécuté.

Certaines considérations ont présidé à l'élaboration de cette loi.

D'abord, il convient de souligner qu'à la fin de l'année nous arriverons au terme du plan intérimaire 1980-1982 qui s'était fixé pour objectif d'une part, d'assainir les finances de l'État par une politique de désendettement volontariste et, d'autre part, d'élargir les bases productives de notre économie. Après les trois années d'exécution de ce plan, force est de constater que si les objectifs du gouvernement ont été globalement atteints, des zones d'ombre subsistent, notamment dans la production du secteur privé qui a connu une régression, et dans la couverture budgétaire des différents marchés.

La loi des finances 1983 vise donc la relance de l'économie et la correction des déviations observées. La solution retenue repose sur la mise en place d'un dispositif susceptible de consolider et développer un secteur productif non pétrolier accessible à un plus grand nombre d'entreprises.

Pour y parvenir, il faut rétablir la confiance des entrepreneurs dans l'avenir économique du pays, pour qu'ils retrouvent les motivations nécessaires afin d'investir dans l'outil du travail. Les marges des entreprises doivent être reconstituées pour permettre un développement de l'activité par l'autofinancement.

Dans cette perspective la loi des finances 1983 définit quatre axes de la politique à suivre, à savoir :

- allègement des charges des entreprises
- organisation du secteur financier
- encouragement des investissements productifs
- lutte contre l'inflation.

A cet effet, les mesures fiscales et économiques suivantes sont proposées.

MESURES FISCALES

(1) Réduction à 4 % de la TCA sur l'énergie électrique moyenne tension.

Cette mesure qui diminuera le coût de l'énergie électrique en moyenne tension profitera essentiellement aux petites et moyennes entreprises du secteur des industries de transformation, encouragera le développement des activités nécessaires à un pays moderne et procurera plusieurs nouveaux emplois à nos compatriotes.

(2) Réduction de la TCA sur frais financiers.

Les charges financières sont de plus en plus lourdes à supporter en raison de l'escalade des taux d'intérêts. Dans notre pays, ceci est aggravé par la TCA au taux de 15 % qui alourdit le coût d'un crédit classique. Aussi, a-t-il été décidé de réduire à 8 % la TCA pour les crédits à court terme, et à 4 % la TCA pour les crédits à moyen et long termes.

Cette mesure allégera les charges courantes des entreprises et surtout le coût des investissements. Elle profitera donc aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers.

(3) Réduction des versements forfaitaires sur salaires.

Il s'agit d'abandonner la fiscalité d'exception décidée en 1978 pour revenir à un niveau de taxation plus normal.

Ainsi le versement forfaitaire sur les salaires passe de 7 à 5 % du salaire brut.

- la taxe d'enseignement technique sans objet est supprimée.

(4) Réduction des droits de douane pour matériels forestiers.

La forêt constitue un atout pour l'avenir de notre pays. Il est nécessaire que l'investissement reprenne dans ce secteur et ceci n'est possible que s'il y a une mesure de relance particulière.

Dans cette optique, il a été décidé de réduire les droits de douane des matériels d'exploitation forestière autres que ceux qui peuvent être fabriqués au Gabon, de la manière suivante :

- 1/3 des droits dans la première zone
- 5 % des droits dans la deuxième zone

Il s'agit là d'une mesure incitative pour la reprise des investissements dans le secteur forestier.

(5) Baisse du taux d'imposition sur les bénéfiques et augmentation du prélèvement au profit du Fonds gabonais d'investissement.

Le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené de 50 à 45 % à partir des revenus de 1983. Cette mesure touche le tissu économique dynamique du pays.

Cette réduction sera prise conjointement à un accroissement du prélèvement au profit du Fonds gabonais d'investissement dont le taux passera de 5 à 10 % des bénéfiques.

Ces deux dispositions donneront aux chefs d'entreprises une motivation supplémentaire dans la recherche de la rentabilité et du développement.

MESURES ECONOMIQUES

Les mesures fiscales précitées s'accompagnent de mesures économiques qui s'articulent autour de deux idées, à savoir :

- la dynamisation des organismes monétaires et financiers
- le développement sectoriel.

La dynamisation des organismes monétaires et financiers sera axée sur les résultats de l'étude qui sera lancée fin 1982 en vue de l'amélioration des circuits financiers par une restructuration de nombreux organismes financiers spécialisés tels la BGD, la SONADIG, PROMOGABON, le Crédit rural, etc.

Le développement sectoriel quant à lui, sera articulé autour de la réalisation des opérations pilotes ci-après :

- l'agriculture vivrière où sera mis en place un mécanisme de financement approprié englobant tous les stades de production et de commercialisation
- la pêche avec les structures conséquentes pour l'encadrement, l'achat des équipements et la commercialisation
- les petites et moyennes entreprises avec des dispositions réglementaires appropriées
- l'habitat social avec des dispositions particulières de financement adaptées à chaque catégorie socio-professionnelle
- la lutte contre l'inflation par une amélioration de la politique des prix et une série d'actions viables.

Comme on le constate, ces mesures auront un impact certain à plusieurs niveaux. D'abord par un allègement durable des coûts des productions sur les charges des entreprises, ensuite, par une incitation des entreprises rentables à opérer des investissements nouveaux pour récupérer le crédit d'impôts du Fonds gabonais d'investissement, et enfin, par la réduction des coûts et l'aménagement des circuits financiers.

Toutes ces considérations réunies ont permis d'arrêter en recettes et en dépenses le budget pour l'exercice 1983, à la somme de 562 milliards de francs CFA, financé à hauteur de :

- 519 milliards par des ressources nationales
- 43 milliards par des emprunts.

Les ressources nationales sont issues du pétrole, des mines et des impôts et taxes. Les 43 milliards de ressources extérieures proviennent des tirages sur les contrats de prêts signés en 1982 et qui concernent pour l'essentiel le financement du Transgabonais.

Les dépenses se répartissent comme suit :

- 117 milliards pour la dette publique
- 176,5 milliards pour les dépenses de fonctionnement
- 268,5 milliards pour les investissements.

Dans la globalité le budget de l'exercice 1983 est en progression de 12,5 % par rapport à celui de l'année dernière pendant que le budget de développement accuse lui une augmentation de 45 %. Dans ce budget de développement, un accent a été mis sur le Transgabonais, les routes, l'enseignement, la santé, l'habitat, la Défense nationale, l'énergie et l'équipement administratif.

Le gouvernement, en adoptant ce projet de loi, tient à souligner, dans un monde où la situation économique est actuellement des plus difficiles, l'effort particulièrement important qu'il a fait dans les mesures fiscales et économiques prises en faveur des entreprises opérant au Gabon et des particuliers.

A cet effet, le président de la République, chef de l'État, a tenu à inviter les membres du gouvernement à une utilisation très rationnelle, l'an prochain, des dotations budgétaires mises à leur disposition.